

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'OPÉRATION SERVAL ET LA MISSION MULTIDIMENSIONNELLE INTÉGRÉE DES  
NATIONS UNIES POUR LA STABILISATION AU MALI : LES LIMITATIONS POUR LES  
POSSIBILITÉS DE PAIX AU MALI

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
PHILIPPE LAROSE

JANVIER 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	iv
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	v
RÉSUMÉ.....	vii
INTRODUCTION.....	1
Revue de la littérature .....	14
Méthodologie .....	21
CHAPITRE I	
LES RACINES DU CONFLIT MALIEN .....	27
1.1 Introduction.....	28
1.2 La marginalisation du nord du Mali : un phénomène perceptible à travers les décennies .....	32
1.2.1 Les racines de la crise de 2012 : le rôle des élites gouvernementales.....	37
1.2.2 Le renouveau démocratique post-Moussa Traoré.....	38
1.2.3 1992-2002 : le gouvernement d'Alpha Oumar Konaré et ses relations avec le nord Mali.....	42
1.2.4 2002-2012 : le gouvernement d'Amadou Toumani Touré et ses relations avec le nord du Mali .....	46
1.3 La formation des luttes de pouvoirs au sein des élites touarègues.....	48
1.3.1 La rébellion de la décennie 1990 : l'éclatement des relations touarègues et ses conséquences .....	49
1.3.2 Une paix factice : les luttes de pouvoir au nord du Mali .....	51
1.3.3 L'Exacerbation des tensions : la crise aux portes du Mali.....	52
1.4 La guerre civile algérienne et ses conséquences sur le Mali.....	54
1.4.1 La chute du régime libyen et l'amorce du conflit malien .....	56
1.4.2 Le radicalisme islamique et la criminalité régionale.....	58

1.5 Le déclenchement de la crise : une offensive coordonnée .....	59
1.5.1 L'État en perte de contrôle .....	61
1.5.2 Les débats houleux d'une future intervention .....	64
1.6 En conclusion .....	66
 CHAPITRE II	
LES OBJECTIFS ET LE DÉPLOIEMENT DE L'OPÉRATION SERVAL ET DE LA MINUSMA : UNE PREMIÈRE ANNÉE SOUS LE SIGNE DE LA STABILISATION .....	70
2.1 Introduction .....	71
2.2 L'opération Serval : la France à la rescousse de l'État malien .....	73
2.2.1 Les objectifs de l'opération Serval .....	74
2.2.2 Le déploiement de l'opération Serval .....	77
2.3 Le déploiement de la MINUSMA : la stabilisation de l'État malien .....	80
2.3.1 Les objectifs de la MINUSMA .....	80
2.3.2 Le déploiement de la MINUSMA .....	83
2.4 En conclusion .....	85
 CHAPITRE III	
L'OPÉRATION SERVAL, BARKHANE ET LA MINUSMA : L'INFLUENCE DES INTERVENTIONS INTERNATIONALES SUR LE PROCESSUS DE PAIX MALIEN .....	87
3.1 Introduction .....	88
3.2 L'impact des interventions internationales sur les négociations de Ouagadougou .....	91
3.2.1 Une nouvelle table de négociation sous la supervision algérienne .....	95
3.2.2 L'accord d'Alger .....	101
3.3 L'influence de la participation internationale .....	103
3.3.1 Les déploiements internationaux et les transformations conflictuelles....	107
3.3.2 L'opération Serval : la modification des rapports de force sur le terrain.	109
3.3.3 Barkhane : la régionalisation du contre-terrorisme français au Sahel.....	113
3.4 La MINUSMA et l'État malien.....	116



3.4.1 Le gouvernement malien et la MINUSMA : les conséquences du renforcement des capacités de l'État.....	119
3.5 En conclusion .....	124
CONCLUSION .....	127
APPENDICE A .....	137
BIBLIOGRAPHIE .....	138

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
1.1	Les présidences maliennes depuis la formation du pays.....	37
1.2	Les rébellions touarègues au Mali depuis la formation de l'État.	38

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ADC	Alliance du 23 mai pour le changement
ADEMA	Association pour la démocratie au Mali
AQMI	Al-Qaida au Maghreb Islamique
ARLA	Armée révolutionnaire de l’Azawad
ASIFU	<i>All Sources Information Fusion Unit</i>
ATT	Amadou Toumani Touré
CEDEAO	Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest
CMA	Coordination des mouvements de l’Azawad
CMFPR	Coordination des mouvements et forces patriotiques de résistance
CNID	Comité national d’initiative démocratique
CNRDRE	Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l’État
CTSP	Comité transitoire du Salut public
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
EUTM	Mission de formation de l’armée malienne de l’Union européenne
FAMA	Forces armées et de sécurité du Mali
FIAA	Front islamique et arabe de l’Azawad
FPLA	Front populaire de l’Azawad
GIA	Groupe islamique armée
GSPC	Groupe salafiste pour la prédication et le combat
HCUA	Haut conseil pour l’unité de l’Azawad
IBK	Ibrahim Boubacar Keïta
MAA	Mouvement arabe de l’Azawad
MFUA	Coordination des mouvements et front unifié de l’Azawad
MIA	Mouvement islamique de l’Azawad
MISMA	Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali

MNLA	Mouvement national pour la libération de l’Azawad
MPA	Mouvement populaire de l’Azawad
MPLA	Mouvement populaire de libération de l’Azawad
MUJAO	Mouvement pour l’unicité et le jihad en Afrique de l’Ouest
OCI	Organisation de la coopération islamique
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nation unies
OTAN	Organisation du traité de l’Atlantique nord
UA	Union africaine
UE	Union européenne

## RÉSUMÉ

Cette recherche consiste en une étude de cas du conflit malien débutant en 2012. Il s'agit d'une réflexion sur l'influence du déploiement de l'opération Serval et de la MINUSMA sur les possibilités pour la paix. Une perspective large est utilisée pour faire ressortir les racines d'une crise complexe. La période étudiée se situe entre le début de la rébellion de 1990 et la signature de l'accord d'Alger en 2015. Cela permet de constater que la construction des bouleversements de 2012 est en partie le résultat de frustrations entourant les structures étatiques des régions administratives de Gao, Kidal et Tombouctou. Ainsi, les déploiements de l'opération Serval et de la MINUSMA s'immiscent dans un débat sur les structures de pouvoir dans le nord du Mali avec ses propres visions. Cette multiplicité d'ambitions pour le futur politique du pays a complexifié les négociations pour un retour à la paix, en plus de négliger les désirs de transformation des populations du nord du pays. Les tensions entourant le développement de l'État dans le nord du pays sont le résultat d'une multitude de facteurs issus des relations gouvernementales avec sa périphérie, des luttes de pouvoir entre les élites locales et de transformations régionales. Les interventions internationales débutant en 2013 se déploient avec leurs propres ambitions, principalement concentrées sur la stabilisation de l'État. Ainsi, ces nouveaux acteurs contribuent à complexifier les négociations entourant le futur des structures étatiques dans le nord du pays.

**MOTS-CLÉS :** Mali, opération Serval, Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali.

## INTRODUCTION

Ce projet de mémoire propose d'étudier la crise qui se déroule au Mali depuis le début de l'année 2012. Plus précisément, il s'agit d'une réflexion sur les conséquences de l'intervention de l'ONU dans le cadre de la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) et de la France pour ce qui a trait à l'opération Serval et à l'opération Barkhane. Actuellement, il est difficile d'envisager une résolution à la crise dans un avenir rapproché. En effet, la violence dans le nord du pays est en recrudescence depuis quelques mois, et malgré l'optimisme entourant la signature du pacte d'honneur d'Anefis, des tensions grandissantes se font ressentir entre la MINUSMA, l'opération Barkhane et les populations locales<sup>1</sup>. Ainsi, la présence internationale risque d'être prolongée pour encore plusieurs mois avec des conséquences indéniables sur le déroulement de la vie politique du pays.

Les causes de cette crise qui secoue le pays renvoient à de nombreux aspects et enjeux. Le texte *One hippopotamus and eight blind analysts : a multivocal analysis of the 2012 political crisis in the divided Republic of Mali* illustre à merveille cette réalité :

The current political situation in the country involves different political cultures, domains and systems, including Tuareg clan politics, a contested multi-party system based in Bamako, the international domains of Franco-African relations, the position of the Economic Community of West African States (ECOWAS) and the ideology and effective networks of global jihad<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Au moins deux personnes ont été tuées le 18 avril 2016 dans une manifestation contre la MINUSMA et Barkhane à Kidal. Ce rassemblement faisait suite à l'arrestation de trois membres de la CMA soupçonné d'avoir participé à la mort de trois soldats français la semaine précédente. [a.n.d]. (19 avril 2016). Mali : deux morts à Kidal. *BBC Afrique*, récupéré de [http://www.bbc.com/afrique/region/2016/04/160419\\_mali\\_kidal\\_demo](http://www.bbc.com/afrique/region/2016/04/160419_mali_kidal_demo).

<sup>2</sup> Lecocq, B., Mann, G., Whitehouse, B., Badi, D., Pelckmans, L., Belalimat, N., Hall, B. et Lacher, W. (2013). One hippopotamus and eight blind analysts: a multivocal analysis of the 2012 political crisis in the divided Republic of Mali. *Review of African Political Economy*, 40(137), p. 344.

L'assistance d'acteurs étrangers à la gestion de ce conflit influence et transforme ces dynamiques déjà complexes. Ainsi, cette participation ne doit pas être évaluée qu'en terme de réussite ou d'échec. Les effets du déploiement sur le territoire ciblé doivent aussi être pris en considération. Des pistes de réflexion ont déjà été soulignées dans la littérature sur les missions de paix. Par exemple, Michael Barnett et Christoph Zürcher avancent que malgré une propension certaine à diminuer la violence, les stratégies de résolution de conflit ont tendance à renforcer les dynamiques politiques et sociales ayant mené à la crise<sup>3</sup>. Par le fait même, dans le contexte malien, les deux interventions mentionnées plus haut collaborent à plusieurs niveaux à la vie politique malienne, que ce soit militairement ou institutionnellement. Conséquemment, les élites institutionnelles et ses opposants s'adaptent et évoluent face à cette présence.

Cette étude de cas soulève un large éventail de réflexions et il est impossible d'englober l'ensemble du sujet dans cette seule recherche. Ainsi, l'objectif de ce mémoire est de répondre à la question suivante : quelles sont les conséquences de l'intervention et de la présence militaires internationales sur les possibilités politiques pour la paix au Mali depuis 2013 ? Cette question est importante puisqu'elle permet de se pencher sur les transformations apportées par les intervenants internationaux plutôt que de se concentrer sur ce qu'il devrait y avoir, telles une plus grande stabilité, ou une démocratisation accrue. Il est aussi question d'aller plus loin dans la compréhension de la crise, de ses racines et des divers enjeux qui la nourrissent. D'ailleurs, comme le souligne Morten Boas et Kathleen M. Jennings, l'importance de bien contextualiser l'environnement politique et social où les groupes antagonistes aux élites étatiques évoluent, car une intervention est vouée à l'échec si les raisons de la résistance ne sont pas bien cernées<sup>4</sup>. En effet, des lacunes dans ce domaine risquent

---

<sup>3</sup> Barnett, M et Zürcher, C. (2009). The Peacebuilder's Contract: How External Statebuilding Reinforces Weak Statehood. Dans R. Paris et T. D. Sisk (dir.), *The Dilemmas of Statebuilding : Confronting the Contradictions of Postwar Peace operations*. Londres : Routledge, p. 72.

<sup>4</sup> Boas, M. et Jennings, K. M. (Septembre 2005). Insecurity and Development : The Rhetoric of the Failed State. *The European Journal of Development Research*, 17(3), p. 391.



d'avoir des répercussions dans l'analyse des interventions de règlement du conflit. Il s'agit d'une force indéniable de cette recherche, la présentation d'une analyse assez large dans la dimension temporelle pour inclure les principaux événements influents à la naissance de la crise tout en incluant les développements les plus récents du conflit. L'actualité de la crise fait en sorte que la littérature sur le sujet consiste en des analyses qui sont le plus souvent restreintes en abordant soit un sujet précis, une période restreinte, ou les deux à la fois. Ainsi, les recherches sur la construction politique du Mali des dernières années, sur les détails de l'opération Serval, et même la MINUSMA sont foisons, mais les études qui englobent l'ensemble de ces éléments se font rares. Cette recherche contribue à dresser un portrait global du conflit malien, ce qui permet d'une part de mieux saisir la complexité des dynamiques de la crise et d'autre part, de comprendre l'influence des interventions internationales sur les transformations qu'elles apportent sur les dynamiques conflictuelles. De plus, au-delà de l'étendue des éléments inclus dans cette analyse pour saisir les bouleversements maliens, elle permet aussi de mieux comprendre comment cette multiplicité de dynamiques interagit sur le terrain.

Ce mémoire tente de prouver que la présence internationale au Mali influence les possibilités politiques pour la paix. En effet, le déploiement de l'opération Serval et de la MINUSMA s'immisce dans un débat sur les structures de pouvoir dans le nord du Mali avec ses propres visions. Cette multiplicité d'ambitions pour le futur politique du pays a complexifié les négociations pour un retour à la paix, en plus de négliger les désirs de transformation des populations du nord du pays.

Premièrement, une analyse du passé récent permet de faire ressortir le manque de cohésion dans la construction étatique du Mali. À travers les dernières décennies, plusieurs visions de la gestion territoriale ont nourri les ambitions des gouvernements successifs, des groupes d'oppositions et des élites du nord du pays. Cette difficulté à

s'entendre sur un modèle d'État pour l'ensemble du territoire a participé à l'émergence de quatre différentes rébellions avant celle de 2012. Depuis sa création, le pays a été le théâtre de troubles politiques entre le gouvernement central et les différentes élites du Nord, la répartition des pouvoirs et la gestion du territoire sont au cœur des dissensions. Ainsi, la crise actuelle est en partie l'héritage de tensions politiques où la question sécuritaire se combine à d'autres enjeux. Le premier chapitre de cette recherche sera concentré autour de la formation du conflit. Pour ce faire, trois variables seront abordées pour rendre compte de cette étude de cas. En premier lieu, il sera question des différents acteurs étatiques, plus particulièrement les élites nationales. Le point de départ consistera en la naissance du nouveau régime démocratique qui débute en 1991. De plus, il est nécessaire de souligner que les membres du gouvernement héritent d'une crise provenant de certains mouvements au nord du pays revendiquant l'indépendance du territoire de l'Azawad, zone incluant les trois régions administratives de Gao, Kidal et Tombouctou<sup>5</sup>. En conséquence, un vaste projet de négociation et de décentralisation est mis de l'avant avec un impact significatif sur les relations entre les autorités gouvernementales, les autorités locales du nord du pays et les différentes élites influentes du Nord malien<sup>6</sup>. Cette tentative qui n'a jamais été menée à terme a provoqué l'intégration de nouvelles relations clientélistes et par le fait même, une restructuration des élites locales<sup>7</sup>. Les développements de ces interactions et ses conséquences sont au cœur de la première partie de cette recherche. L'importance des lacunes démocratiques et des tensions liées au partage des pouvoirs et des ressources dans la formation des conflits en Afrique a été démontrée par le passé<sup>8</sup>. Susanna Wing propose un exemple pertinent

---

<sup>5</sup> Boilley, P. (2012). *Les Touaregs Kel Adagh, : Dépendances et révoltes du Soudan français au Mali contemporain*. Paris : Éditions Karthala. p. 520-521.

<sup>6</sup> *Ibid.* 530-533.

<sup>7</sup> Wing, S. (2013). *Démocratie malienne et dialogue constitutionnel (1991-2007)*. Paris : Karthala, p. 13.

<sup>8</sup> Englebert, P. et Tull, D. M. (printemps 2008). Postconflict Reconstruction in Africa: Flawed Ideas about Failed States. *international Security*, 32(4), p. 109.

des dynamiques conflictuelles ayant cours dans le processus de décentralisation des structures politiques maliennes durant la décennie 1990 :

Dans la réalité, notamment dans le Nord-Mali, au cours des différentes négociations avec la rébellion touarègue, le pouvoir central s'est dépouillé de ses prérogatives au profit des chefs et notables locaux qui ont acquis une autonomie suffisante pour ne plus se sentir obligés. Un contrat mafieux rassemblait ces élites locales et celles de l'État central (civiles et militaires), habituées à faire leurs petites et grandes affaires où le narcotrafic tenait le haut du pavé. Ainsi, croyait-on acheter la paix sociale avec les Touaregs à Kidal et dans le même temps se prémunir contre d'éventuels coups d'État militaires à Bamako<sup>9</sup>.

Ainsi, l'analyse des intérêts des acteurs politiques maliens est utile pour décortiquer les dynamiques ayant cours avant et pendant le conflit. C'est pourquoi le concept d'entrepreneur politique est utilisé dans cette recherche afin d'encadrer l'analyse des actions des différents protagonistes du conflit. Ces politiciens professionnels et leurs actions ont pour objectif des intérêts personnels, à l'opposé d'une conception idéaliste où le politicien est le représentant de la volonté populaire<sup>10</sup>. Par cette méthode, il devient possible de rendre compte de la gestion et des relations entretenues par les gouvernements maliens d'Alpha Oumar Konaré et d'Amadou Toumani Touré à travers les deux décennies qui ont précédé la crise débutant en 2012.

Il est aussi essentiel de se pencher sur le développement des relations entre les différents groupes de pouvoir qui habitent les trois régions administratives du nord du pays. En effet, comme il a déjà été mentionné plus haut, plusieurs évolutions et perturbations ont eu cours dans ce coin du pays depuis le début des années 1990. La rébellion qui eut lieu entre 1990 et 1996, ainsi que le processus de négociation qui s'ensuivit a provoqué un fractionnement au sein des mouvements à la tête des attaques du Nord malien<sup>11</sup>. Les transformations survenues en conséquence de ce morcellement ont eu un impact significatif sur le développement de la crise de

---

<sup>9</sup> Wing, S. (2013). *Op. cit.* p. 13.

<sup>10</sup> Bach, D. et Gazibo, M. (2012). *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*. Abingdon : Routledge, p.48.

<sup>11</sup> Boilley, P. (2010). *Op. cit.* p. 531.

2012<sup>12</sup>. Afin de rendre compte des mutations dans ces relations, l'attention sera dirigée sur les différents leaders et les groupes qu'ils dirigent dans cette partie du Mali. Pour ce qui a trait à ce contexte, l'utilisation du concept d'entrepreneur politique est difficilement utilisable, puisque plusieurs élites locales ne font pas partie des réseaux politiques officiels. C'est pourquoi un autre concept associé au néopatrimonialisme est utilisé pour rendre compte de cette réalité, celui du *big man*<sup>13</sup>. Mat Utas définit le *Big man* comme un individu qui possède une forme d'autorité sur un groupe dans un contexte où le pouvoir n'est pas institutionnellement structuré, mais dépend plutôt de la capacité à s'assurer du soutien du groupe par des liens privés et une forme de générosité calculée<sup>14</sup>. Cette conception des élites apporte certaines distinctions par rapport au concept d'entrepreneur politique qui est nécessaire dans l'analyse des individus influents au Nord-Mali. En effet, plusieurs acteurs de cette partie du pays exercent un pouvoir qui se trouve à l'extérieur des réseaux formels. Cependant, le concept d'entrepreneur politique peut s'avérer problématique considérant qu'il s'applique avant tout à l'étude de politicien professionnel, ce qui implique une participation active à la vie institutionnelle. Ainsi, l'outil théorique du *big man* permet de rendre compte plus efficacement des réseaux informels qui se retrouvent au cœur des dynamiques sociales parcourant ce coin du Mali. Cette analyse des dynamiques politiques modernes du pays permet une meilleure compréhension de la crise actuelle et de la perception des acteurs impliqués sur ses principaux enjeux. Celle-ci, loin de se limiter à la question sécuritaire, touche un large éventail de la société malienne. Ainsi, il est pertinent de broser un portrait du conflit débutant en 2012 et de ses origines afin de mieux saisir les transformations qu'apportent les intervenants internationaux lors de leur arrivée l'année suivante.

<sup>12</sup> Boas, M. et Torheim, L. E. (2013). The Trouble in Mali—corruption, collusion, resistance. *Third World Quarterly*, 34(7), p. 1283-1284.

<sup>13</sup> Bach, D. et Gazibo, M. (2012). *Op. cit.* p. 28.

<sup>14</sup> Utas, Mats. (2012). Introduction : Bigmanity and Network Governance in African Conflicts. Dans Utas, M. (dir). *African conflicts and Informal Power: Big Men and Networks*. Londres : Zed Books, p. 8.

Deuxièmement, l'opération Serval et la MINUSMA qui se déploient au Mali à partir de l'année 2013 possèdent leurs propres ambitions en matière de construction étatique. Dès janvier 2013 l'opération Serval dirigée par la France s'est mise en branle. Environ 4 000 soldats français sont intervenus au Mali avec comme but principal la lutte armée contre les différents groupes terroristes présents sur le territoire<sup>15</sup>. L'année précédente à ce déploiement, de longues négociations ont eu lieu entre le gouvernement malien, la CEDEAO, l'Union africaine, l'ONU et l'Union européenne pour la création de la Misma (Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine)<sup>16</sup>. « Le secrétaire général de l'ONU se montrait extrêmement réservé sur l'intervention militaire, estimant qu'une opération mal planifiée pourrait saper le processus politique. Il suggérait l'usage de la force seulement en dernier ressort contre les « groupes les plus extrémistes et les éléments criminels dans le nord »<sup>17</sup>. En parallèle, un processus de médiation était amorcé par la Cedeao en avril 2012 et était dirigé par Blaise Compaoré, le président du Burkina Faso, avec pour objectif la mise en place d'une plateforme commune entre le MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) et Ansar Eddine, préalable à de futures négociations avec le gouvernement<sup>18</sup>. Malgré ces efforts, durant le dernier trimestre 2012, la solution militaire a pris le dessus sur le volet politique<sup>19</sup>. Dans les premiers jours de 2013, les événements se sont accélérés sur le terrain, « les éléments d'Ansar Eddine, du MUJAO et d'AQMI se sont regroupés et ont mobilisé plusieurs dizaines de pick-up armés avant d'avancer en direction de la bourgade de Konna, à 70 kilomètres de

---

<sup>15</sup> Ministère de la défense français. (6 août 2015). *Opération Barkhane*. Récupéré dans <http://www.defense.gouv.fr/operations/sahel/dossier-de-presentations-de-l-operation-barkhane/operation-barkhane>.

<sup>16</sup> International Crisis Group. (11 avril 2013). *Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur*. Rapport Afrique, 201, p. 5.

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> *Ibid.*

Mopti, attaquée le 9 janvier »<sup>20</sup>. Deux jours plus tard, la France déployait l'opération Serval sur le sol malien. Un appui militaire de cette envergure au gouvernement ne peut rester sans effet sur les rapports de force entre les différents acteurs impliqués dans le conflit<sup>21</sup>. Par exemple, la coopération de l'armée française avec le MNLA a eu des retombés sur les perceptions de l'opération Serval par les populations du Sud. Aussi, l'inclusion des groupes armés Touaregs aux négociations de paix a été considérée comme une prime à la rébellion par certaines communautés du sud<sup>22</sup>. De plus, les objectifs et les actions françaises contribuent à mettre l'accent sur la question sécuritaire comme un enjeu majeur de cette crise<sup>23</sup>. D'ailleurs, le 11 janvier 2013, le président Hollande ordonne à l'armée française d'intervenir au Mali avec des objectifs militaires clairs : « Stoppez l'ennemi, aidez le gouvernement malien à reconquérir le pays, détruisez les terroristes [...] cherchez les otages et préservez-les bien sûr en cas d'opérations à proximité »<sup>24</sup>. À partir de mai, même si les combats ne sont pas terminés, débute l'étape visant à stabiliser les zones libérées et à passer le relais aux forces internationales<sup>25</sup>.

En juillet 2013 débute l'intervention de la MINUSMA. Selon son mandat approuvé par le Conseil de sécurité, la mission doit entre autres : « Aider les autorités de transition maliennes à étendre et rétablir l'administration de l'État dans tout le pays »<sup>26</sup>. Ainsi, l'État est identifié comme la structure à sécuriser face aux menaces que représentent les éléments armés dans les zones considérées comme à risque. Le règlement de la crise passe par la protection de cet État face à ces menaces. Cette dimension de l'intervention a un impact significatif sur les transformations du conflit

<sup>20</sup> International Crisis Group. (11 avril 2013). *Op. cit.* p. 7.

<sup>21</sup> Englebert, P. et Tull, D. M. (printemps 2008). *Op. cit.* p. 109-110.

<sup>22</sup> D'Evry, A. (juillet 2015). L'opération Serval à l'épreuve du doute : Vrais succès et fausses leçons. Ifri, laboratoire de recherche sur la défense, *Focus stratégique* 159, p. 34.

<sup>23</sup> International Crisis Group. (11 avril 2013). *Op. cit.* p. 47.

<sup>24</sup> d'Evry, A. (juillet 2015). *Op. cit.* p. 21-22.

<sup>25</sup> *Ibid.* p.22.

<sup>26</sup> Conseil de sécurité. (25 avril 2013). Résolution 2100. S/RES/2100, p. 7.

et les développements liés aux tentatives de restauration de la paix.

Les objectifs sécuritaires de la MINUSMA se matérialisent sur le terrain par le déploiement de 9 043 soldats, et une capacité potentielle de 11 200 membres du personnel militaire<sup>27</sup>. Sur un autre plan, après avoir longtemps stagné, le processus d'instauration de la paix est concentré autour de la question sécuritaire. Tout d'abord, les négociations de Ouagadougou ont permis une entente temporaire entre les partis afin de faciliter la tenue d'élection durant l'été 2013. La victoire d'Ibrahim Boubacar Keïta, en conséquence de cet accord, a ralenti les négociations pour la paix. Par la suite, il faut attendre l'année 2014 pour voir renaître un nouvel effort sous la direction de l'Algérie<sup>28</sup>. Au début de l'année 2015, malgré les dissensions entre le gouvernement et la CMA (Coordination des mouvements de l'Azawad), les médiateurs internationaux vont précipiter le processus et imposer la signature d'un accord concentré sur des solutions sécuritaires au détriment d'éventuelles ententes politiques entre les élites étatiques et les groupes dissidents<sup>29</sup>. Ainsi, il est aussi possible de constater que l'opération Serval et la MINUSMA, bien que distinctes, comportent des éléments de similarités et de complémentarités<sup>30</sup>. Cette symbiose entre les deux interventions autour de la question sécuritaire combinée à l'ampleur de leur déploiement respectif influence l'évolution du jeu politique entourant un possible retour à la paix.

---

<sup>27</sup> [a. n. d.]. [s. d.]. *Historique : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali*. Récupéré dans <https://minusma.unmissions.org/historique>.

<sup>28</sup> Conseil de sécurité. (22 septembre 2014). *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali*. Organisation des Nations Unies, S/2014/692, p. 1.

<sup>29</sup> International Crisis Group. (22 mai 2015). *Op cit.* p. 4 ; Aussi, les exemples de solutions sécuritaires abondent dans l'accord d'Alger. L'article 21 concerne le redéploiement des forces maliennes sur l'ensemble du territoire. L'article 24 stipule que le gouvernement s'engage avec l'aide des partenaires internationaux à prendre toutes les mesures nécessaires pour la mise en place d'institutions de défense et de sécurité aptes à répondre aux besoins sécuritaires du pays et à contribuer à la promotion de la sécurité régionale. Pour plus de détail voir : [a. n. d.]. (25 février 2015). *Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issue du processus d'Alger*. Récupéré de [http://malijet.com/actualite\\_dans\\_les\\_regions\\_du\\_mali/rebellion\\_au\\_nord\\_du\\_mali/124338-document-du-projet-d-accord-d-alger-pour-la-paix-et-la-reconcili.html](http://malijet.com/actualite_dans_les_regions_du_mali/rebellion_au_nord_du_mali/124338-document-du-projet-d-accord-d-alger-pour-la-paix-et-la-reconcili.html).

<sup>30</sup> Conseil de sécurité. (25 avril 2013). Résolution 2100. S/RES/2100, p. 8.



Malgré le fait que ces deux missions soient distinctes et foncièrement différentes, la première étant un déploiement militaire français direct et circonscrit dans le temps, et la seconde une intervention multidimensionnelle de l'ONU, il est possible de les intégrer dans une définition large des opérations de paix. Selon Kathia Légaré et Richard Garon,

Les opérations de paix [peuvent être] conceptualisées comme des champs d'action collective, à l'intérieur desquels des assemblages variés d'acteurs font évoluer, à partir de leurs interventions, les pratiques en matière de gestion des menaces à la sécurité et à la paix internationales. Les opérations de paix constituent des espaces de mobilisation des efforts et des ressources internationales dirigés vers la résolution pragmatique de problèmes perçus de sécurité collective<sup>31</sup>.

Ainsi, il est possible de concevoir le territoire malien comme un champ d'action collectif pour les Français et les participants de la MINUSMA.

Troisièmement, les interventions de l'opération Serval et de la MINUSMA participent aux débats entourant le modèle de gestion des pouvoirs dans le nord du pays. Au-delà des mesures sur la stabilisation du territoire et de la réforme du système de sécurité qui se manifeste sous plusieurs formes, les actions liées aux transformations des structures de l'État sont plus modestes et ont tendance à s'inspirer de tentatives qui ont montré leurs limites par le passé. Plus précisément, les actions pour un retour à la paix au Mali par les intervenants internationaux sont concentrées autour de la stabilisation : « L'ensemble [des tâches de stabilisation] vise à transformer le conflit armé en une forme de confrontation démilitarisée entre les protagonistes, de manière à favoriser l'exécution des conditions nécessaires au règlement final, à plus long terme »<sup>32</sup>. Pour ce qui a trait au cas malien, les intervenants internationaux identifient l'objet référent de la stabilisation comme étant l'État. De larges pans des objectifs de l'opération Serval et de la MINUSMA sont

---

<sup>31</sup> Légaré, K. et Garon, R. (2001). Introduction. La diversification des pratiques internationales et l'évolution des opérations de paix dans l'après-guerre froide. *Études internationales*, 42(3), p. 272.

<sup>32</sup> Patry, J. J. (2007). Nation-Unies et la stabilité : transformer les conflits armés. *Fondation pour la recherche stratégique*. Récupéré de : <https://www.frstrategie.org/publications/notes/web/documents/2007/20070916.pdf>, p. 17.



concentrés autour du rétablissement des capacités de l'État, particulièrement en matière de contrôle du territoire<sup>33</sup>. Cette conception de la stabilisation concentrée autour de l'État n'est pas anodine. En effet, elle favorise des pratiques exclusionnistes, où tout élément qui conteste le projet de rétablissement est potentiellement identifié comme une menace<sup>34</sup>. « Il en résulte que l'on construit des frontières, [...] incorpore des normes de légitimité, privilégie des interprétations de l'histoire et marginalise les alternatives »<sup>35</sup>.

Par l'analyse des objectifs et des actions des intervenants internationaux, il est possible d'avancer que leur conception de la stabilité est concentrée sur l'État. Ces missions s'efforcent depuis le début de l'année 2013 à rétablir sa légitimité, ses capacités à contrôler son territoire et à l'appuyer face à ce que les intervenants internationaux considèrent comme une menace. Ainsi, les intervenants s'efforcent d'établir une société malienne unie sous l'autorité de l'État. Ce point de départ est en lui-même problématique dans le contexte malien où une part importante du conflit concerne le partage des pouvoirs particulièrement au nord du pays.

Tout d'abord, l'opération Serval a contribué à renforcer la perception sécuritaire du conflit et de ses solutions<sup>36</sup>. Il s'agissait d'une mission militaire ayant pour objectif d'appuyer l'État malien menacé par différents groupes armés. Par contre, le déploiement de 4000 soldats français sur le territoire n'a pas fait qu'appuyer les capacités militaires de l'État malien, il a aussi bouleversé les rapports politiques internes<sup>37</sup>. Il a entre autres permis de légitimer le gouvernement intérimaire de Dioncounda Traoré et par le fait même de faciliter la tenue d'élection durant l'été

<sup>33</sup> D'Evry, A. (juillet 2015). *Op. cit.* p. 21-22 ; Conseil de sécurité. (25 avril 2013). *Résolution 2100*. Organisation des Nations Unies, p. 9.

<sup>34</sup> MacLeod, A. (2004). *Op. cit.* p. 9.

<sup>35</sup> MacLeod, A. (2004). *Op. cit.* p. 9.

<sup>36</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. (septembre 2014). Faire la guerre pour un Mali démocratique : l'intervention militaire française et la gestion des possibilités politiques contestées. *Revue canadienne de science politique*, 47(3), p. 604.

<sup>37</sup> International Crisis Group. (11 avril 2013). *Op. cit.* p. 16.

2013<sup>38</sup>. Aussi, durant l'année où l'opération Serval patrouille le nord du pays, une forme de répartition des tâches se développe entre la France et l'ONU, ce qui contribue à modifier la perception des populations pour ce qui a trait à la MINUSMA. De plus, la transformation de Serval en Barkhane en 2014 a perturbé la collaboration entre les intervenants, ce qui a par le fait même a modifié les rapports de force sur le terrain. Déjà au début de son déploiement, la mission onusienne a participé à influencer l'évolution des dynamiques conflictuelles au Mali.

La mission de l'ONU a ainsi contribué à augmenter la présence militaire sur le territoire malien par la résolution 2100, laquelle autorise un déploiement de 11 200 soldats<sup>39</sup>. De plus, au-delà d'un appui militaire concret, la stabilisation de l'État face aux menaces de la crise est au cœur de la logique d'intervention de la MINUSMA. Tout d'abord, un effort est déployé, dans le but d'affirmer la légitimité politique de l'État par le biais de la résolution 2100, laquelle presse les autorités transitoires à organiser des élections dès le mois de juillet malgré les troubles persistants dans la société malienne. Une stabilisation du pouvoir politique de l'État est effectuée par ce processus électoral qui permet de contrôler les doutes de la légitimité discutable du gouvernement intérimaire de Dioncounda Traoré. Le nouveau gouvernement élu d'IBK, assis sur cette légitimité appuyée par les intervenants internationaux, pose peu de gestes concrets pour amorcer une réforme en profondeur et il privilégie une politique de stabilisation<sup>40</sup>. Sur le plan des négociations pour un retour à la paix, le processus est lent et fastidieux, la mouture la plus récente, le processus de l'Accord d'Alger, tend à favoriser la solution sécuritaire par le renforcement des capacités militaires de l'État et le contrôle de son territoire<sup>41</sup>. Cette prédominance des enjeux

---

<sup>38</sup> *Ibid.* p. 19.

<sup>39</sup> Conseil de sécurité. (25 avril 2013). *Op. cit.* p. 6.

<sup>40</sup> International Crisis Group. (10 janvier 2014). *Op. cit.* p. 29.

<sup>41</sup> [a. n. d.]. (25 février 2015). *Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issue du processus d'Alger*. Récupéré de

[http://malijet.com/actualite/dans\\_les\\_regions\\_du\\_mali/rebellion\\_au\\_nord\\_du\\_mali/124338-document-du-projet-d-accord-d-alger-pour-la-paix-et-la-reconcili.html](http://malijet.com/actualite/dans_les_regions_du_mali/rebellion_au_nord_du_mali/124338-document-du-projet-d-accord-d-alger-pour-la-paix-et-la-reconcili.html), p. 8-9.

de sécurité a été fortement influencée par la médiation internationale. « La priorité donnée à la sécurité a relégué au second plan le difficile combat pour restaurer l'utilité de l'État »<sup>42</sup>. Aussi, par le choix des acteurs impliqués dans les négociations et du choix des enjeux discutés, il est possible d'exclure les remises en questions du pouvoir étatique malien dans le processus de retour à la paix et par le fait même de contribuer au renforcement de son pouvoir.

Ainsi, les perceptions et les objectifs des intervenants internationaux influencent le déploiement et les activités de l'opération Serval, de l'opération Barkhane et de la MINUSMA sur le sol malien. En conséquence, ces participations étrangères qui possèdent un pouvoir certain sur les possibilités de paix s'immiscent dans les dynamiques conflictuelles en cours et les transforment par le fait même. Pour mieux comprendre les enjeux inhérents aux opérations de paix en Afrique, un survol des littératures sur le sujet a été fait afin de mieux définir l'objet d'étude.

#### Revue de la littérature

L'analyse d'une intervention internationale est une tâche complexe qui renvoie à une large littérature et le cas malien ne fait pas exception. Ainsi, pour bien saisir les éléments qui animent ce conflit, il est nécessaire de faire référence à deux thèmes différents, les opérations de paix et l'État en Afrique. Une sélection a été réalisée afin de mettre de l'avant les trois objectifs suivants. Tout d'abord, il sera question de brosser le portrait de l'évolution des études concernant les missions de paix. Par le fait même, il sera possible de constater l'évolution du concept de sécurité depuis la fin de la guerre froide. Pour terminer, la dernière section est consacrée à l'État en Afrique afin d'identifier les différents concepts et les particularités essentielles à la compréhension des institutions politiques sur ce continent et plus spécifiquement, l'Afrique de l'Ouest. Ces deux thématiques renvoient aux différents enjeux qui se retrouveront au cœur de la recherche proposé par ce projet.

---

<sup>42</sup> International Crisis Group. (22 mai 2015). *Op cit.* p. 4.

Cette recherche s'intéresse aux contraintes apportées par les interventions internationales aux possibilités politiques pour un retour à la paix. Les opérations de paix comprennent aujourd'hui un ensemble hétérogène de méthodes, ce qui marque une évolution par rapport au modèle classique du maintien de la paix né en 1956 à Suez. Ce modèle se basait sur le concept de l'observation neutre des principes convenus et de la fourniture de matériels militaires au service d'ententes diplomatiques<sup>43</sup>. Il s'agissait d'une réponse à un modèle de conflit dominant la première moitié du XXe siècle et qui a continué à avoir cours jusqu'à la fin de la guerre froide. Dans la foulée de la chute de l'URSS, il était possible d'observer une multiplication des besoins en matière d'intervention et par le fait même, une croissance importante du nombre d'acteurs engagés dans ces missions<sup>44</sup>. Cette transformation a eu un impact significatif sur le milieu académique et de nombreux chercheurs se sont penchés sur cette nouvelle hétérogénéité<sup>45</sup>. En effet, vers le milieu des années 1990 avec la fin de la guerre froide, plusieurs auteurs se sont intéressés à des sujets liés au maintien de la paix telles la multiplication des acteurs, la diversification des activités, la spécialisation fonctionnelle, et la possible émergence d'un nouveau régime international<sup>46</sup>. Parallèlement à cette diversification des recherches sur les opérations de paix, les réflexions entourant le concept de sécurité battent leur plein et elles sont influencées par les transformations du système international post-guerre froide. Cette influence prend toute son ampleur au début de

---

<sup>43</sup> Fortier, P. (2002). L'évolution du maintien de la paix. Dans McRae, R. et Hubert, D. (dir.), *Sécurité humaine et nouvelle diplomatie*. Montréal : Presse universitaire de McGill, p. 45 ; Légaré, K. et Garon, R. (2011). Introduction : la diversification des pratiques internationales et l'évolution des opérations de paix dans l'après-guerre froide. *Études internationales*, 42(3), p. 273

<sup>44</sup> Légaré, K. et Garon, R. (2011). *Op cit.* p. 271.

<sup>45</sup> Pour bien comprendre le phénomène consulter entre autre les ouvrages suivants : Fortier, P. (2002). *Op. cit.* 44-60 ; Bellamy, A. J. et Williams, P. (2010). *Understanding peacekeeping*. Polity ; Kühn, F. P. (2012). The Peace Prefix : Ambiguities of the Word Peace. *International Peacekeeping*, 19(4), 400-402 ; Barnett, M., Hunjon, K., Ma O'Donnell, M. et Sitea, L. (2007). Peacebuilding : What is in a Name. *Global Governance* 13, 37-44.

<sup>46</sup> Légaré, K. et Garon, R. (2011). *Op cit.* p. 271.

la décennie suivante en particulier à la suite des attentats du onze septembre 2001<sup>47</sup>. Ainsi, un concept qui a un impact significatif sur les interventions internationales et les études sur le sujet a émergé, l'État failli<sup>48</sup>.

Selon cette approche, le plus grand danger pour le système international ne sont pas les États conquérants, mais plutôt les États faillis qui sont un repaire idéal pour différents groupes terroristes et criminels<sup>49</sup>. Comme solution, un système politique national stable et légitime pourrait limiter les risques d'enracinement terroriste et assurer par le fait même la stabilité des différentes régions du monde. Malgré son importance croissante, le concept de l'État failli reste flou et il laisse place à l'interprétation. Les définitions varient selon l'organisation qui l'utilise et elles restent généralement assez vagues pour permettre une certaine gymnastique intellectuelle<sup>50</sup>. Néanmoins, il y a un consensus sur certains points. D'abord, les conflits qui ont émergé à la suite de la guerre froide sont principalement le fruit d'une faiblesse de l'État ou des États où ils se déroulent. Ces entités nationales sont une menace pour eux-mêmes, pour leurs voisins et pour l'ensemble du système international<sup>51</sup>. Il ressort de cette conception une schématisation des dynamiques nationales, qui est perçue comme objective par les acteurs qui l'utilisent.

En conséquence, l'évaluation de la performance des gouvernements à travers le monde, particulièrement dans les régions considérées à risque, s'est répandue à travers les institutions internationales, les think tanks et les ONG. Ainsi, à partir de la

---

<sup>47</sup> Carmody, P. (automne 2005). Transforming Globalization and Security : Africa and America post 9/11. *Africa Today*, 52(1), p. 98.

<sup>48</sup> Boege, V., Brown, A., Clements K. P. et Dolan, A. (avril 2009). On Hybrid Political Order and Emerging States : What is Failing – States on the Global South or Research and Politics in the West? *Berghof Research Center for Constructive and Conflict Management*, p. 15.

<sup>49</sup> Gaulme, F. (printemps 2011). États faillis, États fragiles: concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale. *Politique étrangère*, 1, p. 18.

<sup>50</sup> Boas, M. et Jennings, K. M. (Septembre 2005). Insecurity and Development : The Rhetoric of the Failed State. *The European Journal of Development Research*, 17(3), p. 388.

<sup>51</sup> Salehyan, Idean. (Janvier 2008). No Shelter Here : Rebel Sanctuaries and International Conflict. *The Journal of Politics*, 70(1), p. 55.

décennie 2000, de nombreuses organisations ou universités ont mis sur pied un index d'évaluation de la fragilité des États. L'exemple le plus représentatif de cette tendance est le *Failed States Index* de l'ONG américaine *Fund for Peace*<sup>52</sup>. Il consiste en une attribution d'une note sur dix en fonction d'un calcul basé sur des critères nécessaires à la stabilité selon l'organisme. Ces différentes catégories vont de la légitimité démocratique, au développement économique en passant par la présence de groupes antagonistes.

Aussi, les statistiques mises de l'avant par ce genre de tableau ne peuvent que projeter une image statique de la situation nationale. Par exemple, la fiche du Mali pour l'année 2014 présente l'ensemble des résultats du pays pour chacun des indicateurs, un comparatif par rapport à l'année précédente, ainsi que des graphiques pour imaginer les données<sup>53</sup>. Cette façon de faire a pour lacune de compartimenter les variables et cela risque de minimiser la complexité de l'ensemble ainsi que les différents liens entre les éléments analysés par le *Fund for Peace*. Cela s'inscrit dans une tendance lourde de pragmatisme, où il suffit de faire ressortir les problèmes clés d'une société afin de trouver des solutions claires pour la mener vers une démocratie mature et efficace. Une large littérature touche directement à ce sujet qui renvoie d'ailleurs au cas malien<sup>54</sup>.

En effet, la faiblesse des États sahéliens provoquant leur incapacité à contrôler leurs territoires respectifs serait un des principaux facteurs d'instabilité de la région<sup>55</sup>. Conséquemment, la sécurisation des environnements à risque et la construction d'un

---

<sup>52</sup> Fund for Peace. (2015). *Failed States Index 2015*. Récupéré de <http://global.fundforpeace.org>.

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> En ce qui concerne le cas malien : Boas, M. et Torheim, L. E. (2013). The Trouble in Mali—corruption, collusion, resistance. *Third World Quarterly*, 34(7), p. 1290 ; Antil, A. et Touati, S. (printemps 2011). Mali et Mauritanie : pays sahéliens fragiles et États résilients. *Politique étrangère*, 1, pp. 60-64. Pour ce qui a trait au caractère inconsistant du concept d'État failli : Boege, V., Brown, A., Clements K. P. et Dolan, A. (avril 2009). *Op. cit.* p. 16 ; Gaulme F. (printemps 2011). *Op. cit.* pp. 19-22.

<sup>55</sup> Gaulme, F. (printemps 2011). *Op. cit.* p. 23

gouvernement légitime sont des solutions privilégiées au rétablissement de la paix<sup>56</sup>. Ainsi, la sécurisation et le retour à un État stable ont connu une croissance importante parallèlement à la popularité du concept d'État fragile<sup>57</sup>. D'ailleurs, une large littérature aborde ce phénomène, la question la plus populaire étant : qu'elle est l'État idéal à construire pour atteindre la paix sur un territoire donné ? Plusieurs pistes de solutions ont été proposées afin d'atteindre cet objectif. Pour certains, la mise en place rapide de mesure favorisant le développement économique par le biais d'un marché libéral est garant de succès<sup>58</sup>. Pour d'autres, le retour à la stabilité doit passer par des institutions fortes inspirées sur un modèle de démocratie occidentale qui relève de l'utopie plutôt que de la réalité<sup>59</sup>.

Peu importe la solution mise de l'avant, deux lacunes importantes habitent ce type de réflexion. Tout d'abord, ils ont tendance à nous en apprendre plus sur ce que l'auteur considère comme un État idéal, plutôt que de proposer une piste de solution efficace<sup>60</sup>. En effet, il y a autant de systèmes politiques qu'il y a de pays, cette recherche du modèle parfait est une course vaine. Comme il sera développé plus loin, la clé réside dans le particularisme de chaque région, d'où l'importance des études de cas comme celle proposée par ce projet. En effet, la crise malienne renvoie à divers éléments qui dépassent largement la structure étatique et sa capacité à contrôler le territoire. D'ailleurs, la conception de l'État est au cœur de la deuxième lacune de la littérature sur ce sujet. Ce lieu de pouvoir est généralement perçu comme une entité à part entière, un acteur unique. Il serait plutôt juste de le concevoir comme un

---

<sup>56</sup> Cristiani, D. et Fabiani, R. (mars 2013). From Disfunctionality to Disaggregation and back ? The Malian Crisis, Local Players and European Interests. *IAI Working Paper*, 13(18), p. 15-16.

<sup>57</sup> Englebert, Pierre et Denis M. Tull. (printemps 2008). *Op. cit.* p. 107-108.

<sup>58</sup> Carnahan, M., Gilmore, S. et Durch, W. (2007). New Data on the Economic Impact of UN Peacekeeping. *International Peacekeeping*, 14(3), p. 385.

<sup>59</sup> Rotberg, R. I. (2004). The Failure and Collapse of Nation-States: Breakdown, Prevention, and Repair. Dans Rotberg R. I. (dir.), *When States Fail : Causes and Consequences* (pp. 1-51). New-Jersey : Princeton University Press. p. 4.

<sup>60</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. (septembre 2014). Faire la guerre pour un Mali démocratique : l'intervention militaire française et la gestion des possibilités politiques contestées. *Revue canadienne de science politique*, 47(3), p. 615.

ensemble de réseaux de pouvoir plus ou moins contradictoire. Morten Boas donne une piste de réflexion intéressante sur le sujet en demandant pour qui l'État est-il un échec ? En effet, comme l'auteur l'avance plus loin, l'échec semble subvenir seulement lorsque cet État devient une menace sécuritaire pour l'Occident<sup>61</sup>. Le cas du Mali ne fait pas exception à ces considérations. En effet, il est possible de constater que l'attention des intervenants internationaux est majoritairement circonscrite autour de la menace terroriste présente au Sahel<sup>62</sup>. D'ailleurs, un des objectifs de cette recherche sera d'aller au-delà de la seule question sécuritaire et de mettre de l'avant que cette prépondérance de la question terroriste se fait au détriment des problèmes sociaux qui frappe le pays.

Pour bien entreprendre cette réflexion sur les dynamiques politiques maliennes, la littérature entourant les études africaines et l'État offre une série d'outils et de pistes de réflexion intéressantes. Plus particulièrement, les débats et les interrogations entourant l'État et les réseaux qui l'habitent.

La notion d'État peut avoir un sens large et elle fait référence à une multiplicité de système politique. La définition de l'État classique de Weber consiste en « un groupe de domination qui revendique avec succès le monopole de la contrainte physique légitime sur un territoire »<sup>63</sup>. Au-delà de la définition, Weber a aussi contribué à la réflexion sur l'État en proposant un modèle encore utilisé aujourd'hui. Plus précisément, Bendix résume le modèle d'État wébérien aux caractéristiques d'ordre légal, de bureaucratie, d'une juridiction obligatoire sur un territoire et du monopole de la contrainte physique légitime<sup>64</sup>. Pourtant, lorsque l'on fait référence à ce modèle,

---

<sup>61</sup>Boas, M. et Jennings, K. M. (Septembre 2005). *Op. cit.* p. 386.

<sup>62</sup> Conseil de sécurité. (6 juin 2014). Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel. S/2014/397, p. 1-2.

<sup>63</sup> Médard, J-F. (2006). Le modèle unique d'État en question. *Revue internationale de politique comparée*, 4(13), p. 682

<sup>64</sup> Médard, J-F. (2006). *Op. cit.* p. 682.



il est le plus souvent question de domination légale rationnelle plutôt qu'à la définition ou des caractéristiques liées à celui-ci. Ainsi, le caractère rationnel repose sur la croyance en la légalité d'un système de loi et de droit élaboré par ceux qui sont appelés à exercer la domination par ces moyens<sup>65</sup>.

Afin d'élaborer son modèle, Weber s'est fortement inspiré de l'expérience historique de l'État en Europe<sup>66</sup>. Selon l'auteur, l'État français et l'État prussien correspondaient le mieux au modèle à l'époque. La représentation théorique de l'État élaboré par ce chercheur s'appuie sur ces expériences européennes pour formaliser le modèle abstrait. Par contre, il est important de prendre en considération que la proposition de Weber reste un idéal et ne correspond pas à la réalité des États d'Europe. De même, ce modèle est loin de représenter la variété des expressions historiques des États de ce continent<sup>67</sup>. Ainsi, « on observe un double phénomène paradoxal : une dynamique de l'État qui débouche sur un modèle unique d'État, une diversification des États historiques au sein même du modèle unique, ce qui tend à perturber quelque peu l'unicité du modèle »<sup>68</sup>.

Cette multiplicité des réalités toutes réunies sous un même modèle peut contribuer à complexifier les réflexions concernant l'État particulièrement dans un contexte africain, où les structures étatiques s'éloignent de la réalité ; réalité sur laquelle se réfère le modèle idéal webérien.

D'ailleurs, Jean-François Médard va contribuer à conceptualiser l'État en Afrique en remettant au goût du jour la notion de néopatrimonialisme introduite par Shmuel

---

<sup>65</sup> Tremblay, J-M. (1991). La domination légale à direction administrative bureaucratique. Dans Roger Tessier et Yvan Tellier *Théories de l'organisation. Personnes, groupes, systèmes et environnement* (23-32). Québec : Les presses de l'université du Québec. p. 24.

<sup>66</sup> Médard, J-F. (2006). *Op. cit.* p. 683

<sup>67</sup> *Ibid.*

<sup>68</sup> *Ibid.* p. 684

Eisenstadt en 1973<sup>69</sup>. Médard avance : « *Neopatrimonialism refers less to the absence of legal norms or the preeminence of tradition, than to the co-existence of conflicting norms* »<sup>70</sup>. Ainsi, l'État se réclame moderne et intègre certaines normes démocratiques, mais conserve d'anciennes pratiques de « liens privés »<sup>71</sup>. Malgré qu'il soit possible de remettre en question le particularisme de la confusion entre les liens privés et les liens publics aux seules sociétés africaines, le néopatrimonialisme et de nombreux concepts qui l'accompagnent permettent de mettre en lumière les dynamiques des structures politiques et de ses relations avec la population. À travers les décennies, une foulée de notions tel l'entrepreneur politique, ou le *Big Man* sont venues enrichir le catalogue d'outil disponible pour aborder les relations de pouvoirs au sein des sociétés africaines<sup>72</sup>.

Nos différentes lectures sur l'État ont permis d'ouvrir cette boîte de l'État pour rendre compte des dynamiques qui habitent les relations de pouvoir sur le continent et plus précisément dans la région subsaharienne. Les réseaux gouvernementaux et leurs compétiteurs sont au cœur des dynamiques de conflits qui animent le pays à l'heure actuelle<sup>73</sup>. Grâce aux outils théoriques énumérés plus haut, il est maintenant plus aisé de les comprendre.

### Méthodologie

Cette recherche est une étude de cas sur l'intervention internationale dans le contexte de la crise malienne avec pour objectif d'analyser ses conséquences politiques sur le

<sup>69</sup> Gazibo, M. (2012). Introduction. Dans Bach, D. et Gazibo, M. (dir.). *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*. Routledge, p. 1.

<sup>70</sup> *Ibid.* p. 2

<sup>71</sup> Gazibo, M. (2012). *Op. cit.* p.2

<sup>72</sup> Ces concepts seront élaborés plus en détail dans la prochaine section grâce aux sources suivantes : Compagnon, D. (2012). The Model of the Political Entrepreneur. Dans Bach, D. et Gazibo, M. (dir.). *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*. Routledge, pp. 46-57 ; Utas, Mats. (2012). Introduction : Bigmanity and Network Governance in African Conflicts. Dans Utas, M. (dir). *African conflicts and Informal Power: Big Men and Networks*. Londres : Zed Books, 1-31.

<sup>73</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. *Op. cit.* p. 605-606.

processus de paix. Dans ce travail, il sera démontré que la présence internationale au Mali influence les possibilités politiques pour la paix. En effet, le déploiement de l'opération Serval et de la MINUSMA s'immisce dans un débat sur les structures de pouvoir dans le nord du Mali avec ses propres visions. Cette multiplicité d'ambitions pour le futur politique du pays a complexifié les négociations pour un retour à la paix, en plus de négliger les désirs de transformation des populations du nord du pays. Le choix de faire de ce mémoire une étude de cas d'une telle envergure n'est pas anodin. Cette technique est garante de détail et de précision dans l'étude de l'objet, la crise malienne débutant en 2012 dans ce cas-ci. Une importante difficulté lorsqu'il s'agit d'étudier des phénomènes humains est cette tâche de rendre compte de dynamiques complexes et en perpétuelles mouvances. Prendre le temps et l'espace nécessaires à la définition des bouleversements se déroulant au Mali ouvre une porte pour d'autres chercheurs désirant participer à la précision des dynamiques qui sont présentées dans ces pages. De plus, l'actualité de ce cas favorise l'analyse des méthodes les plus récentes en matière d'intervention. Aussi, malgré une croissance rapide du nombre de recherches sur la crise malienne, il reste beaucoup de zones d'ombre à éclaircir, particulièrement en ce qui a trait à la mutation de la vie politique en lien avec le processus de sortie de crise. De même, alors que les négociations entourant le processus de paix animent toujours les débats et les dissensions entre les différents partis impliqués, il est pertinent de mieux comprendre l'évolution des différentes dynamiques maliennes<sup>74</sup>. En effet, après un peu plus de trois ans d'interventions, les mécanismes de résolutions de conflits sont concentrés autour de stratégies relativement similaires qui encore aujourd'hui font difficilement la preuve de leur efficacité. Ainsi, cette démonstration est faite par une analyse combinée de sources primaires et secondaires pour faire ressortir les éléments nécessaires à la construction argumentaire de cette recherche divisée en trois chapitres.

---

<sup>74</sup> Conseil de sécurité. (11 juin 2015). *Rapport du secrétaire général sur la situation au Mali*. (11 juin 2015). Organisation des Nations unies, S/2015/426, p. 66.

Le premier chapitre se concentre sur le contexte historique précédent la crise de 2012 et sur la crise en elle-même avant le début de l'intervention de la France le 11 janvier 2013. Tout d'abord, l'évolution des relations du gouvernement central avec les populations de Gao, Kidal et Tombouctou à partir de la mise en place de la nouvelle constitution de 1991 sera décortiquée. Susanna Wing présente une réflexion sur les transformations du gouvernement central durant la décennie 1990, ce qui permet de faire ressortir les tensions nées suite aux propositions des présidents de cette période pour une intégration accrue des populations du nord du Mali<sup>75</sup>. La compréhension des tensions politiques permet de faire émerger certaines causes de la crise actuelle, liée principalement à une plus grande autonomie dans les provinces du Nord. De plus, la fin du conflit du début des années 1990 marque le début d'une transformation des relations de pouvoirs entre les élites touaregs les plus influents. Cela a un impact significatif sur l'évolution de leurs revendications politiques concentrée autour de l'indépendance du nord du pays et de luttes identitaires. L'ouvrage de Pierre Boilley *Les Touaregs Kel Adagh : Dépendances et révoltes du Soudan français au Mali contemporain* permet de mieux cerner les aboutissements de la rébellion indépendantiste des années 1990 sur les relations de pouvoirs entre les élites du Nord du Mali<sup>76</sup>. Aussi, les textes de Morten Boas sur le Mali, tel *The Trouble in Mali : corruption, collusion, resistance* offre une riche analyse sur les luttes entre les élites locales pour le contrôle du territoire durant la décennie 2000<sup>77</sup>. Cette compréhension du contexte historique précédent les événements de 2012 permet de mieux faire ressortir les enjeux de fonds qui ont causé les troubles dont le Mali est le théâtre. Le déroulement de ces bouleversements est bien documenté par les rapports du *International Crisis Group* qui offre un regard en profondeur sur l'évolution du

---

<sup>75</sup> Wing, S. (2013). *Op. cit.* p. 13.

<sup>76</sup> Boilley, P. (2010) *Op. cit.*

<sup>77</sup> Boas, M. et Torheim, L. E. (2012). *Op. cit.*

conflit<sup>78</sup>. De même, l'ouvrage *La guerre au Mali* offre un regard pluridisciplinaire sur le déroulement de la crise et des enjeux politiques qui l'animent<sup>79</sup>.

Le deuxième chapitre de cette recherche propose de décortiquer les déploiements de l'opération Serval et de la MINUSMA à partir de l'année 2013. L'analyse des objectifs de chacune des missions permet de faire ressortir les priorités des intervenants internationaux impliqués. Pour ce faire, une étude de sources primaires est effectuée. Le ministère de la défense français et le Conseil de sécurité de L'ONU publient une série de rapports et de résolutions qui rendent possible cette analyse<sup>80</sup>. Aussi, ils permettent de comprendre les différentes actions posées par les acteurs sur le terrain. En effet, les détails liés au déploiement de ces deux interventions sont essentiels à l'analyse des conséquences qu'elles ont sur le processus de retour à la paix au Mali. Plusieurs sources secondaires sont aussi disponibles pour enrichir ce chapitre, les auteurs Antoine D'Evry, Jonathan Sears, Bruno Charbonneau, Michel Goya, John Karlsrud et Adam C. Smith proposent leurs réflexions sur les méthodes d'interventions de la France et de l'ONU<sup>81</sup>. Ce chapitre sert de base à une analyse des conséquences de ces deux missions sur le processus de retour au Mali.

Il s'agit du sujet de la troisième et dernière partie de cette recherche. En effet, l'opération Serval et la MINUSMA influencent le processus de retour à la paix et orientent le choix des possibles politique. Pour ce qui a trait à l'opération Serval, une attention particulière est donnée à la modification des rapports de forces causés par l'appui donné au gouvernement central face aux entités djihadistes armées. Dans ce

<sup>78</sup> International Crisis Group. (2012). *Mali : The Need for Determined and Coordinated International Action*. Africa Briefing, 90. ; International Crisis Group. (18 juillet 2012). *Mali: Avoiding Escalation*. Africa Report, 189. ; International Crisis Group. (11 avril 2013). *Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur*. Rapport Afrique 201. ; International Crisis Group. (10 janvier 2014). *Mali : réformer ou rechuter*. Rapport Afrique, 210. ; International Crisis Group. (22 mai 2015). *La paix à marche forcée?* Rapport Afrique 226.

<sup>79</sup> Galy, M. (2013). *La guerre au Mali*. Paris : Éditions la découverte.

<sup>80</sup> La liste complète des documents est présentée dans la bibliographie.

<sup>81</sup> D'Evry, A. *Op. cit.* ; Sears, J. et Charbonneau, B. *Op. cit.* ; Karlsrud, J. et Smith, A.C. *Op. cit.*

contexte, les élites indépendantistes touaregs se retrouvent dans une zone grise et le choix de la France de les considérer comme un acteur politique légitime ou comme un ennemi a une influence significative sur le processus de négociation pour la paix. Encore une fois, les rapports du *International Crisis Group* combinés aux analyses de l'opération Serval menées entre autres par François Gaulme, Bruno Charbonneau, Jonathan Sears et d'Antoine d'Evry sont d'une grande utilité pour rendre compte des conséquences politiques de l'opération Serval<sup>82</sup>. Quant à la MINUSMA, trois points particuliers sont centraux dans les réflexions entourant ce chapitre. L'effort de reconstruction des capacités de l'État mis de l'avant par la MINUSMA, par l'opération Serval et ultérieurement par l'opération Barkhane s'exprime dans une forme de partenariat avec le gouvernement central malien. Tout d'abord, cette relation entre ces trois acteurs influence les choix de chacun dans le conflit en cours. Ainsi, les intervenants internationaux ont une tendance à ménager les élites étatiques pour ce qui a trait aux réformes politiques nationales tout en poursuivant leurs efforts de soutien. Ainsi, le régime d'IBK reçoit un renforcement de son rapport de force accompagné d'une marge de manœuvre significative pour l'orienter selon ses intérêts. D'ailleurs, ce point a un impact significatif sur les négociations pour une sortie de crise. En effet, l'évolution du processus de négociation de paix menée par le gouvernement d'Ibrahim Boubacar Keïta, nouveau président issu d'élections organisées durant l'été 2013, n'a pas eu le résultat escompté<sup>83</sup>. Par la suite, l'attention de ce chapitre est concentrée sur l'influence de la médiation internationale sur le déroulement des Accords d'Alger, principal centre de négociation pour un retour à la paix à partir de la deuxième moitié de l'année 2014. Dans cette analyse, il est possible d'évaluer l'influence de la médiation internationale, par la place qu'occupent leurs objectifs dans le processus de négociation, en plus d'une analyse

---

<sup>82</sup> D'Evry, A. *Op. cit.* ; Sears, J. et Charbonneau, B. *Op. cit.* ; Karlsrud, J. et Smith, A.C. *Op. cit.* ; Gaulme, F. *Op. cit.*

<sup>83</sup> Il était stipulé dans l'accord de Ouagadougou que le président nouvellement élu devait amorcer des négociations avec le MNLA et le HCUA dans les 60 jours suivant sa victoire. Pourtant, IBK a peu fait pour ouvrir un dialogue et à la fin du délai, aucune négociation n'avait débuté.

du contexte dans lequel se déroulent ces discussions. Des sources primaires sont utilisées pour mener à terme ce projet, tels le texte des Accords d'Alger et les résolutions 2100, 2164 et 2227 du Conseil de sécurité<sup>84</sup>. Aussi, les rapports du *International Crisis Group* et du secrétaire général à propos de la situation au Mali enrichissent l'analyse des sources primaires effectuées dans ce chapitre<sup>85</sup>.

Cet exercice permet de faire ressortir de manière cohérente les nombreuses racines du conflit malien qui sévit sur le pays depuis le début de l'année 2012. Cette étape facilite la compréhension des enjeux nourrissant cette crise pour la période se déroulant précédemment à l'intervention internationale en janvier 2013. Grâce à cette mise en place et par l'analyse des objectifs et des mécanismes du déploiement de l'opération Serval et de la MINUSMA, il est possible de rendre compte des transformations apportées par ces acteurs sur le conflit et leur influence sur les possibilités pour la paix au Mali. Jusqu'à maintenant, les efforts déployés démontrent une tentative d'influencer les événements en fonction de leur priorité. Pour ce faire, le travail sur les institutions étatiques, la médiation et la stabilisation du territoire profite au gouvernement et provoque une imposition de son autorité, plutôt qu'une acceptation généralisée de sa légitimité par la majorité de la population du nord du pays. En conséquence, les enjeux politiques de la crise sont laissés en suspens ce qui contribue à maintenir des tensions entre le gouvernement et ses opposants.

---

<sup>84</sup> Conseil de sécurité. (25 avril 2013). *Résolution 2100*. S/RES/2100. ; Conseil de sécurité. (25 juin 2014). *Résolution 2164*. S/RES/2164. ; Conseil de sécurité. (29 juin 2015). *Résolution 2227*. S/RES/2227. ; [a. n. d.]. (25 février 2015). *Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issue du processus d'Alger*. Récupéré de [http://malijet.com/actualite dans les regions du mali/rebellion au nord du mali/124338-document-du-projet-d-accord-d-alger-pour-la-paix-et-la-reconcili.html](http://malijet.com/actualite%20dans%20les%20regions%20du%20mali/rebellion%20au%20nord%20du%20mali/124338-document-du-projet-d-accord-d-alger-pour-la-paix-et-la-reconcili.html).

<sup>85</sup> International Crisis Group. (2012). *Mali : The Need for Determined and Coordinated International Action*. Africa Briefing, 90. ; International Crisis Group. (18 juillet 2012). *Mali: Avoiding Escalation*. Africa Report, 189. ; International Crisis Group. (11 avril 2013). *Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur*. Rapport Afrique 201. ; International Crisis Group. (10 janvier 2014). *Mali : réformer ou rechuter*. Rapport Afrique, 210. ; International Crisis Group. (22 mai 2015). *La paix à marche forcée?* Rapport Afrique 226.

## CHAPITRE I

### LES RACINES DU CONFLIT MALIEN



### 1.1 Introduction

Le conflit malien qui sévit encore à l'heure actuelle ne doit pas seulement être considéré comme une rupture par rapport à la routine sociale du pays qui précède les bouleversements débutant en 2012. Effectivement, cette crise est le produit d'un processus historique sur lequel il est préférable de s'attarder afin de déchiffrer la complexité des relations entre les différents acteurs impliqués et leurs perceptions du conflit. D'ailleurs, Tom Porteous souligne une lacune importante chez les décideurs en matière d'interventions internationales en Afrique pour ce qui a trait à la prise en considération de l'histoire dans la compréhension d'un conflit. En effet :

[ils] continuent de considérer tout conflit violent comme la rupture anormale d'un processus politique à laquelle il doit être mis fin à tout prix, plutôt que comme un processus politique et économique tout à fait normal, caractéristique d'État fortement affaibli. Aussi s'attachent-ils à restaurer le *statut quo ante* (souvent par la force), ou quelque chose qui s'en approche, plutôt qu'à s'attaquer aux causes profondes du conflit, c'est-à-dire à la fragilité politique et économique du continent<sup>86</sup>.

Malgré le fait que cet extrait renvoie à l'entièreté du continent africain, il est possible de l'appliquer au cas malien. Les relations entre les gouvernements successifs à travers les deux dernières décennies et les trois provinces du nord du pays, ainsi que les luttes de pouvoirs entre les différentes élites touarègues sont au cœur de la construction du conflit. Comme le souligne Bruno Charbonneau et Jonathan Sears, les discours légitimant l'opération Serval et la MINUSMA s'appuient sur une logique stratégique qui souligne la nécessité d'appuyer l'État malien alors qu'il se retrouve dans l'incapacité de poursuivre ses activités souveraines<sup>87</sup>. Pourtant, cette incapacité de l'État malien n'est pas que la conséquence d'une crise qui réduit ses capacités à agir sur son territoire. Une part de ses lacunes précède les bouleversements de 2012 et concerne directement les transformations politiques issues de la rébellion touarègue débutant en 1990. Le but n'est pas de remettre en question la menace islamiste radicale qui sévit au Mali, mais plutôt de démontrer que les transformations

<sup>86</sup> Porteous, T. (2003). L'évolution des conflits en Afrique subsaharienne. *Politique étrangère*, 2(68), p. 316.

<sup>87</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. (2014). Faire la guerre pour un Mali démocratique : l'intervention militaire française et la gestion des possibilités politiques contestées. *Revue canadienne de science politique*, 47(3), p. 598.

politiques maliennes et les dynamiques régionales des décennies 1990 et 2000 sont des causes non négligeable du conflit. Ainsi, ce chapitre présente le contexte historique de cette période afin de souligner la complexité de la crise et de démontrer qu'une lecture axée sur le terrorisme ne peut fournir les outils utiles à sa compréhension.

Tout d'abord, la première partie de ce chapitre se concentre sur le phénomène de marginalisation des trois régions administratives de Gao, Tombouctou et Kidal. Il s'agit d'un phénomène qui est régulièrement souligné dans l'élaboration du contexte historique. Ainsi, il est préférable de rendre compte dès le départ de quelle manière cette réalité se déploie sur le territoire.

Par la suite, il est question de l'évolution de l'appareil étatique depuis son renouveau démocratique à partir de 1991. Plus spécifiquement, de la manière dont se sont développées les relations entre le gouvernement et les trois grandes régions administratives du nord du pays Gao, Kidal et Tombouctou. Malgré le fait que la rébellion touarègue du début de la décennie ait débuté sous le régime de Moussa Traoré, période qui précède la nouvelle constitution, le Comité transitoire du Salut public (CTSP) et le gouvernement d'Alpha Oumar Konaré vont participer à la gestion et au règlement de cette crise<sup>88</sup>. De plus, la tiédeur avec laquelle sont mises de l'avant les ententes du Pacte national 1992 par le gouvernement, va contribuer à maintenir le mécontentement et certaines tensions chez plusieurs populations du nord du Mali. Loin d'être le théâtre d'une intégration des territoires du nord et d'une plus grande autonomie dans la gestion de ceux-ci, les rapports entre le gouvernement central et les dirigeants locaux du nord se sont sclérosés autour d'un projet de décentralisation qui

---

<sup>88</sup> Boilley, P. (2012). *Les Touaregs Kel Adagh, : Dépendances et révoltes du Soudan français au Mali contemporain*. Paris : Éditions Karthala, p. 500.

est resté somme toute en surface et peu ambitieux<sup>89</sup>. Ainsi, l'objectif de cette section est de démontrer que la crise débutant en 2012 ne consiste pas en une rupture du long fleuve tranquille de la démocratie malienne, mais plutôt qu'elle est en partie le résultat de l'incapacité de l'État de mener ses activités souveraines dans le nord du Mali<sup>90</sup>.

D'autre part, la rébellion indépendantiste du début de la décennie 1990 est aussi le point de départ idéal pour se concentrer sur la transformation des rapports de forces entre les différentes élites locales dominant les régions administratives de Gao, Kidal et Tombouctou. Alors que le mouvement d'indépendance de cette période débute par un front relativement uni, la fin de la crise est marquée par son éclatement en différents groupes aux revendications diverses<sup>91</sup>. La compréhension de cette nouvelle construction des dynamiques du pouvoir est pertinente pour mieux saisir les tensions et les intérêts des groupes indépendantistes qui se lanceront dans une nouvelle rébellion 20 ans plus tard. En effet, la consolidation des nouvelles élites qui se sont mises en place à partir de la décennie 1990 a été graduellement remise en question à partir de la décennie 2000. De plus, l'arrivée de groupes islamistes sur le territoire durant la même période a contribué à déstabiliser les rapports de forces dans cette région du pays<sup>92</sup>. Cette section permet de mettre de l'avant la complexité des relations entre les différents groupes touarègues et islamistes du nord du Mali et d'éviter de tomber dans le piège de considérer la crise débutant en 2012 comme un simple enjeu terroriste.

---

<sup>89</sup> Wing, S. (2013). *Démocratie malienne et dialogue constitutionnel (1991-2007)*. Paris : Karthala, p. 13.

<sup>90</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. (2014). *Op. cit.* p. 598.

<sup>91</sup> Boilley, P. (2012). *Op. cit.* p. 494.

<sup>92</sup> Boas, M. et Torheim, L. E. (2013). The Trouble in Mali—corruption, collusion, resistance. *Third World Quarterly*, 34(7), p. 1284-1286.

Une autre dimension importante à prendre en considération dans l'analyse du contexte historique est l'influence de certains bouleversements régionaux et leurs impacts sur le Mali. Tout d'abord, en 1999, la fin de la guerre civile algérienne a favorisé le déplacement de combattants islamistes fuyant le nouveau régime vers le nord du Mali. Ces nouveaux venus, loin de laisser tomber leurs idéaux, ont intégré les populations locales avant de devenir Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) en 2003. Ensuite, la chute du régime de Kadhafi en 2011 a contribué à militariser la région par la découverte de plusieurs caches d'armes par certaines entités islamiques tel AQMI. De plus, la mort du président libyen a provoqué le retour au pays de certains leaders touaregs maliens possédant un entraînement militaire et des idéaux d'émancipation par rapport au gouvernement de Bamako. Ainsi, l'analyse des deux dernières décennies permet de mieux aborder la première année de la crise contemporaine avant le début de l'opération Serval un an plus tard.

La dernière section de ce chapitre se concentre sur la première année de la crise. Plus précisément, il est question de faire sortir les grands enjeux qui sous-tendent les bouleversements qui se sont déroulés durant cette période. Loin d'être cantonnée à une seule menace islamiste, cette crise recoupe de nombreux enjeux qui renvoient à différentes sphères politiques du pays. Tout d'abord, bien que le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) ait lancé les hostilités en janvier 2012 avec des intentions indépendantistes, rapidement un éventail de groupes aux ambitions diverses ont participé à plusieurs niveaux aux actions violentes ayant cours dans le nord. D'autre part, l'incapacité du gouvernement à faire face à la crise, autant au niveau militaire que politique, est un élément déclencheur du putsch du 22 mars 2012. D'ailleurs, à partir de ce moment, la crise prend deux directions parallèles qui n'ont que peu de liens<sup>93</sup>. Cette dimension de la crise renvoie à une lutte de pouvoir entre les élites du sud où les préoccupations du nord restent secondaires. Par ailleurs,

---

<sup>93</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. (2014). *Op. cit.* p. 600.

dans cette section, il est aussi question de faire la lumière sur la participation des entités islamiques dans le conflit en allant au-delà d'une simple analyse sur la question terroriste. En effet, il s'agit de groupes qui sont intégrés aux communautés du nord du Mali. Ainsi, ils ne sont pas automatiquement considérés comme une menace par l'ensemble des populations de ce territoire. De plus, il est possible de constater qu'il n'y a pas une distinction nette et automatique entre les indépendantistes et les islamistes. Il est préférable de faire preuve de nuance dans l'analyse des acteurs dominants qui gravitent dans le nord du pays.

## 1.2 La marginalisation du nord du Mali : un phénomène perceptible à travers les décennies

Le phénomène de marginalisation des régions administratives de Gao, Tombouctou et Kidal est un élément important du contexte historique précédant la crise de 2012. Cette section présente de quelle manière se déploie cette réalité sur le terrain. Par le fait même, il permet au lecteur de mieux cibler ce qu'il est sous-entendu par l'utilisation du terme marginalisation plus loin dans le mémoire.

De prime abord, le contexte géographique de cette partie du Mali offre des conditions de vie difficiles. Gao, Kidal et Tombouctou sont des territoires situés aux portes du désert. Cette zone a une pluviométrie très faible et les terres sont peu propices à l'agriculture. Par exemple, à Gao, le sol sablo-rocailleux couvre jusqu'à 60,3% de la superficie. Cela fait en sorte qu'il est possible de cultiver le sol qu'autour des rares mares qui parsèment la région<sup>94</sup>. Cette situation a été propice à la perpétuation de relations conflictuelles entre les différents peuples qui habitent le nord du Mali. De plus, les trois régions ont été frappées par de grandes sécheresses dans les années 1970 et 1980. Elles ont eu un impact terrible sur le territoire qui se fait encore sentir

---

<sup>94</sup> Gareyane, M. (2011). La sédentarisation des nomades dans la région de Gao. Révélateur et déterminant d'une crise multidimensionnelle au Nord-Mali. (Thèse de doctorat). Université Lyon 3. Récupéré de la banque de donnée SUDOC <http://www.sudoc.fr/152892788>, p. 25.

aujourd'hui<sup>95</sup>. Les habitudes des habitants ont été fortement ébranlées, et plusieurs ethnies en sont ressorties affaiblies. Outre les problèmes liés aux ressources, les différents paramètres sociaux ont été propices au développement d'une marginalisation politique de Gao, Tombouctou et Kidal.

La taille et la concentration de la population d'une région ont un impact significatif sur les gestes que pose le gouvernement. Ce phénomène n'est pas cantonné au Mali. Les dirigeants ont tendance à être plus à l'écoute des besoins d'une part du pays où il y a de nombreux citoyens. De futurs électeurs satisfaits sont un investissement potentiel qui peut valoir des dépenses importantes ou des décisions moins populaires. Par contre, ils auront moins tendance à se mouiller s'il n'y a pas une possibilité de retour de votes qui en vaille la peine. Dans de telles circonstances, il faut prendre en considération que les unités administratives de Kidal, Gao et Tombouctou totalisent 1 293 449 sur 14 517 176 habitants au recensement de 2009<sup>96</sup>. De plus, il est intéressant de souligner qu'une part de cette population est toujours nomade ce qui rend la possibilité de communication très difficile. Comme le souligne Mohamed Gareyane :

La sédentarisation des nomades reste encore difficile à évaluer tant les pratiques sont diverses et variées. En tous les cas, la théorie du nomade hostile au changement n'est plus fondée. Mais, les indices actuels sont encore insuffisants pour parler d'une véritable sédentarisation des nomades notamment en zone rurale<sup>97</sup>.

Ce phénomène risque fort de nuire au processus d'inclusion du nord dans la démocratie malienne. Une population aussi peu nombreuse et avec un mode de vie atypique par rapport au cercle plus prêt du pouvoir, risque fort de rester marginal aux yeux de l'État. Conséquemment, malgré les promesses qui ont suivi le Pacte national et la démocratisation du pays, les trois régions administratives du nord n'ont pas connu une transformation majeure dans la condition de vie des habitants<sup>98</sup>.

<sup>95</sup> Gareyane, M. (2011). *Op. cit.* p. 143.

<sup>96</sup> Institut national de la statistique. (18 novembre 2013). 4<sup>e</sup> recensement général de la population et de l'habitat et du Mali 2009. Bureau central du recensement. Récupéré de <http://essonneseahel.org/spip/IMG/pdf/mali.pdf>.

<sup>97</sup> Gareyane, M. (2008). *Op. cit.*, p. 265.

<sup>98</sup> Plus de détails sur le Pacte national sont fournis plus loin dans ce chapitre.

En effet, la démocratisation du pays à partir de 1990 n'a pas apporté une transformation radicale de la pauvreté au pays malgré une certaine amélioration. Depuis cette décennie jusqu'à aujourd'hui le nombre de pauvres dépasse les 5 millions de personnes sur une population totale passant de 8 millions à 15 millions d'habitants de 1990 à 2013<sup>99</sup>. Ainsi, même avant la crise environ 50 % de la population vivait sous le seuil de la pauvreté.

Avec un RNB de 500 dollars EU par habitant (méthode Atlas 2007), le Mali se classe 168<sup>e</sup> parmi 179 pays selon l'Indice de développement humain du PNUD de 2008. Le pourcentage d'adultes alphabétisés est de la moitié de la moyenne du reste de l'Afrique subsaharienne et le taux de mortalité infantile a été estimé à 191 par 1 000 naissances en 2006, le troisième taux le plus élevé au monde<sup>100</sup>.

Pourtant, encore en 2011, le transfert effectif des pouvoirs et des ressources pour une assistance sociale du gouvernement central vers les autorités locales accusait du retard, et ce dans un contexte de pauvreté notable<sup>101</sup>. Par exemple, pour la même année, la région de Tombouctou connaissait le taux le plus élevé de pauvreté non financière avec un taux supérieur à 92 %<sup>102</sup>. De plus, les communes du nord vivent dans une situation paradoxale qui rend difficile le développement des zones sous leur responsabilité. En effet, il s'agit d'endroits peu peuplés où la population se retrouve en marge du circuit économique. Cette marginalité du circuit économique par une part de la population est une donnée importante à prendre en considération afin de bien saisir l'isolation des populations du Nord par rapport au reste du Mali. En effet, l'analyse de données économiques et sociales ne fait pas ressortir une rupture particulière dans les conditions de vie des régions administratives de Gao, Kidal et

<sup>99</sup> [a. n. d.]. (2016). *Mali : people living on less than 1,90\$ a day*. Banque Mondiale. Récupéré de <http://povertydata.worldbank.org/poverty/country/MLI>.

<sup>100</sup> [a. n. d.]. (31 janvier 2011). *Mali : filets sociaux. Département du Développement Humain Secteur Protection Sociale Région Afrique de la Banque mondiale*. Banque mondiale. Récupéré de [http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSPContentServer/WDSP/IB/2011/05/23/000333037\\_20110523002251/Rendered/PDF/532220ESW0Gray0OFFICIAL0USE0ONLY090.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSPContentServer/WDSP/IB/2011/05/23/000333037_20110523002251/Rendered/PDF/532220ESW0Gray0OFFICIAL0USE0ONLY090.pdf), p. 11.

<sup>101</sup> [a. n. d.]. (31 janvier 2011). *Op. cit.* p. 48.

<sup>102</sup> *Ibid.* p. 17.

Tombouctou. Par contre, comme il a été mentionné plus haut, une part significative des populations du nord sont nomades et ils circulent en périphérie du circuit politique formel, faisant en sorte que le portrait dressé par une analyse de données officielles offre un regard lacunaire, voire biaisé de la situation. D'ailleurs, une part significative ne paie plus d'impôt depuis longtemps, ce qui a pour conséquence d'offrir de faibles revenus aux communes du nord du pays<sup>103</sup>. À l'opposé, les besoins de ces régions administratives sont criants et nécessitent des ressources considérables. Malgré le fait qu'un processus de péréquation ait été soulevé dans les négociations de retour à la paix des années 1990, dans la réalité peu a été fait et certaines jalousies et tensions sont entretenues entre les différentes communes<sup>104</sup>. De plus, la présence de l'administration dans le nord du pays reste faible, voire parfois absente à certains endroits. Cette lacune des réseaux gouvernementaux n'est pas sans conséquence et elle dépasse la question du développement économique. Ainsi, sur le plan sécuritaire, l'État n'étant pas présent pour l'assurer, les populations ont le sentiment que la détention d'armes, pour se défendre contre le banditisme ou dans le cas de conflits intercommunautaires, est légitime, ce qui renforce la circulation d'armement sur le territoire en plus d'alimenter le commerce illicite<sup>105</sup>. Au-delà de cette faiblesse de la présence des effectifs de l'État dans les régions administratives du Nord, c'est dans la marginalisation physique et culturelle que prennent racine les frustrations des populations face au gouvernement central.

« [U]ne des causes profondes des rébellions du Nord-Mali fut le sentiment de marginalisation de ses populations par rapport au reste du Mali »<sup>106</sup>. Sur le plan matériel, le symbole le plus fort de la séparation du nord par rapport au reste du pays est le réseau routier. En effet, il est possible de voir une césure claire entre les

---

<sup>103</sup> Boilley, P. (mai 1999). Mali : stabilité du Nord-Mali : une responsabilité partagée. *UNHCR Center for Documentation and Research*. Récupéré de <http://www.refworld.org/pdfid/3ae6a6c710.pdf>, p. 15.

<sup>104</sup> *Ibid.*

<sup>105</sup> *Ibid.* p. 16.

<sup>106</sup> *Ibid.*



infrastructures du sud et du nord. Ainsi, il est relativement facile de se déplacer sur des routes asphaltées de Bamako jusqu'à la périphérie de Gao. Par contre, au-delà de cette zone, les choses se compliquent, de rares pistes difficilement praticables parcourent le territoire, aucun pont ne traverse le fleuve Niger qui sépare totalement la région de Gao et une bonne partie de celle de Tombouctou, sans compter l'absence pratiquement complète de transport collectif<sup>107</sup>. Cette lacune matérielle dans le développement de Tombouctou, Gao et Kidal contribue à entretenir un sentiment d'isolation par rapport au reste du pays. De plus, cela diminue les possibilités de rencontres et d'échanges entre les habitants de ces deux zones. D'ailleurs, sur le plan culturel, ce sentiment d'isolation est aussi palpable. Ainsi, les populations du nord ont accès à la radio et à la télévision que depuis le milieu des années 1990, ce qui a contribué à les isoler, mais aussi à alimenter l'ignorance des habitants du sud par rapport à la diversité culturelle de ces régions<sup>108</sup>. D'ailleurs sur ce point les lacunes sont frappantes et peu de matériel culturel est disponible pour faire connaître le nord, faisant de cette partie du pays un lieu peu connu des populations du sud.

En résumé, le particularisme des trois régions administratives du nord concerne plusieurs volets. Que ce soit sur le plan de la géographie, des infrastructures ou du mode de vie, les populations de Gao, Tombouctou et Kidal se retrouvent dans un milieu qui se démarque des autres habitants du Mali en plus de se situer en périphérie des réseaux politiques et économiques du pays. Cette marginalisation a favorisé un sentiment de frustration des citoyens par rapport au gouvernement central en plus de contribuer à la survie et à l'entretien de réseaux de pouvoirs alternatifs. Pourtant, avant de se pencher sur le particularisme des relations politiques dans cette partie du pays, il est préférable de prendre en considération la part de responsabilité gouvernementale dans la marginalisation de ces régions administratives.

---

<sup>107</sup> Boilley, P. (mai 1999). *Op. cit.* p. 16.

<sup>108</sup> *Ibid.*

### 1.2.1 Les racines de la crise de 2012 : le rôle des élites gouvernementales

Les présidences maliennes depuis la formation du pays<sup>109</sup>

Présidents	
1960 – 1968	Modibo Keïta
1968 – 1985 1985 – 1991	Moussa Traoré
1992 – 1997 1997 – 2002	Alpha Oumar Konaré
2002 – 2007 2007 – 2012	Amadou Toumani Touré
23 mars 2012 – 11 avril 2012	Amadou Haya Sanogo
2012 – 2013	Dioncounda Traoré
2013 – ...	Ibrahim Boubacar Keïta

L'évolution des dynamiques politiques entre les gouvernements centraux et les différentes populations maliennes occupent une place notable dans la naissance de la crise de 2012. Les derniers instants de Moussa Traoré à la tête du pays et sa chute en 1991 offrent un point de départ pertinent pour démontrer l'influence des différents régimes suivants sur la perpétuation de tensions entre les gouvernements, les élites locales des régions administratives de Gao, Kidal et Tombouctou et leurs populations.

<sup>109</sup> International Crisis Group. (18 juillet 2012). Mali: éviter l'escalade. Rapport Afrique, 189, p. 43-44; [a.n.d]. (septembre 2014). Un an de présidence IBK : une année de normalisation et de stabilisation. *Ministère de l'économie numérique, de l'information et de la communication*. Récupéré de <http://news.abamako.com/documents/docs/unanp.pdf>, p. 3.

### 1.2.2 Le renouveau démocratique post-Moussa Traoré

Les rébellions touarègues au Mali depuis la formation de l'État<sup>110</sup>

Coup d'État réussi au Mali	
19 novembre 1968	Renversement du régime de Modibo Keïta au profit de Moussa Traoré
26 mars 1991	Renversement du régime de Moussa Traoré par le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré qui dirige ensuite le CTSP
22 mars 2012	Renversement du gouvernement d'ATT par le CNRDRE dirigé par le capitaine Sanogo

Dès sa naissance, l'État malien a été le théâtre d'un tumulte entre les populations touarègues et le gouvernement. En effet, lors des années 1963-64 une répression particulièrement violente a été menée par les dirigeants contre certains groupes touaregs aspirant à l'indépendance<sup>111</sup>. Ces événements ont contribué à ouvrir une cicatrice qui ne s'est jamais totalement refermée. À travers les décennies suivantes, les régimes de Modibo Keïta et de son successeur en 1968 Moussa Traoré se sont durcis. La deuxième constitution qui voit le jour en 1974 grâce au parti unique de l'Union démocratique du peuple malien démontre les dérives d'un gouvernement qui désire s'arrimer au pouvoir pour de bon. En effet, après une prise de pouvoir par les armes, ce nouveau régime comble le vide constitutionnel provoqué par cette action grâce à la création d'un parti unique approuvé par un référendum frauduleux<sup>112</sup>. Malgré certaines contestations et quelques tumultes, il a fallu attendre la fin des années 1980 pour constater une réelle transformation. Durant cette période, deux mouvements ont bouleversé la routine politique du gouvernement qui avait court depuis la dernière décennie.

<sup>110</sup> International Crisis Group. (18 juillet 2012). *Op. cit.* p. 44.

<sup>111</sup> Boilley, P. (2012). *Op. cit.* p. 340.

<sup>112</sup> La nouvelle constitution prévoit l'élection d'un chef d'État au suffrage universel, une assemblée nationale et un parti unique. Elle est approuvée le 2 juin 1974 par un référendum avec un taux d'approbation de 99,71 %. Cet exercice est qualifié de farce électorale par certains opposants. Dans : Lange, M-F. (1999). Insoumission civile et défaillance étatique : les contradictions du processus démocratique malien. *Autrepart* (10), p. 119.

D'une part, une grogne populaire de plus en plus importante se forme autour d'enjeux de démocratisation et de luttes à la corruption. Pendant l'année 1990, les différents pôles de pression exigeant la fin du dirigisme politique se multiplient et se font de plus en plus pressants<sup>113</sup>. Face au silence du gouvernement devant ces demandes, deux associations voient le jour durant le mois d'octobre 1990, l'ADEMA (l'Association pour la démocratie au Mali) et le CNID (Comité national d'initiative démocratique)<sup>114</sup>. Dès janvier 1991, la tension monte d'un autre cran. De nombreuses manifestations et marches ont lieu et la répression se fait encore plus violente. « Le 26 mars, de jeunes officiers créent le Comité de réconciliation nationale dirigé par le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré (bientôt surnommé ATT) et procèdent dans la nuit à l'arrestation de Moussa Traoré, déclarant parachever le processus démocratique »<sup>115</sup>. Parallèlement à ce mouvement de contestation, Moussa Traoré a aussi dû faire face à une autre rébellion avant d'être renversé quelques mois plus tard.

Depuis quelques années déjà se dessinaient les contours d'une rébellion touarègue au nord du pays<sup>116</sup>. En effet, plusieurs années avant le début de la rébellion débutant en 1990, la diaspora touarègue obtenait des formations militaires par leurs participations à différentes guérillas particulièrement en Libye. Durant les années 1980 se formait l'idée d'une action concertée pour la libération de l'Azawad. C'est dans cette foulée que naît le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Azawad) en 1988, un groupe qui prévoyait prendre action pour l'indépendance autour de 1992<sup>117</sup>. Le gouvernement de Moussa Traoré informé de cette situation précipita le déroulement des événements par une série d'arrestations d'éléments considérés comme à risque

<sup>113</sup> Fay, C. (1995). La démocratie au Mali, ou le pouvoir en pâture. *Cahiers d'Études Africaines*, 35(137), p. 26.

<sup>114</sup> *Ibid.*

<sup>115</sup> *Ibid.*

<sup>116</sup> Boilley, P. (2012). *Op. cit.* p. 445.

<sup>117</sup> Florquin, N. et Pézard, S. (2005). Insurgencies, Disarmament, and Insecurity in Northern Mali, 1990-2004. Dans Florquin, N. et Berman, E. G. (dir.), *Arm and Aimless : Armed Groups, Guns, and Human Security in the Ecowas Region*. Genève : Small Arms Survey, p. 49.

dans les régions de Gao et Kidal<sup>118</sup>. Cette nouvelle pression a motivé les rebelles à lancer des attaques dès le mois de juin 1990, auxquelles le gouvernement a offert une réponse violente<sup>119</sup>. Cette répression n'eut pas l'effet espéré, Moussa Traoré ne retrouvait que très peu d'appui dans l'opinion publique. Cet état de fait combiné à une pression grandissante de la résistance démocratique a incité le gouvernement à ouvrir les négociations de Tamanrasset en janvier 1991 pour éviter de faire face à deux fronts à la fois<sup>120</sup>. Ces négociations qui s'ouvraient le 5 janvier ont mené à un accord signé dès le lendemain :

« Les deux parties ont convenu que les populations des trois régions du nord du Mali géreront librement leurs affaires régionales et locales par le biais de leurs représentants dans des assemblées élues, selon un statut particulier consacré par la loi. Dans ce cadre, les assemblées locales constituées d'un organe délibérant et d'un organe exécutif réglementent dans tous les domaines liés à leurs spécificités en matière économique, sociale et culturelle. Ces assemblées élisent en leur sein leurs représentants, qui se constituent en un conseil consultatif régional chargé de délibérer sur toutes questions intéressant les trois régions [Gao, Tombouctou, Kidal]<sup>121</sup>.

Par contre, la hâte avec laquelle cet accord a été élaboré lui a donné un caractère approximatif où plusieurs zones d'ombres subsistaient. En réalité, rien n'était décidé, ce qui laissait sous-entendre un processus long et laborieux, voir dans le pire des cas, l'absence de tout changement.

Les mois suivants ont été ponctués par des marches pacifiques régulières sous la direction de diverses organisations démocratiques. En conséquence de ces actions populaires, la réponse gouvernementale a été de plus en plus violente<sup>122</sup>. Le 22 mars l'armée a ouvert le feu sur une manifestation pacifique provoquant une émeute de cinq jours où les soldats répondent par des massacres indifférenciés<sup>123</sup>.

---

<sup>118</sup> Florquin, N. et Pézard, S. (2005). *Op. cit.* p. 49

<sup>119</sup> Boilley, P. (2012). *Op. cit.* p. 475.

<sup>120</sup> *Ibid.*

<sup>121</sup> *Ibid.* p. 488.

<sup>122</sup> Fay, C. (1995). *Op. cit.* p. 26

<sup>123</sup> *Ibid.*

Le 26 mars, de jeunes officiers sous la direction d'Amadou Toumani Touré renversait le gouvernement de Moussa Traoré et le CTSP (Comité transitoire du Salut public) était mis en place. Ce nouveau dirigeant transitoire affirmait que les engagements pris par le pouvoir précédent seraient respectés pour ce qui a trait au problème du Nord<sup>124</sup>.

Cependant, ces espérances furent de courte durée. Loin de voir l'application des accords accélérée par le nouveau régime, la période qui suivit la mise en place du CTSP fut celle d'une profonde dégradation des rapports entre les populations nomades et l'État associé aux populations sédentaires du nord et à l'armée, d'une intensification des affrontements et des massacres de civils, et de l'abandon du processus engagé à Tamanrasset<sup>125</sup>.

Cette reprise des affrontements entre l'armée et les groupes indépendantistes fit perdre espoir face aux négociations. La bonne foi du gouvernement transitoire était remise en question et rapidement, seuls quelques représentants du MPA (Mouvement populaire de l'Azawad) s'entêtaient à faire respecter les accords de Tamanrasset. Hormis cette exception, même les chefs modérés pendant les négociations radicalisaient leur position<sup>126</sup>. La formation de la démocratie 2.0 du Mali avec l'adoption d'une nouvelle constitution poursuivait dans la même veine. Il n'était nulle part question des accords de Tamanrasset et elle n'accordait aucune place particulière aux populations du nord<sup>127</sup>. De plus, l'éclatement du MPA en quatre groupes, le FPLA (Front populaire de l'Azawad), le FIAA (Front islamique et arabe de l'Azawad), l'ARLA (Armée révolutionnaire de l'Azawad) et la survie du MPA compliquèrent davantage les négociations<sup>128</sup>. Malgré tout, les négociations se poursuivaient parallèlement à la transition démocratique du Mali. Sous la pression de l'Algérie, alors pays médiateur, les quatre groupes acceptaient une fusion pour faciliter le processus. Ainsi, le 13 décembre 1991, la MFUA (Coordination des mouvements et front unifié de l'Azawad) était formée<sup>129</sup>. Après plusieurs mois de négociations, le Pacte national était signé à Bamako le 10 avril 1992, « mais pour

<sup>124</sup> Boilley, P. (2012). *Op. cit.* p. 500.

<sup>125</sup> *Ibid.*

<sup>126</sup> *Ibid.* p. 503.

<sup>127</sup> *Ibid.*

<sup>128</sup> Keïta, M. (juillet 2002). La résolution du conflit touareg au Mali et au Niger. [Note de recherche du GRIPCI]. *Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques*, 10(31), p. 17.

<sup>129</sup> *Ibid.*

rentrer dans le cadre de ce futur Pacte national, qui s'apparentait davantage à un projet de décentralisation, les rebelles ont dû abandonner le principe du fédéralisme qu'ils revendiquaient ainsi que celui du retrait de l'armée malienne hors de leur territoire »<sup>130</sup>. L'élément central de cet accord était le projet de décentralisation permettant une plus grande autonomie dans la gestion des régions administratives. Par contre, il ne s'agissait pas d'un projet spécifique au nord du pays et chaque région du Mali allait bénéficier de ce processus. Lorsque le président de la nouvelle république Alpha Oumar Konaré accédait au pouvoir le 26 avril 1992, il héritait du dossier chaud de la rébellion touarègue et de l'application du Pacte national.

### 1.2.3 1992-2002 : le gouvernement d'Alpha Oumar Konaré et ses relations avec le nord Mali

Les premiers mois s'amorcent dans un certain enthousiasme après la signature du Pacte national, mais le projet n'avancé pas à la vitesse espérée par les différents groupes rebelles. En effet, les mois, les années passent sans que de grandes avancées ne se produisent, les retards s'accumulent dans l'irrespect des échéanciers. Par exemple, l'intégration des combattants, qui était censée être appliquée dans les deux mois suivant la signature du Pacte, était à peine entamée deux ans après<sup>131</sup>. De plus, comme il est élaboré dans la prochaine section, l'incapacité des différents mouvements indépendantistes à contrôler les dissidents et à éviter les actions violentes ont contribué à provoquer un effritement du Pacte national<sup>132</sup>. Aussi, les populations déplacées durant le conflit ne purent bénéficier des programmes de réinsertion prévus par l'accord. De plus, les élections ayant pour objectif de pourvoir

<sup>130</sup> Claudot-Hawad, H. (1996). La fragmentation touarègue, ou le prix de la paix. Dans Claudot-Hawad, H. (dir.), *Touaregs : Voix solitaires sous l'horizon confisqué*. Paris : Ethnies/Survival International, p. 5.

<sup>131</sup> Boilley, P. (2012). *Op. cit.* p. 532.

<sup>132</sup> Ibrahima, P. et Sidibé, B. H. (2006). La démocratie au secours de la sécurité : l'expérience malienne de la gestion du problème touareg est-elle transposable à d'autres crises africaines. *Centro Argentino de Estudios Internacionales/Programa Africa*. Récupéré de <http://www.caei.com.ar/sites/default/files/africa02.pdf>, p. 6-7.

les sièges aux assemblées régionales et interrégionales n'eurent pas lieu. En conséquence, même si l'autonomie n'était pas encore officiellement effective et qu'aucune autorité régionale n'existait, la présence de représentants étatiques était marginale sur ce territoire<sup>133</sup>. Malgré tout, après une période de tension et une crainte de voir disparaître le Pacte national, l'administration se réinstallait progressivement dans le nord du Mali. La cérémonie de la Flamme de la paix le 27 mars 1996 qui réunissait à Tombouctou les acteurs du conflit pour brûler publiquement des milliers d'armes et la dissolution de milices d'autodéfenses et de mouvements armés ont été voulues comme une fin symbolique de la crise<sup>134</sup>. Même si la situation restait encore fragile, plusieurs ont considéré cette paix autour du Pacte national comme un vent d'espoir vers un Mali unifié. Il est tout de même possible de souligner les tensions que les différents gouvernements au pouvoir durant cette crise ont provoquées ou du moins alimentées, que ce soit par la violence utilisée, le manque d'implication, ou l'attentisme.

La période de calme qui se met en place suite au conflit n'a pas été synonyme pour autant d'une relation saine entre le gouvernement et les élites nouvellement formés dans le nord du pays. Après une période tumultueuse suite à la formation de la nouvelle structure du pouvoir et des nombreux remaniements ministériels, des dynamiques de pouvoirs plus stables se mettaient en place entre l'équipe d'Alpha Oumar Konaré et la société civile<sup>135</sup>. Devant l'échec des contrepouvoirs à s'instaurer comme des garants de l'intégrité politique, les relations avec l'État devenaient rapidement synonymes de partage du gâteau et les élites du nord n'y ont pas fait exception<sup>136</sup>. Rapidement, la démocratie est devenue un outil de marchandage entre

---

<sup>133</sup> Boilley, P. (2012). *Op. cit.* p. 532.

<sup>134</sup> *Ibid.* p.533.

<sup>135</sup> Lange, M-F. (1999). Insoumission civile et défaillance étatique : les contradictions du processus démocratique malien. *Autrepart* (10), p. 124.

<sup>136</sup> *Ibid.* p. 128.



les Maliens avec pour objectif de s'approprier une partie des revenus de l'État<sup>137</sup>.

Selon Marie-France Lange :

La démocratie a tout d'abord été perçue sous l'angle de l'accès à la liberté, et non comme un mode de gouvernement, ou comme une pratique singulière du pouvoir. En effet, les luttes contre la dictature, en vue d'imposer la démocratie, furent d'abord l'émanation du besoin de liberté. Pour aboutir, ces luttes ont nécessairement pris la forme d'une opposition à l'ordre établi et le refus d'obéir a constitué la première étape vers la démocratisation. La volonté de s'opposer aux règles et à la loi précède donc celle de réglementer les nouveaux rapports au droit, générés par la démocratie. Cette transition d'une opposition salutaire à « l'adhésion au règne de la loi [...] essentielle en démocratie » ne semble pas avoir eu lieu. [...] Née de l'expérience insurrectionnelle de 1991, l'interprétation de la notion de liberté s'est ainsi étendue au refus d'obéissance, à celui de payer les impôts locaux, les taxes sur les marchés, de respecter certaines règles de vie en société<sup>138</sup>.

Ce contexte a favorisé l'importation d'anciens rapports clientélistes entre les représentants de l'État et les différentes élites maliennes du régime de Moussa Traoré au sein des nouvelles structures démocratiques. Ce système d'échange de services et de retour d'ascenseur a favorisé une forme de laisser-aller de la part des dirigeants des administrations locales dans leurs exigences face au gouvernement central en échange de l'obtention d'une marge de manœuvre significative dans la gestion des affaires locales<sup>139</sup>.

Les rapports entre le pouvoir central et les élites nordistes n'ont pas fait exception :

Dans le Nord-Mali, au cours des différentes négociations avec la rébellion touarègue, le pouvoir central s'est dépouillé de ses prérogatives au profit des chefs et notables locaux qui ont acquis une autonomie suffisante pour ne plus se sentir obligés. Un contrat mafieux rassemblait ces élites locales et celles de l'État central (civiles et militaires), habituées à faire leurs petites et grandes affaires où le narcotrafic tenait le haut du pavé. Ainsi, croyait-on acheter la paix sociale avec les Touaregs à Kidal et dans le même temps se prémunir contre d'éventuels coups d'État militaires à Bamako<sup>140</sup>.

Ainsi, l'obtention d'un poste dans la structure gouvernementale des régions administratives du nord était perçue comme un moyen efficace d'avoir accès aux

<sup>137</sup> Lange, M-F. (1999). *Op. cit.* p. 128.

<sup>138</sup> *Ibid.* 129-130.

<sup>139</sup> Bouju, J. (2000). Clientélisme, corruption et gouvernance locale à Mopti (Mali). *Autrepart*, (14), p. 156-157.

<sup>140</sup> Wing, S. (2013). *Op. cit.* p. 13.

ressources de l'État. Le processus d'intégration d'ex-combattant à des postes clés de l'administration se faisait sans formation, et la liste des élus était élaborée en étroite collaboration entre les anciens chefs de mouvement, les dirigeants de factions et les notables politiques locaux<sup>141</sup>. Ainsi, la création de nouvelles structures démocratiques dans la région devenait un outil pour avoir accès à de nouvelles ressources et pour bénéficier d'un meilleur rapport de force. Ce contexte qui a favorisé la survie du clientélisme et son évolution dans les nouvelles administrations locales a échoué à provoquer son appropriation par les populations des trois régions administratives concernées<sup>142</sup>. Aussi, ces nouveaux paliers de politiques locales ne possédaient pas les capacités ou les moyens nécessaires afin de répondre aux besoins importants des citoyens<sup>143</sup>. En effet, le manque de ressources a été un problème à ne pas négliger dans la construction de la décentralisation malienne. Les ressources disponibles étaient faibles face aux nombreuses attentes de la population et aux prérogatives de l'administration locale. D'une part, les régions administratives du nord étaient pénalisées, car ayant une faible démographie, elles bénéficiaient d'une capacité d'imposition relativement faible. Cela, combiné au fait qu'une part importante de la population se soustrayait au paiement de l'impôt ont fait en sorte que ce type de revenue était particulièrement déficient<sup>144</sup>. Malgré le règlement de la crise qui a secoué le pays au début de la décennie 1990, le projet d'intégration des régions administratives du nord principalement concentré autour de la décentralisation restait un succès mitigé au début de la décennie 2000.

Durant l'année 2002, une nouvelle période électorale s'ouvrait au Mali à la suite de la fin du deuxième et dernier mandat d'Alpha Oumar Konaré. Ce pan de l'histoire politique du Mali a été perçu comme un moment particulièrement positif du pays. Le président se retirait de lui-même dans le respect de la constitution. Du même coup,

<sup>141</sup> Chena, S. et Tisseron, A. (2013). Rupture d'équilibres au Mali. *Afrique contemporaine*, 245, p. 77.

<sup>142</sup> Kassibo, B. (1997). La décentralisation au Mali : État des lieux. *Bulletin de l'APAD*, 14, p. 12.

<sup>143</sup> *Ibid.* p. 8.

<sup>144</sup> *Ibid.* p. 9.

l'ancien responsable du coup d'État de 1991, le général Amadou Toumani Touré (ATT) faisait un retour sur la scène politique et devenait le nouveau président du Mali le 12 mai 2002.

#### 1.2.4 2002-2012 : le gouvernement d'Amadou Toumani Touré et ses relations avec le nord du Mali

À son arrivée au pouvoir, le projet de décentralisation était un dossier en chantier important hérité de la période précédente. Par contre, plutôt que d'apporter l'apaisement dans les relations entre le gouvernement central et les élites du nord, ATT les a laissées se détériorer<sup>145</sup>.

« Le régime [d'ATT] s'appuie sur des familles locales dominantes plus soucieuses de protéger et renforcer leur influence, en usant de pratiques clientélistes, que de développer la zone »<sup>146</sup>. En conséquence, le nord du Mali restait une zone marginalisée du pays où l'État était peu enraciné malgré les ambitions du Pacte national signé la décennie précédente. Cet état de fait favorisait le mécontentement d'une frange de la population, mais aussi ce laisser-faire permettait un renforcement du trafic illicite et l'implantation de groupes tels AQMI (Al-Qaïda au Maghreb Islamique) dans la région<sup>147</sup>. Cette dégradation a contribué à faire resurgir le thème de la marginalisation des populations nomades au Nord-Mali<sup>148</sup>. Ainsi, ces insatisfactions provoquaient en mai 2006 la résurgence d'une rébellion sous l'impulsion de l'ADC (Alliance du 23 mai pour le changement)<sup>149</sup>. Cette nouvelle crise, issue de frustrations liées au Pacte national, démontre l'importance des rapports entre le gouvernement central et sa périphérie dans la résurgence de rébellion au Mali. Par contre, il est notable de souligner que la gestion de ses bouleversements par

<sup>145</sup> Wing, S. (2013). *Op. cit.* p. 13.

<sup>146</sup> Chena, S. et Tisseron, A. (2013). *Op. cit.* p. 77.

<sup>147</sup> Antil, A. et Touati, S. (2011). *Op. cit.* p. 61.

<sup>148</sup> *Ibid.* p. 62.

<sup>149</sup> *Ibid.*

ATT ne s'est pas faite par la répression violente, mais par le compromis, ce qui a facilité la rapidité de son règlement. Cette rapidité n'indique pas la fin définitive du conflit. Il a fallu attendre 2009, pour que l'ADC dépose définitivement les armes à la suite des pressions de l'Algérie<sup>150</sup>. Aussi, plus de 10 ans après la signature du Pacte national, les accords d'Alger de 2006 ressassaient les mêmes points mis de l'avant la décennie précédente. Ainsi, à la fin des années 2000, l'économie au Nord-Mali était anémiée et les projets annoncés au forum de Kidal en 2007 commençaient à peine à sortir de terre<sup>151</sup>.

Deux points essentiels sont à retenir dans la compréhension globale de l'évolution des relations entre le gouvernement central et sa périphérie au nord. Premièrement, les crises successives et leurs règlements ont favorisé la survie et l'évolution du clientélisme présent sous le régime de Moussa Traoré au sein des nouvelles structures démocratiques de la 3<sup>e</sup> république. Ces rapports politiques verticaux, concentrés autour de leaders locaux spécifiques, ont contribué à concentrer les capitaux disponibles pour la région dans leur giron. Aussi, le clientélisme a contribué à entretenir le cynisme des populations du nord et par le fait même, à une faible implantation de la démocratie par cet accaparement des structures administratives par une minorité. Deuxièmement, la marginalisation du nord par le gouvernement central a permis le développement de pôle de pouvoir local en compétition qui gravite en périphérie des structures de pouvoir formel. Au-delà des divisions entre les différents groupes touaregs issues de la crise des années 1990 au début de la décennie suivante, la faible présence étatique sur ce territoire a facilité l'implantation de trafics criminels et d'entités islamiques qui, à leur tour, ont contribué à ébranler les dynamiques de pouvoir<sup>152</sup>. Cette construction des rapports de force qui s'est déroulée sur plus de deux décennies est au cœur des dynamiques de la nouvelle crise qui secoue le Mali

<sup>150</sup> Boilley, P. (2011). Géopolitique africaine et rébellions touarègues. Approches locales, approches globales (1960-2011). *L'année du Maghreb*, VII, p. 159.

<sup>151</sup> Antil, A. et Touati, S. (2011). *Op. cit.* p. 63.

<sup>152</sup> Boilley, P. (2011). *Op. cit.* p. 160.

depuis 2012. Les actions sporadiques, parfois violentes, des différents gouvernements successifs avec le Nord ont une part de responsabilité dans l'évolution des événements actuels, et ce, malgré des accords et un discours axé sur la démocratisation et le développement économique. Il est judicieux de prendre en considération cet héritage dans le règlement du conflit débuté en 2012 pour éviter de retomber dans les écueils du passé.

Comme il est possible de le constater plus loin, les rapports de force entre les différentes élites locales du nord ont une importance non négligeable dans la construction des dynamiques conflictuelles, mais la marginalisation de Gao, de Tombouctou et de Kidal par les différents régimes reste une variable significative dans la compréhension des dynamiques des crises. Avant d'amorcer une analyse du conflit débutant en 2012, il est préférable de préciser l'évolution des jeux de pouvoirs entre les différentes élites locales à partir de l'année 1990.

### 1.3 La formation des luttes de pouvoirs au sein des élites touarègues

Depuis la rébellion touarègue des années 1990 et la formation de la 3<sup>e</sup> république, les relations qui animent les groupes qui habitent le nord se sont transformées. L'évolution des rapports de forces entre les élites locales et l'arrivée de nouveaux leaders touaregs avec de nouvelles ambitions de contrôle du territoire ont contribué à bouleverser la région, bouleversements qui ont été alimentés par la marginalisation de cette périphérie par le gouvernement central. Ainsi, les rébellions peuvent être considérées en partie comme une réaction violente de la répression d'un projet de société touarègue. Les ambitions autonomistes, voire indépendantistes, de certains groupes touaregs peuvent être considérées comme un projet valable dont il est important de tenir compte dans un processus de retour à la paix, plutôt que de le voir comme une menace à l'intégrité nationale du Mali que l'on doit réfréner.

### 1.3.1 La rébellion de la décennie 1990 : l'éclatement des relations touarègues et ses conséquences

La fin du régime de Moussa Traoré a été le théâtre du début d'une rébellion indépendantiste qui mijotait depuis déjà plusieurs années. Il ne s'agissait pas d'un soulèvement spontané, bien au contraire. Les vétérans des bouleversements des années 1962-1964 ont fortement contribué au partage des idéologies indépendantistes chez les plus jeunes. Ainsi, à la fin de la décennie 1980 s'organisait un mouvement de soulèvement uni, qui dépassait les séparations claniques traditionnelles<sup>153</sup>. Le Mouvement populaire de libération de l'Azawad qui était à la tête de l'offensive dès 1990 représentait un front relativement consensuel des indépendantistes de la région<sup>154</sup>. Par contre, cette unité a été temporaire et dès les négociations de Tamanrasset, elle commençait à se fissurer. La rébellion qui était principalement le produit des jeunes générations et sa contestation du pouvoir des chefferies traditionnelles a produit des ruptures dans ce consensus<sup>155</sup>.

Dès la signature des accords de Tamanrasset, le Mouvement populaire de libération de l'Azawad s'est scindé en quatre groupes le FPLA, le FIAA, l'ARLA et la survie du MPA<sup>156</sup>. Cette réorganisation des mouvements indépendantiste s'est construite autour d'une logique d'appartenance clanique et tribale<sup>157</sup>. Effectivement, ces quatre entités représentaient différentes familles, origines géographiques, alignements idéologiques et intérêts économiques<sup>158</sup>. Ainsi, les membres du FIAA provenaient principalement de la minorité arabe Hassani, comparativement aux trois autres groupes qui était dominés par les populations touarègues. Malgré cette similitude, plusieurs différences les animent. Par exemple, le MPA était initialement formé de réfugiés touaregs revenus de leur exil de Libye ou d'Algérie. De plus, il faut être

<sup>153</sup> Boilley, P. (2012). *Op. cit.* p. 492.

<sup>154</sup> Florquin, N. et Pézard, S. (2005). *Op. cit.* p. 49.

<sup>155</sup> Boilley, P. (2012). *Op. cit.* p. 492.

<sup>156</sup> Keïta, M. (juillet 2002). *Op. cit.* p. 17.

<sup>157</sup> Florquin, N. et Pézard, S. (2005). *Op. cit.* p. 49.

<sup>158</sup> Boas, M. et Torheim, L. E. (2013). *Op. cit.* p. 1283.

vigilant dans la définition de Touareg il ne s'agit pas d'une communauté unie sans particularisme. Historiquement, ils ont été divisés en différents sultanats et dirigés par différentes familles, parfois en coopération, mais aussi parfois opposés par des conflits violents<sup>159</sup>. Cette diversité qui reprend le devant de la scène à la suite de la signature des accords de Tamanrasset et lors des négociations du Pacte national a eu un impact significatif sur la suite des événements.

Alors que le MPA soutenait l'entente signée avec le gouvernement central et militait pour un respect du cessez-le-feu, les autres organisations affrontaient autant les militaires maliens que les membres des autres groupes rebelles. Cette diversité d'intérêts et d'ambitions a fait en sorte que les leaders de chaque groupe avaient de la difficulté à contrôler leurs membres et les actions de dissidences. Après quelques mois, même les leaders du MPA se retrouvaient isolés dans le respect du cessez-le-feu. Malgré la restructuration des différents groupes au sein du MFUA, les affrontements sur le terrain se poursuivaient. Le MFUA était rapidement miné de divisions internes en tout genre et peinait à maintenir toute forme de cohésion<sup>160</sup>. Les dissidences du MFUA ont eu une influence sur le processus de construction de la paix et de décentralisation qui a suivi la rébellion.

L'exacerbation des divergences a favorisé une appropriation des privilèges et des ressources par certains chefs de guerre. « La crispation qui en découle entre les responsables de la rébellion alimente les affrontements pour contrôler les ressources d'une paix précaire »<sup>161</sup>. Cette lutte interne pour l'appropriation des pouvoirs a contribué à faire perdurer les actions violentes dans la région jusqu'en 1996, lors de la Cérémonie de la flamme, fin officielle du conflit. Aussi, le fait que les capitaux disponibles aient fondu rapidement, sans que les gouvernements centraux ou les

---

<sup>159</sup> Boas, M. et Torheim, L. E. (2013). *Op. cit.* p. 1283.

<sup>160</sup> Ibrahima, P. et Sidibé, B. H. (2006). *Op. Cit.*, p. 16.

<sup>161</sup> *Ibid.*

bailleurs de fonds n'en injectent de nouveaux, a participé à maintenir les tensions entre les différents *Big Men* et les populations de Gao, Kidal et Tombouctou<sup>162</sup>. Ainsi, la majorité des habitants du nord du Mali n'ont assisté qu'à peu d'amélioration à la suite du règlement de la crise.

L'absence de matérialisation des bénéfices obtenus par le Pacte national a perduré jusqu'au tournant de la décennie 2000. Comme il a été mentionné dans la section précédente, le gouvernement central a contribué à entretenir ces rapports clientélistes et à favoriser certaines élites au détriment d'un développement généralisé. De plus, cette marginalisation du Nord-Mali a favorisé l'émergence de luttes internes entre les leaders locaux et des frustrations au sein des populations habitant la région.

### 1.3.2 Une paix factice : les luttes de pouvoir au nord du Mali

La rébellion de la décennie 1990 et son règlement ont profondément transformé les hiérarchies qui régulaient les rapports entre les différentes populations du Nord. En plus de créer de nouveaux leviers de pouvoirs par la création d'une administration locale, la fin de la crise a laissé derrière elle une compétition entre les jeunes leaders de la rébellion et les chefs traditionnels. La nouvelle génération n'était pas issue des lignages traditionnels, mais était plutôt composée d'ex-rebelles et de trafiquants de drogue. Aussi, une compétition entre les élites traditionnelles s'est installée pour l'accaparement des ressources étatiques distribuées par les canaux de pouvoirs formels<sup>163</sup>.

The implementation after the peace agreement of the National Pact enabled some regional 'big men' to gain positions of power and privilege. Based on this they could extract handsome rents from the state and return rents to the Bamako political elite who were allowing this to happen. Large amounts of money have been deployed to northern Mali but with few tangible results. Nevertheless, these processes have created and exacerbated

<sup>162</sup> Ibrahima, P. et Sidibé, B. H. (2006). *Op. Cit.*, p. 16.

<sup>163</sup> Boas, M. et Torheim, L. E. (2013). *Op. cit.* p. 1284.



tensions among the Tuaregs that have torn the social fabric apart<sup>164</sup>.

La lutte au sein des Ifoghas dans la région de Kidal à partir de 1996 est un exemple flagrant de ce bouleversement des rapports à la suite de la rébellion. Les Ifoghas sont un clan touareg dominant la région de Kidal depuis l'arrivée des Français au début du XXe siècle. De plus, ce puissant clan a participé à tous les soulèvements indépendantistes depuis la formation de l'État malien. Dès la fin des années 1990, le pouvoir des leaders traditionnels Ifoghas était contesté par le chef rebelle Iyad Ag Ghaly qui appartenait à une branche d'influence inférieure du même clan. D'ailleurs, cette lutte de pouvoir a eu un impact significatif sur le déroulement des événements durant la crise qui débute en 2012. Selon Morten Boas, la décision du leader Intalla Ag Attaher de choisir son fils Alghabass Al Intalla comme son successeur en 2011 aurait contribué à motiver Iyad Ag Ghaly à former Ansar Eddine, groupe rebelle qui a eu un impact significatif sur les événements de 2012<sup>165</sup>. Ainsi, le Pacte national qui a été une réponse à un problème national a contribué à faire émerger une déstabilisation locale dans la périphérie du nord. La marginalisation de la région par le gouvernement central, combinée à ces luttes d'intérêts entre les pôles de pouvoirs locaux a aussi favorisé l'implantation d'entité islamiste et l'augmentation du trafic criminel, ce qui a alimenté les tensions et a bouleverser les rapports de force dans la région. Selon Pierre Boilley, au début du XXIe siècle la situation touarègue au Mali perd définitivement son caractère local pour s'inscrire au sein d'une dynamique internationalisée<sup>166</sup>.

### 1.3.3 L'Exacerbation des tensions : la crise aux portes du Mali

Durant l'année 2006, par la combinaison de périodes de sécheresse et l'insatisfaction des combattants touaregs par rapport à la stagnation du Pacte national, une nouvelle crise éclate au nord du Mali. Les chefs du soulèvement Hassan Ag Fagaga et Ibrahim

<sup>164</sup> Boas, M. et Torheim, L. E. (2013). *Op. cit.* p. 1284.

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> Boilley, P. (2011). *Op. cit.* p. 160.

Ag Bahanga, sous la bannière du groupe de l'ADC, dénoncent la discrimination dont sont victimes les soldats touaregs intégrés dans l'armée malienne<sup>167</sup>. Malgré la rapidité de son règlement sous la médiation de l'Algérie, peu d'actions concrètes ont été posées pour améliorer les conditions de cette région du pays. Aussi, malgré la signature d'un accord en 2006, il a fallu attendre 2009 avant que l'ADC dépose les armes<sup>168</sup>. Ainsi, à travers une lutte de pouvoir entre différentes élites dans le nord du Mali, bouillonnait toujours une forme d'insatisfaction dans cette région du pays à la fin de la décennie 2000. D'ailleurs, la formation du MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) en 2010 comprend entre autres des éléments qui ont participé aux attaques de 2006. La chute du régime de Kaddhafi en 2011 et le retour de combattants touaregs armés sur le territoire malien ont donné les moyens aux ambitions du MNLA. La crise qui débute en 2012 résulte entre autres d'un bouleversement des rapports de force qui s'étend sur plusieurs décennies.

Les années 2000 ont été un moment d'exacerbation de la déstabilisation déjà amorcée dix ans plus tôt. La cristallisation des ressources gouvernementales autour de certaines élites du Nord-Mali, dans un contexte de rareté, a contribué à cette situation. Tout d'abord, cela a incité certains *big men* à se tourner vers le trafic illicite et à participer à la réactivation de certaines routes commerciales à travers le Sahara<sup>169</sup>. D'ailleurs, ce marchandage entre nomades, entités islamiques et criminelles a contribué à rendre floues les frontières entre ces différents groupes aux objectifs bien différents. En effet,

Le glissement entre supposition et réalité est opéré en 2008 par la presse américaine, insinuant qu'AQMI serait aidée par des « tribus nomades connues sous le nom de Touaregs, un groupe ethnique berbère qui est en lutte avec le gouvernement du Mali » et que sa trésorerie serait assurée par le trafic de drogue. L'amalgame réalisé entre « islamistes », « terroristes », « Touaregs », « nomades » et « trafiquants » dessine ainsi une « zone de non-droit » livrée aux « tribus », et donc à l'anarchie, au désordre, à la

<sup>167</sup> Chena, S. et Tisseron, A. (2013). *Op. cit.* p. 77.

<sup>168</sup> Boilley, P. (2011). *Op. cit.* p. 161.

<sup>169</sup> Boas, M. et Torheim, L. E. (2013). *Op. cit.* p. 1285.

délinquance<sup>170</sup>.

Comme il est possible de le constater dans le prochain chapitre, cette confusion dans la lecture d'une réalité nord-malienne complexe a eu une influence sur la réponse donnée par la France et l'ONU aux bouleversements maliens. Ensuite, la marginalisation de cette région par le gouvernement central a provoqué un mécontentement chez les populations locales. Le Pacte national avait créé certaines attentes autour d'un futur développement de la région et une élévation de la qualité de vie chez une population vivant dans des conditions en deçà de la moyenne d'un pays où la pauvreté est généralisée. Ce milieu a été un terreau fertile pour l'intégration d'entités extérieures au nord Mali auparavant. En effet, des groupes comme AQMI ont su développer des liens avec les populations de ce territoire en offrant une alternative à une administration gouvernementale déficiente<sup>171</sup>. Des bouleversements régionaux des années 1990 et 2000 ont contribué à renforcer cette internationalisation des dynamiques maliennes.

#### 1.4 La guerre civile algérienne et ses conséquences sur le Mali

L'intégration d'entités islamiques dans cette partie du Mali est intrinsèquement liée au soulèvement survenu en Algérie au milieu de la décennie 1990. Ce pays a été le théâtre d'une guerre civile entre l'armée et le GIA (Groupe islamique armé) à partir de 1992. Malgré le fait que le conflit se soit terminé officiellement en 1999, certains combattants du GIA refusaient de jeter les armes. Ils se sont regroupés sous le nom de GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat), une entité fondée par Hassan Hattab et qui milite pour le Qutbism, une branche idéologique du sunnisme qui promeut la propagation du jihad offensif<sup>172</sup>. Malgré le fait que le groupe s'installe définitivement sur le territoire malien vers 2003-2004, déjà à la fin des années 1990 il

---

<sup>170</sup> Claudot-Hawad, H. (2013). La question touarègue : quels enjeux. Dans Galy, M. (dir.), *La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara : enjeux et zones d'ombre*. Paris : La découverte, p. 138.

<sup>171</sup> Lounnas, D. (2012). Al-Qaïda au Maghreb islamique et la crise malienne. *Sécurité globale*, été, p. 49.

<sup>172</sup> Boas, M. et Torheim, L. E. (2013). *Op. cit.* p. 1286.

possédait des bases arrière dans la région. L'augmentation de la pression sur les membres de ce GSPC les aurait incités à utiliser les routes commerciales illicites du Sahara pour se réfugier vers les zones marginalisées du nord-ouest du Mali<sup>173</sup>. Il a fallu attendre 2007 avant que le GSPC devienne officiellement une branche d'Al-Qaïda. Par contre, durant la décennie 2000, les deux entités ont fait preuve d'une certaine loyauté et de collaborations ponctuelles malgré certaines tensions épisodiques.

Pendant les années 2000, ce groupe islamique s'est affairé à tisser des liens avec les populations locales et à s'assurer de développer des canaux financiers. Malgré un manque de racines au Mali, le contexte politique, géographique et social de la région a permis au GSPC de s'y intégrer. En effet, il s'agit d'un territoire vaste, aride et peu peuplé où l'État n'a que peu de présence. À cela s'ajoute d'autres facteurs tels un effondrement de l'économie, une extrême pauvreté et des luttes entre les élites locales<sup>174</sup>. Cette toile de fond favorise un sentiment de délaissement par la population locale qui se retrouve encline à marchander et à créer des liens avec les nouveaux venus d'Algérie. En quelques années, ces arrivants ont réussi à s'implanter dans le décor socio-économique par la participation et la création de trafics illicites, les mariages matrimoniaux avec des locaux et l'achat de loyauté<sup>175</sup>. Sur le plan financier, au-delà de la participation aux différents trafics, le GSPC a aussi rempli ses coffres par la prise d'otage. Par exemple, en 2003, le groupe kidnappe 32 touristes allemands en expédition dans le Sahara, avant de les relâcher plusieurs mois plus tard contre une rétribution monétaire<sup>176</sup>.

Quand le GSPC s'associe officiellement à Al-Qaïda pour devenir AQMI en 2007, il bénéficie de moyens financiers conséquents et de liens significatifs avec plusieurs

---

<sup>173</sup> Lounnas, D. (2012). *Op. cit.* p. 45.

<sup>174</sup> *Ibid.* p. 49.

<sup>175</sup> *Ibid.*

<sup>176</sup> Boas, M. et Torheim, L. E. (2013). *Op. cit.* p. 1287.

populations de la région. Grâce à cette situation, ils ont pu gagner la confiance de la population et mettre en place un réseau pour véhiculer leur vision de l'Islam<sup>177</sup>. Lorsque la crise éclate en 2012, AQMI est bien implanté sur le terrain et possède son propre agenda pour le déroulement des événements.

#### 1.4.1 La chute du régime libyen et l'amorce du conflit malien

La révolution entamée en Libye le 16 février 2011 a été une autre amorce de déstabilisation du Mali et de la région sahélienne en général<sup>178</sup>. Dès le début des affrontements, des rebelles, des pillards et des trafiquants mettent la main sur les nombreuses caches d'armes du régime disséminées sur l'ensemble du territoire et laissée sans surveillance<sup>179</sup>.

Le dimanche 12 juin 2011 au Niger à 80 kilomètres au nord d'Arlit, des éléments de la garde nationale récupèrent ainsi, à l'issue d'un accrochage, deux véhicules 4 x 4 dont l'un contient 640 kilogrammes d'explosifs, 435 détonateurs et 90000 dollars américains destinés, semble-t-il, à être livrés à des membres d'AQMI en échange des quatre otages français toujours retenus depuis leur enlèvement en septembre 2010 à Arlit. Cinq mois plus tard, le 6 novembre, les forces armées nigériennes annoncent la destruction d'un convoi d'armement libyen à destination du Mali<sup>180</sup>.

D'ailleurs, le groupe AQMI a été un des premiers à saisir l'occasion : il dépêche rapidement des éléments qui prennent part au pillage afin de ramener cet arsenal au nord du Mali dans leurs repères<sup>181</sup>. Il est aussi important de souligner que ce dispersement d'armement dans la région sahélienne n'est que la pointe de l'iceberg des troubles engendrés par la chute du régime de Kadhafi.

Le gouvernement libyen avait un effet stabilisateur autant économique que social dans cette région de l'Afrique. L'ancien dirigeant avait poursuivi une politique d'influence sur le continent entre autres par le biais de la Communauté des États

<sup>177</sup> Boas, M. et Torheim, L. E. (2013). *Op. cit.* p. 1287.

<sup>178</sup> Ould Mohamedou, M-M. (2013). *Op. cit.* p. 67.

<sup>179</sup> Chena, S. et Tisseron, A. (2013). Rupture d'équilibres au Mali. *Afrique contemporaine*, 245, p. 72.

<sup>180</sup> *Ibid.* p. 72-73.

<sup>181</sup> Boas, M. et Torheim, L. E. (2013). *Op. cit.* p. 1284.

sahélo-sahariens, une association régionale économique et culturelle, regroupant plus de vingt pays autour de la Libye qui constituait une succursale libyenne pour canaliser les flux financiers, les capitaux et l'aide au développement de la République populaire libyenne<sup>182</sup>. Aussi, plus de 2 millions d'immigrés pour la plupart issus de l'Afrique subsaharienne, travaillaient en Libye et envoyaient de l'argent à leur famille. Ainsi, avec la chute du régime de Kadhafi s'effondrait par le fait même un réseau informel de transfert de fonds. À cela s'ajoute le déplacement massif de ces immigrés, chassés par l'instabilité, les combats et la perte de leur emploi vers leur pays d'origine respectif. Par exemple, durant la révolution libyenne, 87 000 travailleurs sont retournés vers le Tchad et plus de 260 000 vers le Niger<sup>183</sup>.

Un autre point pertinent de la responsabilité des bouleversements libyens sur l'éclosion de la crise malienne est l'effet stabilisateur du régime de la question touarègue au Niger et surtout au Mali. En effet, l'influence régionale de Kadhafi était particulièrement efficace dans les rapprochements entre les rebelles touarègues et les gouvernements des pays concernés. D'ailleurs, en 2009, les pétrodollars du chef libyen ont contribué à régler la rébellion nigérienne<sup>184</sup>. Un autre aspect de cette influence est l'intégration d'éléments touaregs maliens et nigériens dans l'armée qui avait un double avantage : « nouer des allégeances durables renforçant sa politique d'influence dans le Sahel, et enrôler pour ses projets militaires des combattants expérimentés dans la « Légion islamique », puis dans des unités spéciales »<sup>185</sup>. Ainsi, au lendemain du conflit libyen, les groupes touaregs retournent au bercail fort de leur expérience militaire et nourri d'un désir d'émancipation face au gouvernement de Bamako<sup>186</sup>.

La fin du régime de Kadhafi a eu un effet déstabilisateur sur l'ensemble de la région

---

<sup>182</sup> Chena, S. et Tisseron, A. (2013). *Op. cit.* p. 73.

<sup>183</sup> *Ibid.*

<sup>184</sup> *Ibid.*

<sup>185</sup> *Ibid.* p. 74.

<sup>186</sup> Ould Mohamedou, M-M. (2013). *Op. cit.* p. 67.

sahélienne et le Mali n'y a pas échappé. Bien au contraire, ce pays a reçu rapidement les contrecoups des bouleversements de la Libye.

#### 1.4.2 Le radicalisme islamique et la criminalité régionale

À l'aube de l'insertion du GSPC au Mali et avant son intégration dans le regroupement Al-Qaïda, la perception européenne et états-unienne du Sahel se concentre sur la question terroriste. Depuis le 11 septembre 2001, l'importance sécuritaire du contrôle de l'espace sahélien est une préoccupation grandissante<sup>187</sup>. Pour ces observateurs, l'élément essentiel à retenir pour cette zone est qu'elle abrite des groupes criminels mobiles et aguerris possédant des relations avec les populations voire les autorités locales<sup>188</sup>. Ainsi, ce problème est perçu sous un angle de contrôle du territoire et le nord du Mali est graduellement devenu un sanctuaire d'AQMI grâce à la faiblesse sécuritaire étatique de la région.

À travers la décennie 2000, le terrorisme est devenu un enjeu dominant de la zone sahélienne. Par exemple : « dans le cas de la France, cette rhétorique est introduite explicitement pour la première fois le 27 juillet 2010 par le premier ministre François Fillon qui déclare, au lendemain de l'échec de l'opération menée pour libérer l'otage Michel Germaneau (lequel sera exécuté par ses ravisseurs au Mali) : « Nous sommes en guerre contre Al-Qaïda »<sup>189</sup>. La crise qui éclate en janvier 2012 s'inscrit dans cette conception de la région sahélienne de lutte au terrorisme. Sans que les causes connexes ne soient ignorées dans l'explication de la crise, l'importance de faire face à cette menace par le biais d'un renforcement sécuritaire de l'appareil étatique malien occupe une grande place dans les réflexions entourant la crise.

Une autre dimension aux préoccupations liées aux activités de groupes régionaux non

<sup>187</sup> Tisseron, A. (2011). Enchevêtrement géopolitique autour de la lutte contre le terrorisme au Sahara. *Hérotode*, 3(142), p. 99.

<sup>188</sup> *Ibid.* p. 103.

<sup>189</sup> Ould Mohamedou, M-M. (2013). *Op. cit.* p. 65.

étatiques est la vitalité du commerce et des routes commerciales illicites dans le Sahel. Par exemple, le trafic de cigarettes atteint 1 milliard de dollars au début des années 2000, juste pour la zone frontalière Algérie/Mali/Mauritanie. Aussi, le nord du Mali est devenu un carrefour pour le trafic de drogue : juste en 2009, entre 22 et 55 tonnes de cocaïne y ont transité, ce qui est l'équivalent de 1,3 à 5,4 milliards d'euros au détail en Europe<sup>190</sup>. Le commerce illicite et le terrorisme sont indissociables, puisque ce type de criminalité offre des possibilités de financement intéressantes pour les groupes radicaux. Ainsi, les différents acteurs circulant sur le territoire développent différentes relations de proximité et peuvent porter plusieurs chapeaux à la fois.

La tendance est à percevoir ce complexe réseau tentaculaire, informel et comprenant différents acteurs aux intérêts divers comme un bloc étiqueté terrorisme/criminalité auquel il est essentiel d'offrir une résistance. Ainsi, cet aspect de la problématique sahélienne est lui aussi perçu comme la résultante d'une faiblesse sécuritaire des structures étatiques dans le nord du pays.

### 1.5 Le déclenchement de la crise : une offensive coordonnée

L'attaque d'une garnison militaire le 17 janvier 2012 par le MNLA marque le commencement d'une longue période de crise au Mali. Les revendications de ce groupe touareg se concentrent principalement autour de l'indépendance de l'Azawad avec une base laïque et pluricommunautaire<sup>191</sup>. Ce qui pouvait faire croire à une résurgence des aspirations autonomistes s'est rapidement complexifié par la participation de plusieurs acteurs. En effet, la scène du nord Mali est devenue, en quelques semaines à peine, fort complexe à analyser, entre les actions du MNLA, celle de la formation islamiste d' Iyad Ag Ghaly, Ansar Eddine, les exactions

<sup>190</sup> Giraud, G. (2013). Cinquante ans de tensions dans la zone sahélo-saharienne. Dans Galy, M. (dir.), *La guerre au Mali*. Paris : Éditions la découverte, p. 32-33

<sup>191</sup> Claudot-Hawad, H. (2013). *Op. cit.* p. 129.



d'AQMI et l'apparition d'une branche dissidente d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, le MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest). Ainsi, bien que les rébellions précédentes ont eu un impact sur la formation des bouleversements contemporains, cette crise se démarque des perturbations ayant secoué le Nord précédemment. En effet, elle se démarque d'une part par la capacité militaire des rebelles appuyés par les ressources libyennes et d'autre part sur le plan idéologique<sup>192</sup>.

La dimension idéologique occupe une place significative dans la compréhension de la crise débutant en 2012. Tout d'abord, les exigences du MNLA démontrent une radicalisation des positions chez le regroupement touareg. Depuis la fin des années 1990, il a été possible de constater un essoufflement du mouvement indépendantiste au profit de revendications autonomistes principalement basées sur des demandes matérielles<sup>193</sup>. Les objectifs du MNLA ouvertement indépendantiste, démontrent une radicalisation idéologique d'une frange de la population touarègue de la région. Aussi, la diversification des entités présentes sur le territoire contribue à brouiller les cartes. Le groupe Ansar Eddine possède des racines maliennes, mais milite pour une imposition de la Charia sur le territoire plutôt que pour une indépendance pure et simple. Aussi, la participation de groupes islamistes aux racines régionales vient complexifier la lecture de la situation. En effet, la coopération entre les différents acteurs est indéniable, malgré qu'il soit difficile d'établir clairement les modalités de leurs associations. La seule bataille que le MNLA a menée et gagnée sans aucune aide est celle de Ménaka le 17 janvier 2012<sup>194</sup>.

Durant les premiers mois de la rébellion, cette coalition informelle entre les différents groupes présents au Nord-Mali a permis une série de victoires face à une armée qui

---

<sup>192</sup> Lecocq, B., Mann, G., Whitehouse, B., Badi, D., Pelckmans, L., Belalimat, N., Hall, B. et Lacher, W. (2013). *Op. cit.* p. 348.

<sup>193</sup> Boilley, P. (2013). *Op. cit.* p. 161.

<sup>194</sup> Lecocq, B., Mann, G., Whitehouse, B., Badi, D., Pelckmans, L., Belalimat, N., Hall, B. et Lacher, W. (2013). *Op. cit.* p. 349.

offrait peu de résistance. Entre janvier et avril 2012, ils ont réussi à prendre contrôle des trois régions du nord, Tombouctou, Gao et Kidal. Par contre, à partir d'avril les relations entre les différents acteurs locaux se sont complexifiées. Dès le 2 avril, 4 jours avant la déclaration de l'indépendance de l'Azawad, les groupes islamiques disputaient le contrôle des territoires conquis par les groupes nationalistes. Le 27 juin 2012, suite à une série de combats, les islamistes prenaient possession de la ville de Gao et, par le fait même, le contrôle de toute la région<sup>195</sup>. Rapidement, les groupes nationalistes ont perdu le contrôle du territoire au profit des différentes entités islamiques. Ainsi, la participation indéniable de cellules d'Al-Qaïda ne doit pas pour autant faire oublier la dimension indépendantiste de la rébellion. Malgré le fait que la question de l'islamisme salafiste soit devenue un enjeu important dans le conflit, surtout en prenant en considération qu'il s'agissait d'un courant marginal au Mali il y a quelques années à peine, les revendications touarègues restent une variable à ne pas négliger. Bien que cette question ait été évacuée durant la première année de la crise de 2012, les diverses tensions liées à la gestion politique des régions administratives de Gao, Tombouctou et Kidal démontrent l'enracinement des ambitions autonomistes et indépendantistes dans cette partie du pays.

#### 1.5.1 L'État en perte de contrôle

Les affrontements violents au nord du pays n'auront pas été sans répercussion sur le gouvernement central. Durant les premières semaines de la crise, la réponse d'ATT a été plutôt faible, ce qui a contribué aux nombreuses défaites de l'armée. Un des cas notables de cette période est la défaite de Aguelhok où une douzaine de soldats ont eu la gorge tranchée après avoir capitulé<sup>196</sup>. L'équipe d'ATT préfère se concentrer sur

---

<sup>195</sup> Fédération internationale de la ligue des droits de l'Homme. (juillet 2012). *Crimes de guerre au Nord-Mali*. Paris, p. 4.

<sup>196</sup> Lecocq, B., Mann, G., Whitehouse, B., Badi, D., Pelckmans, L., Belalimat, N., Hall, B. et Lacher, W. (2013). *Op. cit.* p. 346.

les élections à venir à la fin mars de la même année, et peu d'énergie est allouée au conflit malgré les défaites qui se multiplient. Cette déficience dans la gestion des troubles fait monter la grogne parmi la population du sud du pays, particulièrement chez les familles des soldats. Cette rage en a poussé certains à attaquer les maisons et les commerces de Touaregs et d'Arabes à Bamako et dans la ville de Kati. Aussi, la gestion d'Amadou Toumani Touré est remise en question par plusieurs. L'équipe du président est soupçonnée de collusion avec les narcotrafiquants. Quant à ATT, il est accusé de ne pas fournir l'équipement nécessaire à l'armée pour face à la crise, en plus de certaines rumeurs qui soutiennent qu'il appuie les rebelles<sup>197</sup>. Peu importe le degré de véracité de ces allégations, il ressort sans aucun doute que ce gouvernement en fin de mandat était en perte de légitimité.

Durant la nuit du 21 au 22 mars 2012, une mutinerie dans la ville de Kati, en périphérie de Bamako, évolue en un putsch improvisé mené par le capitaine Amadou Haya Sanogo.

By the time of the coup Touré had lost nearly all legitimacy in the eyes of everyday Malians. Touré's 'rule by consensus' had become a mere euphemism for absolute rule with checks and balances existing only on paper while journalists and others were afraid to challenge the president's agenda. Meanwhile, the perception in Bamako was widespread that Touré's aversion to conflict extended to all areas of politics, rendering him unwilling to enforce the rule of law or to punish venality among those close to him<sup>198</sup>.

Ainsi, la crise qui sévit au nord est un élément déclencheur de cette perturbation, mais l'essoufflement du régime d'ATT tire ses origines d'avant cette période. Ce renversement du gouvernement a ouvert la porte à une lutte pour le contrôle des institutions étatiques. Pendant un bref moment, le CNRDRE (Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État), avec le capitaine Sanogo comme président, a été aux commandes du pays à l'époque du putsch. Face à la pression internationale et à des négociations avec la Cédéao et le Burkina Faso, le 12

<sup>197</sup> Lecocq, B., Mann, G., Whitehouse, B., Badi, D., Pelckmans, L., Belalimat, N., Hall, B. et Lacher, W. (2013). *Op. cit.* p. 346.

<sup>198</sup> *Ibid.* p. 347.

avril 2012, le président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, devient le président par intérim du Mali. Malgré cette stabilisation, la classe politique avec Traoré à sa tête refuse de collaborer avec les militaires responsables du coup d'État. Dans la foulée de cette décision, des individus s'infiltrèrent dans la résidence de Traoré grâce à l'aide de ses propres gardiens de sécurité et le battent en le laissant pour mort<sup>199</sup>. À la suite de cette attaque, le président est évacué à Paris ce qui a contribué à complexifier les rapports de forces à Bamako. Une triangulation du pouvoir s'opère lorsque le premier ministre Cheikh Modibo Diarra remplace momentanément le leader par intérim. D'une part, une partie de l'armée reste fidèle au capitaine Sanogo, d'autre part, Diarra ne réussit pas à unifier le pouvoir politique sous son autorité<sup>200</sup>. Pendant que les élites politiques de Bamako se déchiraient entre les partisans de Sanogo et ceux de Dioncounda Traoré, ils laissent les coudées franches aux groupes armés au nord du pays<sup>201</sup>. Cette période de flottement politique où la scène nationale s'est divisée entre pro et anti-putschistes a facilité la prise du Nord par les mouvements rebelles et islamistes. Ainsi, ce renversement du gouvernement qui avait été justifié par un discours de retour à la prise de contrôle du territoire a plutôt favorisé une tendance inverse.

Le coup d'État dont a été victime le régime d'ATT et les conséquences qui en ont découlé ne doivent pas être pris comme un tout avec les bouleversements qui secouent le nord du pays. Les événements de la première moitié de 2012 se déroulant à Bamako ont été déclenchés par la rébellion, mais le contenu de la lutte n'a que peu de liens avec le Nord. Il s'agit, d'abord et avant tout, d'une tentative de contrôle du pouvoir par différentes élites du Mali. D'un côté, le capitaine Sanogo et ses partisans, regroupés sous une bannière appelée la Junte, se positionnent comme l'alternative à un système démocratique exsangue où les retours d'ascenseur et la corruption sont

---

<sup>199</sup> Lecocq, B., Mann, G., Whitehouse, B., Badi, D., Pelckmans, L., Belalimat, N., Hall, B. et Lacher, W. (2013). *Op. cit.* p. 347.

<sup>200</sup> *Ibid.*

<sup>201</sup> International Crisis Group. (18 juillet 2012). *Mali: éviter l'escalade*. Rapport Afrique 189, p.22

des modes de gestion routiniers. La Junte ne trouve pas seulement des adeptes chez les militaires, mais aussi chez les petits partis, qui avaient jusqu'à maintenant, peu de visibilité. Pour ces joueurs marginaux, il s'agit d'une opportunité pour une ascension rapide dans la chaîne alimentaire politique<sup>202</sup>. De l'autre côté, les partis politiques dominants se mobilisent contre la CNRDRE : « poids lourds de l'élection avortée, ils ont tout à perdre du coup d'arrêt imposé à la démocratie et de la stigmatisation d'un régime auquel ils ont participé »<sup>203</sup>. Ces acteurs réunis sous le Front uni pour la sauvegarde de la république et de la démocratie organisent des réunions et des dénonciations contre les exactions de la Junte<sup>204</sup>. Ainsi, les bouleversements de Bamako ne sont pas circonscrits à la question sécuritaire et concernent aussi une lutte politique qui démontre l'essoufflement démocratique du Mali provoqué en partie par des politiciens de carrière qui s'agrippent au pouvoir. Graduellement, Dioncounda Traoré réussit à obtenir suffisamment de légitimité pour stabiliser les structures institutionnelles. Malgré tout, cette période de troubles a laissé les coudées franches aux différents dissidents installés au Nord en plus de complexifier les négociations concernant une possible intervention régionale.

### 1.5.2 Les débats houleux d'une future intervention

Durant la deuxième moitié de l'année 2012, les groupes islamiques instaurent la Charia sur la région et malgré sa faiblesse, le MNLA possédait tout de même une certaine stature politique. Au niveau national, les jeux de pouvoir n'ont fait qu'embourber la situation. Le président par intérim, la junte militaire et le premier ministre Cheick Modibo Diarra étant incapables de s'entendre sur la façon d'intervenir et les moyens pour y arriver, la majorité des discussions avec les forces

---

<sup>202</sup> Siméant, J. et Traoré, L. (2012). Mali : Le putsch et le Nord vu de Bamako. *SciencesPo/CERI*. Récupéré de <http://www.sciencespo.fr/ceri/>, p. 6.

<sup>203</sup> *Ibid.*

<sup>204</sup> *Ibid.*

régionales ont été monopolisées autour de cette question plutôt que sur la question politique et la possibilité de futures négociations<sup>205</sup>. D'ailleurs, le Conseil de sécurité (particulièrement les États-Unis) se questionnait sur la validité d'une intervention sans avoir préalablement tenté une alternative diplomatique. Dans la foulée de ces discussions, la Cédéao se questionnait sur sa capacité à envoyer des troupes sur le sol malien pour stabiliser la région. Malgré tout, le 4 novembre 2012 des experts de la Cédéao, de l'ONU, de l'UA et de l'UE ont adopté le *joint strategic concept of operations* qui mettait la table à une intervention de forces ouest-africaines au Mali. Ainsi, la Cédéao annonçait qu'elle déploierait 3300 soldats sur le terrain, ce qui était déjà à l'époque considéré comme insuffisant pour mener à bien une reprise du nord<sup>206</sup>.

Malgré cette prédominance de la question de l'intervention dans les débats, des négociations avec les rebelles avaient tout de même lieu. Durant les trois derniers mois de 2012, le leader de la médiation Blaise Compaoré (président du Burkina Faso) dirigeait une série de négociations avec certains acteurs sur le terrain. À la suite de plusieurs rencontres, les délégations du MNLA, d'Ansar Eddine et de représentants du gouvernement aboutissent à une entente sur la mise en place d'un cadre pour un dialogue inter-malien basé sur l'unité nationale, l'intégrité territoriale, la liberté religieuse et le rejet de l'extrémisme. Pourtant, il était clair que chacun des partis doutait de la réussite possible de cette entreprise. Sur la scène internationale, de nombreuses réserves étaient exprimées sur l'efficacité d'une intervention et de l'impact qu'elle pourrait avoir sur le processus politique. Malgré tout, le 20 décembre 2012, le Conseil de sécurité adoptait la résolution 2085 qui approuvait le déploiement d'une Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA)<sup>207</sup>. Ainsi, la deuxième moitié de l'année 2012 a été moribonde. Les discussions entourant

---

<sup>205</sup> International Crisis Group. (11 avril 2013). *Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur*. Rapport Afrique 201, p. 2.

<sup>206</sup> International Crisis Group. (11 avril 2013). *Op. cit.* p. 2-3.

<sup>207</sup> *Ibid.* p. 3.

une possible intervention sont lentes et le désir de laisser la question entre les mains des acteurs régionaux est palpable. Parallèlement, sur le terrain, la situation est peu reluisante, les différents groupes rebelles contrôlent le Nord pendant que les débats font rage à Bamako entre les différents aspirants au pouvoir.

À ce stade, il est possible de constater que la crise qui secoue le Mali depuis janvier 2012 comprend de nombreuses facettes et surtout, ne se concentre pas qu'au nord du pays. Tout d'abord, la rébellion amorcée au début de l'année comporte une mixité d'acteurs aux ambitions et aux intérêts divers. Les échanges et les ententes tacites auxquelles ils s'adonnaient même avant le début des hostilités ne doivent pas faire perdre de vue cette diversité. D'ailleurs, une des particularités de cette crise concerne ce point. Cette partie du Mali abrite différentes populations depuis longtemps, mais l'intégration d'entités aux ambitions internationales n'a débuté qu'environ une décennie avant la crise, de même que la présence du courant salafiste. Ces nouvelles données s'ajoutent aux revendications touarègues liées à l'autonomisation de Gao, Tombouctou et Kidal. Ensuite, le coup d'État qui a ébranlé la structure politique nationale ne consiste pas en un soubresaut de la vie démocratique du pays, mais démontre plutôt une sclérose des habitudes institutionnelles. Malgré le fait qu'une armée déficiente a été un des éléments déclencheurs du coup d'État, le confiner à une lacune sécuritaire met de côté un malaise politique plus profond.

#### 1.6 En conclusion

Il est indéniable que la crise malienne, commençant en 2012, s'inscrit dans la continuité de l'histoire politique moderne du pays. La construction démocratique, débutant avec la nouvelle constitution de 1991, a amorcé diverses transformations avec des répercussions encore palpables deux décennies plus tard. Les différentes dimensions de ce conflit touchent à une multiplicité de facettes de la société malienne. Chacune d'elle doit être prise en considération dans l'analyse des

bouleversements, mais aussi dans la réflexion entourant le processus de retour à la paix.

Le gouvernement issu du nouveau processus démocratique en pleine rébellion au nord du pays a brièvement fait souffler un vent d'espoir chez certains leaders touaregs. Le Pacte national, conséquence de longues négociations, laissait croire à une implication accrue de l'État central dans les régions administratives de Kidal, Gao et Tombouctou, en plus d'une plus grande autonomie dans la gestion des affaires publiques par un processus de décentralisation déployé sur l'ensemble du territoire. Le réveil n'a été que plus brutal lorsqu'il a été possible de constater une lenteur, voir une stagnation dans l'application des mesures proposées dans le Pacte national. La rareté des ressources injectées au Nord et la faiblesse de son intégration politique ont contribué à marginaliser cette périphérie du Mali. Cet état de fait a participé à entretenir des frustrations de la part des populations et de certaines élites locales par rapport au gouvernement central. Aussi, cette rareté a provoqué un accaparement des ressources matérielles et administratives par un nombre restreint de leaders locaux afin d'asseoir leur domination au Nord. De plus, ces rapports clientélistes ont eu des répercussions importantes sur l'évolution des rapports de force entre les acteurs locaux dominants des régions de Gao, Tombouctou et Kidal.

La rébellion des années 1990 et son règlement ont provoqué d'importantes transformations dans les relations entre les élites locales. Les leaders rebelles étaient tous relativement jeunes et aspiraient à un rejet des hiérarchies traditionnelles au profit de relations plus égalitaires. Ces idéaux ont été de courte durée et se sont effondrés avant même la fin du conflit. La fin des affrontements et la période suivante ont été un moment de divisions entre les anciennes élites et les nouveaux aspirants au pouvoir. Ce bouleversement dans les rapports de force de la région est un élément clé dans la formation de la crise qui est survenue en 2012. Le contexte de rareté des ressources a contribué à exacerber les tensions entre les différents acteurs sur le



terrain. Le contrôle des ressources gouvernementales par une minorité en plus de favoriser un mécontentement chez les marginalisés, les a poussés vers des formes de pouvoirs alternatifs souvent liées au commerce illicite. Ce phénomène a contribué à la résurgence d'anciennes routes de commerce à travers le Sahara et, par le fait même, une compétition pour leur contrôle. L'intégration de groupes islamistes tel AQMI, anciennement le GSPC, au nord du Mali a contribué à exacerber les tensions entre les élites locales et à brouiller les cartes pour une compréhension des logiques de pouvoir de cette partie du pays. L'entêtement des différents gouvernements à marginaliser le nord et le clientélisme qui en a découlé, la rébellion de 2006 et la chute du régime de Kadhafi ont tous été des facteurs de déstabilisation.

La crise de janvier 2012 a été soudaine et brutale et peu d'observateurs auraient pu prédire ces événements. Loin d'être confinée à une crise sécuritaire provoquée par l'intégration de groupes islamiques, ces bouleversements renvoient à une série d'enjeux nationaux qui découlent de lacunes et de négligences dans la routine malienne. Les attaques au Nord, dès janvier 2012 et les mois suivants, combinent un amalgame de groupes allant des indépendantistes laïques, tel le MNLA, aux entités islamiques, tel AQMI. D'une part, cette diversité complexifie la compréhension de la crise, car il n'est pas toujours évident de schématiser les acteurs participants, leurs ambitions et leurs alliances souvent ponctuelles. D'autre part, il devient plus difficile de définir une stratégie d'intervention adaptée à la réalité du conflit. En plus des violences dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal, le coup d'État du 22 mars 2012 et les luttes politiques qu'il a provoquées étendent la crise à l'ensemble du pays. En effet, cette chute du gouvernement d'ATT a pour élément déclencheur les troubles du Nord, mais il est, en réalité, le symbole d'un malaise politique plus profond. Sous un couvert de démocratie saine, la vie institutionnelle du Mali se sclérose rapidement après sa transformation issue de la nouvelle constitution de 1991. Le manque de moyens et aussi d'ambitions à attaquer de front certains enjeux majeurs de la société malienne a contribué à lentement gruger la légitimité des gouvernements des deux

dernières décennies, particulièrement celle du régime d'ATT. Le coup d'État qui survient en mars 2012 n'est pas que le fruit des ambitions de Sanogo et son équipe à prendre le pouvoir. Les mois précédents ce bouleversement, la légitimité du président était à son plus bas et ATT s'acharnait à orchestrer une sortie sans éclaboussures à la fin de son deuxième mandat. Ainsi, la réflexion sur la reconstruction politique malienne doit dépasser une simple tentative de remettre le processus électoral sur les rails. Les maux qui habitent la vie institutionnelle du pays sont plus profonds et renvoient directement à une classe politique qui ne se renouvelle pas malgré les alternances de présidents. Appréhender la crise sous le seul spectre d'un enjeu sécuritaire isole une série de variables essentielles à sa compréhension et surtout, à son règlement.

## CHAPITRE II

### LES OBJECTIFS ET LE DÉPLOIEMENT DE L'OPÉRATION SERVAL ET DE LA MINUSMA : UNE PREMIÈRE ANNÉE SOUS LE SIGNE DE LA STABILISATION

## 2.1 Introduction

L'année 2013 en est une de transformation dans les dynamiques locales du conflit, mais aussi dans l'attitude et les actions des intervenants internationaux. Durant la deuxième moitié de 2012 s'était installée une forme de statu quo où les trois régions administratives du nord étaient relativement laissées à elles-mêmes par l'absence de l'armée malienne. Ainsi, les différents groupes islamistes présents sur le territoire avaient les coudées franches. Aussi, malgré une stabilisation des luttes de pouvoirs à Bamako, la légitimité du président par intérim Dioncounda Traoré restait contestée. Pour ce qui est des interventions, le 20 décembre 2012, le Conseil de sécurité autorise la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali) par la résolution 2085. Cette mission sous conduite de l'Union africaine avec l'appui de la Cédéao avait pour mandats principaux de soutenir les militaires maliens, à reprendre le contrôle du nord du pays et à sécuriser les institutions politiques du pays<sup>208</sup>. Ainsi, l'intervention était laissée entre les mains des acteurs régionaux avec un appui indirect de l'UE dans le cadre de la EUTM (Mission de formation de l'Union européenne au Mali). Cette absence de participation directe de la part des partenaires européens a été de courte durée, et dès janvier 2013, les dynamiques liées aux interventions internationales se métamorphosent sensiblement en conséquence d'une avancée des troupes djihadistes dirigé par Iyad Ag Ghali vers le sud du pays. Le 11 janvier, la France se déploie au Mali dans le cadre de l'opération Serval, et seulement six mois plus tard, l'ONU fait de même sous la forme de la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali). Bien que la résolution 2085 n'ait pas autorisé l'intervention française, elle lui a pavé la voie en créant un consensus international sur la nécessité de s'occuper du problème sécuritaire du Mali<sup>209</sup>.

<sup>208</sup> Conseil de sécurité. (20 décembre 2012). *Résolution 2085*. S/RES/2085, p. 3-6.

<sup>209</sup> Boeke, S. et Schuurman, B. (2015). Operation Serval : A Strategic Analysis of the French Intervention in Mali, 2013-2014. *Journal of Strategic Studies*, 38(6), p. 809.

L'objectif de ce chapitre est de se concentrer sur les détails entourant ces deux missions. La rapidité avec laquelle se sont métamorphosées les dynamiques d'interventions mérite que l'on s'y attarde. Aussi, les objectifs et les détails des déploiements sont d'un intérêt particulier pour la suite de cette analyse sur les développements liés au processus de paix. Ainsi, la compréhension des objectifs des intervenants permet d'une part de faire ressortir leurs priorités et d'autre part, cela permet d'interpréter les intentions derrière leurs actions sur le terrain.

Ce chapitre se penche sur l'opération Serval débutant le 11 janvier 2013. Il s'agit en quelque sorte du premier pas en matière d'intervention directe française sur le territoire malien en ce qui a trait à cette crise. La première partie de cette section décortique les objectifs principaux liés à cette mission déployée suite à un brusque revirement de situation. En effet, alors que durant la fin de l'année 2012 le président Hollande répétait que la France n'engagerait pas de troupe au sol et que l'intérêt pour les bouleversements maliens restait faible pour le Conseil de sécurité, l'Union européenne et les Etats-Unis. Il est donc intéressant de comprendre le contexte d'un renversement si rapide de cette attitude. De plus, cette analyse permet de faire ressortir les priorités qui sous-tendent cette intervention, et par le fait même, elle permet de mieux comprendre les actions de cette mission. Pendant le déroulement de Serval se prépare un déploiement de l'ONU prévu le 1<sup>er</sup> juillet de la même année, sujet de la deuxième section de ce chapitre.

L'arrivée de la MINUSMA sur le territoire malien s'inscrit dans une logique de répartition des tâches avec l'opération Serval<sup>210</sup>. Alors que la mission française participe à restaurer la souveraineté de l'État sur l'entièreté de son territoire par une méthode militaire en s'attaquant aux entités considérées comme hostiles, la présence

---

<sup>210</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. (2014). Faire la guerre pour un Mali démocratique : l'intervention militaire française et la gestion des possibilités politiques contestées. *Revue canadienne de science politique*, 47(3), p. 604.

onusiennne s'affaire à patrouiller les territoires reconquis, à stabiliser le conflit par un appui à l'élection présidentielle et à la table de négociation. Tout comme pour l'opération française, la première partie de cette section se concentre sur les objectifs de la mission afin de faire ressortir les priorités onusiennes. Leur compréhension permet une meilleure analyse du déploiement de la MINUSMA. L'analyse contenue dans cette section est la porte d'entrée idéale pour une étude des mécanismes de négociation de paix.

À ce stade, il s'agit de comprendre les différents mécanismes déployés depuis 2013 et la place qu'occupent les intervenants internationaux dans ceux-ci. Cela permet de mettre la table à une analyse en profondeur des conséquences du déploiement international sur les possibilités politiques pour la paix au Mali, sujet central du troisième chapitre de ce mémoire. Ainsi, la présentation de ces deux interventions au Mali permet de vérifier les liens et/ou les décalages entre la construction de la crise depuis les dernières décennies et les solutions proposées dans les deux missions.

## 2.2 L'opération Serval : la France à la rescousse de l'État malien

L'intervention française au Mali le 11 janvier 2013 a été une surprise pour la plupart des analystes et observateurs de la scène malienne<sup>211</sup>. Une part de cet étonnement a été causée par un revirement à 180 degrés de la position de la France pour un déploiement direct sur le territoire. Durant l'automne 2012, le président Hollande a évoqué à maintes reprises que son gouvernement n'engagerait pas de troupes au sol<sup>212</sup>. L'élément déclencheur utilisé pour justifier ce revirement a été une offensive sur deux axes dirigés vers le sud le 7 et 8 janvier par Iyad Ag Ghali<sup>213</sup>. Alors que la France affirme que ces attaques avaient pour objectifs d'atteindre Bamako, il est en

<sup>211</sup> Gaulme, F. (2013). Intervenir au Mali : le retour du politique. *Études*, 5(148), p. 583.

<sup>212</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. (2014). *Op. cit.* p. 601.

<sup>213</sup> D'Evry, A. (juillet 2015). L'opération Serval à l'épreuve du doute: vrais succès et fausses leçons. *Laboratoire de recherche sur la défense*, Focus stratégique 59, p. 21.

réalité peu probable que ce soit le cas. En effet, les forces rebelles sont peu nombreuses, et il est difficile de croire qu'ils leur auraient été possible de prendre et surtout de garder le contrôle de cette ville de deux millions d'habitants<sup>214</sup>. Ainsi, même si cet événement soudain a pu participer à motiver le président Hollande à déployer des troupes françaises au sol, il est préférable de mieux saisir les objectifs de la France pour identifier les priorités de cette intervention.

### 2.2.1 Les objectifs de l'opération Serval

L'année 2013 a été marquée par une délimitation restreinte du conflit malien. En effet, sauf quelques exceptions, la crise a été identifiée par les experts comme un problème de menace islamique en Afrique<sup>215</sup>. La prise d'otage en Algérie sur l'installation pétrolière In Amenas a contribué à confirmer selon plusieurs que le conflit malien était lié à la menace mondiale Al-Qaïda et que le faible contrôle du Sahel par les différents États de la région représentait un danger pour les intérêts occidentaux<sup>216</sup>. D'ailleurs, suite à un conseil restreint de la défense le 11 janvier, le président Hollande donne des objectifs militaires très clairs à ses soldats : « Stoppez l'ennemi, aidez le gouvernement malien à reconquérir le pays, détruisez les terroristes [...] cherchez les otages et préservez-les bien sûr en cas d'opérations à proximité »<sup>217</sup>. Malgré la complexité de la crise malienne, l'opération Serval se concentre sur une seule dimension, aider l'État malien à combattre la menace islamiste qui sévit au Sahel.

Plus précisément, l'intervention française au Mali se divise en trois objectifs précis. Premièrement, l'armée doit : « [aider les forces armées et de sécurité du Mali (FAMA)] à arrêter la progression des groupes terroristes et à les repousser tout en

---

<sup>214</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. (2014). *Op. cit.* p. 601-602.

<sup>215</sup> *Ibid.* p. 602.

<sup>216</sup> *Ibid.*

<sup>217</sup> D'Evry, A. (2015). *Op. cit.* p. 22.

assurant la sécurité des populations civiles »<sup>218</sup>. Ce premier point met de l'avant une priorité de la France pour la question terroriste et le désir d'y faire face par l'utilisation de la force militaire. D'ailleurs, l'utilisation par les autorités françaises de la terminologie de la guerre au terrorisme inspirée par l'ancien président des États-Unis Georges W. Bush contribue à la construction d'une vision où la crise représente une menace pour la sécurité européenne et africaine<sup>219</sup>. Pourtant, malgré le discours dominant à cette époque sur la menace globale des rebelles islamistes, la situation s'imbrique dans des dynamiques spécifiques à la société malienne<sup>220</sup>. L'évolution des troubles en ce début d'année 2013 était loin d'être concentré autour du terrorisme. Les 9 et 10 janvier, la situation était tendue, à Bamako, certains mouvements politiques demandaient la création d'une plate-forme nationale et souveraine pour la transformation du Mali<sup>221</sup>. De plus, ces groupes exigeaient la démission du président intérimaire et selon certains observateurs, un climat insurrectionnel baignait la capitale<sup>222</sup>. Ainsi, par son appui aux forces armées maliennes dans ce contexte d'instabilité politique du gouvernement intérimaire, la France vient démontrer un désir de maintenir en place le gouvernement, et ce malgré une certaine tension liée à sa légitimité.

Le deuxième objectif de l'opération Serval consiste à : « aider le Mali à recouvrer son intégrité territoriale et sa souveraineté »<sup>223</sup>. Dans un premier temps, la raison évoquée pour expliquer cette intervention est la protection d'un partenaire africain<sup>224</sup>. D'ailleurs, la demande du président intérimaire pour une assistance militaire et la résolution 2085 de l'ONU sont utilisées par la France pour justifier légalement son

<sup>218</sup> Ministère de la défense français. (25 novembre 2013). Présentation de l'opération. Récupéré de <http://www.defense.gouv.fr/operations/autres-operations/operations-achevees/operation-serval-2013-2014/dossier/presentation-de-l-operation>.

<sup>219</sup> *Ibid.*

<sup>220</sup> *Ibid.*

<sup>221</sup> *Ibid.*

<sup>222</sup> *Ibid.*

<sup>223</sup> Ministère de la défense français. (25 novembre 2013). *Op. cit.*

<sup>224</sup> Bergamaschi, I. (2013). French Military Intervention in Mali: Inevitable, Consensual yet Insufficient. *Stability: International Journal of Security and Development*, 2(2), p. 7.



déploiement au Mali<sup>225</sup>. De plus, l'article 51 de la Charte de l'ONU évoquant le principe de légitime défense est aussi utilisé dans l'argumentation française<sup>226</sup>. En ce qui a trait à la résolution 2085, il s'agit d'une argumentation ambiguë puisque les Nations Unies autorisent le déploiement d'une force *africaine* au Mali<sup>227</sup>. Aussi, les autorités françaises s'appuient sur le scénario proposé par le gouvernement intérimaire étant qu'une intervention militaire de l'ancien pouvoir colonial du Mali était l'option la « moins mauvaise » pour sauvegarder la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du pays<sup>228</sup>. « Bien que les autorités par intérim ne jouissaient pas d'une légitimité démocratique complète – précisément parce qu'elles n'avaient pas été élues – la notion d'intervention consensuelle sembla garantie par le fait que M. Traoré avait fait appel au soutien de la France »<sup>229</sup>.

Le troisième objectif de l'opération Serval consiste à « faciliter la mise en œuvre des décisions internationales en permettant le déploiement rapide de deux missions internationales complémentaires : la mission internationale de soutien au mali (MISMA) et la mission de formation de l'armée malienne de l'Union européenne (EUTM) »<sup>230</sup>. De cet objectif ressort « une caractéristique surprenante de l'Opération Serval [qui] est d'apparaître comme une sorte de « plan B », lancé par défaut et dans l'urgence après des mois de préparation d'une tout autre option, l'engagement de forces africaines avec soutien logistique français et européen et sous mandat de l'ONU (action offensive du Chapitre VII de la Charte) »<sup>231</sup>. Ce sentiment de précipitation dégagée par le lancement de cette opération est en partie le résultat d'une divergence dans les possibilités d'actions chez les intervenants potentiels. Malgré un consensus international autour d'un déploiement offensif pour reconquérir

<sup>225</sup> Boeke, S. et Schuurman, B. (2015). Operation Serval : A Strategic Analysis of the French Intervention in Mali, 2013-2014. *Journal of Strategic Studies*, 38(6), p. 813.

<sup>226</sup> Bergamaschi, I. (2013). *Op. cit.* p. 7-8.

<sup>227</sup> *Ibid.* p. 8.

<sup>228</sup> *Ibid.* p. 7.

<sup>229</sup> *Ibid.* p. 8.

<sup>230</sup> Ministère de la défense français. (25 novembre 2013). *Op. cit.*

<sup>231</sup> Gaulme, F. (2013). *Op. cit.* p. 585.

le nord du Mali, certaines voix dissonantes, telle l'Algérie, s'élevaient pour prioriser une solution diplomatique<sup>232</sup>. De même, l'ONU n'envisageait pas une intervention armée avant le deuxième trimestre de l'année 2013<sup>233</sup>. La France quant à elle accumulait les frustrations depuis plusieurs mois par le manque d'intérêt du Conseil de sécurité, des États-Unis et de l'Union européenne pour le déploiement de troupes africaines sur le territoire dans un délai qu'elle considérait raisonnable<sup>234</sup>. Ainsi, l'armée française était la mieux positionnée pour amorcer rapidement des actions directes sur le territoire malien.

#### 2.2.2 Le déploiement de l'opération Serval

À peine cinq heures après la décision du Président Hollande de déployer l'opération Serval, les forces spéciales, leurs hélicoptères et l'armée de l'Air entraient en action<sup>235</sup>. Cette mission française s'est déroulée en quatre différentes phases.

La première phase de l'opération Serval a consisté en une action conjuguée entre les forces spéciales et des frappes de l'armée de l'Air afin de stopper le plus rapidement possible les forces djihadistes et de les priver de leur chaîne logistique<sup>236</sup>. Cette première étape présentée comme une réaction légitime à un problème de sécurité a été considérée comme un succès et elle a profité d'un taux d'approbation élevé par les partenaires internationaux et les médias<sup>237</sup>. Le 28 janvier 2013, la boucle du Niger était considérée comme libérée par les intervenants français, ce qui justifiait un certain enthousiasme sur l'efficacité de la mission<sup>238</sup>. Ainsi, le 2 février 2013, dans un geste hautement politique, le président Hollande se rend au Mali pour consacrer la réussite

<sup>232</sup> Gaulme, F. (2013). *Op. cit.* p. 585.

<sup>233</sup> *Ibid.*

<sup>234</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. (2014). *Op. cit.* p. 601.

<sup>235</sup> D'Evry, A. (2015). *Op. cit.* p. 22.

<sup>236</sup> *Ibid.*

<sup>237</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. (2014). *Op. cit.* p. 602-603.

<sup>238</sup> D'Evry, A. (2015). *Op. cit.* p. 22.

de la première partie de l'opération Serval<sup>239</sup>. Cet emballement face aux actions des premières semaines est quelque peu exagéré. L'avancée des forces rebelles vers le sud était certes surprenante, mais le faible nombre de combattants rendait peu probable la prise de Bamako par les djihadistes<sup>240</sup>. Aussi :

[L]e mandat de la destruction des organisations ennemies se limitait alors à la disparition d'Ansar Eddine, l'organisation radicale touarègue. Les trois autres mouvements djihadistes – le Mouvement pour l'unicité du jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et les signataires par le sang de Mokhtar Belmokhtar – conservaient encore la majeure partie de leur potentiel, en dépit des frappes aériennes<sup>241</sup>.

Par contre, sur le plan politique, les actions françaises ont eu un impact significatif au Mali. En effet, les membres du gouvernement intérimaire ayant des difficultés à asseoir leur légitimité ont capitalisé sur le discours de la menace islamique afin d'obtenir un soutien international<sup>242</sup>. D'ailleurs, cet appui aux représentants officiels du pouvoir se ressent durant l'ensemble de l'opération.

La deuxième phase de Serval débute le 24 janvier 2013 et elle consistait à la poursuite du déploiement français avec l'arrivée graduelle des forces conventionnelles au Mali<sup>243</sup>. La présence au sol des troupes françaises atteint 3820 soldats à la fin février, ce qui représente 73% des forces terrestres de Serval durant cette période et dépasse le plus fort niveau atteint lors de l'intervention en Afghanistan<sup>244</sup>. De plus, les actions de cette phase sont concentrées à libérer les villes principales face à un ennemi faiblement équipé et fuyant la plupart du temps les combats directs<sup>245</sup>. Ainsi, mis à part des affrontements contre le MUJAO dans la

<sup>239</sup> Goya, M. (2013). La guerre de 3 mois : l'intervention française au Mali mise en perspective. *Politique étrangère*, 2, p. 161.

<sup>240</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. (2014). *Op. cit.* p. 601.

<sup>241</sup> Goya, M. (2013). *Op. cit.* p. 161.

<sup>242</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. (2014). *Op. cit.* p. 602-603.

<sup>243</sup> D'Evry, A. (2015). *Op. cit.* p. 22.

<sup>244</sup> Le reste des effectifs est composé des forces africaines du Tchad, de la Côte-d'Ivoire et du Gabon. Dans : Guilloteau, C. et Nauche, P. (18 juillet 2013). Rapport d'information sur l'opération Serval au Mali. *Assemblée nationale*, Paris : 1288, p.40.

<sup>245</sup> D'Evry, A. (2015). *Op. cit.* p. 22.

région de Gao, peu de combats ont lieu durant cette période qui peut être considérée comme transitoire<sup>246</sup>.

Les troupes françaises ont avancé plus en profondeur au nord du Mali durant la troisième phase. Les soldats s'affairent à nettoyer des repères d'AQMI situés dans l'Adrar des Ifoghas et aussi du MUJAO dans la région de Gao. Il s'agit certes de petits groupes dispersés, mais bien organisés et installés en défenses fermes<sup>247</sup>. Pendant les semaines suivantes, les membres de Serval affrontaient les rebelles djihadistes dans des combats asymétriques de forte intensité. Malgré le fait que cette période démontre les difficultés que peuvent rencontrer les intervenants pour une reprise du territoire entre autres par la mort d'un soldat français le 2 mars 2013 à Imenas, une aura de succès continuait de briller sur l'opération Serval<sup>248</sup>. Nonobstant le fait que le territoire malien soit loin d'être pacifié, le 7 mars, le ministre de la défense français Jean-Yves Le Drian voyage au Mali pour marquer politiquement la fin de cette phase de l'opération Serval. « La phase d'intervention est considérée comme terminée et celle de la stabilisation commence, tandis que les forces françaises engagent un repli »<sup>249</sup>.

Début mai 2013 s'amorçait la quatrième et dernière phase de Serval. Elle consistait en une stabilisation du territoire pour ensuite passer graduellement le relais aux forces internationales afin de réorienter l'intervention dans une logique plus régionale, et ce malgré la poursuite des échanges armés<sup>250</sup>. Le principal partenaire auquel la France s'apprête à léguer la responsabilité malienne est l'ONU suite à l'autorisation du Conseil de sécurité du déploiement de la MINUSMA le 1<sup>er</sup> juillet 2013 par la résolution 2100 le 25 avril 2013<sup>251</sup>. Il est possible d'observer plus loin

<sup>246</sup> D'Evry, A. (2015). *Op. cit.* p. 22.

<sup>247</sup> *Ibid.*

<sup>248</sup> Goya, M. (2013). *Op. cit.* p. 163.

<sup>249</sup> *Ibid.*

<sup>250</sup> D'Evry, A. (2015). *Op. cit.* p. 22.

<sup>251</sup> Conseil de sécurité. (25 avril 2013). *Résolution 2100*. S/RES/2100, p. 6.

dans ce chapitre, que les priorités de cette nouvelle mission ont plusieurs points communs avec les priorités françaises. D'ailleurs, la MINUSMA a longtemps éprouvé des difficultés à distinguer son mandat des opérations offensives de la France<sup>252</sup>. Cette période transitoire s'est étendue jusqu'au mois de juillet 2014 lors de la transformation de Serval en opération Barkhane avec un cadre d'intervention régional.

Ainsi, l'opération Serval et la MINUSMA ont collaboré pendant un an sur le sol malien avec une répartition des tâches qui ont montré certaines limites.

### 2.3 Le déploiement de la MINUSMA : la stabilisation de l'État malien

Par la résolution 2100, le Conseil de sécurité réoriente la stratégie adoptée jusqu'à maintenant, qui était de laisser le règlement du problème malien entre les mains des différents acteurs régionaux. En effet, la résolution 2085 de décembre 2012 autorisait le déploiement de la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine), une opération dirigée par l'Union africaine en étroite collaboration avec la Cedeao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Ainsi, l'intention du Conseil de sécurité était d'éviter une intervention internationale directe au Mali. Pourtant, les événements de janvier 2013 et l'incapacité de l'Union africaine à déployer rapidement la MISMA ont contribué à transformer les stratégies onusiennes<sup>253</sup>.

#### 2.3.1 Les objectifs de la MINUSMA

Le début de l'année 2013 s'est inscrit dans un désir de réorientation des stratégies liées à la question malienne par les intervenants internationaux. À ce stade du conflit,

<sup>252</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. (2014). *Op. cit.* p. 604.

<sup>253</sup> Weis, T. G. et Welz, M. (2014). The UN and the African Union in Mali and Beyond : a Shotgun Wedding. *International Affairs*, 90(4), p. 896-897.

l'islamisme radical était perçu comme un problème dominant des bouleversements de ce pays africain. Aussi, il était considéré comme urgent de réagir pour éviter un effondrement de l'État malien qui semblait incapable de faire face à la crise sans appui. Le 25 avril 2013, le Conseil de sécurité autorisait la MINUSMA pour le 1<sup>er</sup> juillet de la même année. Pour ce faire, l'ONU utilisait les effectifs devenus disponibles à cette époque des anciennes missions du Burundi, de la Somalie et du Soudan. Il était prévu que l'ONU prenne le relais de la France et de l'Union africaine pour maintenir une paix qui serait imposée précédemment par ces deux acteurs<sup>254</sup>. Sous cette nouvelle mouture, la question sécuritaire occupe une place prépondérante dans les objectifs de la MINUSMA, qui éprouve d'ailleurs des difficultés à se démarquer clairement des activités françaises, une fois arrivée sur le terrain<sup>255</sup>.

Le premier objectif de la MINUSMA est particulièrement éclairant sur le sujet, il consiste en une « stabilisation des principales agglomérations et contribution au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays »<sup>256</sup>. Le 25 avril 2013, le Conseil de sécurité approuve la MINUSMA par le biais de la résolution 2100 grâce à des effectifs des missions du Burundi, de la Somalie et du Soudan<sup>257</sup>. Il était prévu que la France, avec l'appui de l'UA, allait rétablir la paix dans un premier temps, ce qui était censé permettre à l'ONU de la maintenir à son arrivée<sup>258</sup>. Malgré cette anticipation d'un territoire stabilisé à l'arrivée de la mission onusienne, le Conseil de sécurité autorise le déploiement de 12 600 casques bleus avec la capacité d'utiliser la force sous certaines conditions<sup>259</sup>. De plus, la résolution 2100 autorise aussi les forces

<sup>254</sup> Weis, T. G. et Welz, M. (2014). *Op. cit.* p. 897.

<sup>255</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. (2014). *Op. cit.* p. 604.

<sup>256</sup> Conseil de sécurité. (25 avril 2013). *Op. cit.* p. 7.

<sup>257</sup> Weis, T. G. et Welz, M. (2014). *Op. cit.* p. 897.

<sup>258</sup> *Ibid.*

<sup>259</sup> L'utilisation de la force se limite : « [T]o help the Malian authorities stabilize the key population centres, deter threats, and take active steps to prevent the return of armed elements to those areas; to help the Malian authorities to extend and re-establish state administration throughout the country; to protect civilians under imminent threat of physical violence; to protect the UN personnel, installations, and equipment, and ensure the security and freedom of movement of UN and associated personnel ». Dans : Bannelier, K. et Christakis, T. (2013). *Under the UN Security Council's Watchful Eyes* :

françaises à intervenir militairement si nécessaire pour assister la MINUSMA<sup>260</sup>. Ainsi, une répartition des tâches entre l'opération Serval et la mission onusienne se mettait en place, où la France s'affairait à stabiliser le territoire malien par l'utilisation de la force pour ensuite permettre à l'ONU de patrouiller ces terrains stabilisés. La permission donnée aux casques bleus d'utiliser la force donnait la marge de manœuvre nécessaire à cet accomplissement.

Concernant le deuxième objectif, il s'agit d'une « contribution à la mise en œuvre de la feuille de route pour la transition, y compris le dialogue national et le processus électoral »<sup>261</sup>. Le point *b (iv)* démontre le désir d'un retour à un gouvernement stable et considéré comme légitime, le plus rapidement possible. En effet, ce segment annonce l'intention de « concourir à l'organisation et à la conduite d'élection présidentielle et législative transparente, régulière, libre et ouverte à tous, en apportant notamment l'aide logistique et technique voulue et en mettant en place des mesures de sécurité efficaces »<sup>262</sup>. Alors que la première partie des objectifs se concentre sur une stratégie militaire par l'utilisation des Casques bleus afin de patrouiller le territoire, cette partie des objectifs se concentre sur les structures politiques. En effet, le caractère transitoire du gouvernement et sa faible légitimité contribuaient à complexifier le déroulement d'un dialogue pour la paix. De plus, des pressions de la France pour la tenue rapide d'une élection présidentielle ont contribué à la construction de cet agenda électoral<sup>263</sup>.

Dans cette aspiration, il est possible de déceler un désir de mettre un terme rapidement au caractère transitoire du gouvernement afin de solidifier sa légitimité par une élection populaire.

---

Military Intervention by Invitation in the Malian Conflict. *Leiden Journal of International Law*, 26, p. 871.

<sup>260</sup> *Ibid.*

<sup>261</sup> Conseil de sécurité. (25 avril 2013). *Op. cit.* p. 8.

<sup>262</sup> *Ibid.*

<sup>263</sup> International Crisis Group. (11 avril 2013). *Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur*. Rapport Afrique 201, p. 42.

Les autres objectifs annoncés pour la MINUSMA dans la résolution 2100 sont vastes et touchent plusieurs aspects de la société malienne, mais se concentrent sur des aspects techniques et logistiques. Ces objectifs vont de la protection des civils, au support des organisations humanitaires, en passant par la préservation de la culture malienne<sup>264</sup>. Ces activités concernent principalement un appui civil aux populations des régions administratives de Gao, Tombouctou et Kidal en plus de faciliter le travail des ONG sur le terrain<sup>265</sup>. Ainsi, la MINUSMA emboîte le pas à l'opération Serval en contribuant à la stabilité du territoire au nord du pays.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2013, la matérialisation de ces objectifs sur le terrain ne reste pas sans conséquence sur le déroulement des événements. Malgré les difficultés provoquées par la complexité du terrain, la présence de l'ONU au Mali est imposante.

### 2.3.2 Le déploiement de la MINUSMA

L'arrivée de la MINUSMA sur le sol malien débute le premier juillet 2013, mais s'étend sur plusieurs mois dû à la difficulté du terrain. Tout d'abord, la mise en place d'une capacité de stabilisation du territoire a occupé une place significative des premiers moments du déploiement onusien. Le nombre de personnels en uniformes autorisé par le Conseil de sécurité par le biais de la résolution 2100 atteint 12 600 membres. Pourtant, les conditions difficiles lors du début du déploiement le 1<sup>er</sup> juillet ralentissent l'établissement des membres de la mission sur le terrain. En effet, la faible légitimité du gouvernement central, les conditions climatiques et la faiblesse des administrations publiques dans les régions administratives du nord on ralentit les actions onusiennes au Mali<sup>266</sup>. Aussi, la conversion des troupes de la MISMA en

---

<sup>264</sup> Bergamaschi, I. (2013). MINUSMA : initials steps, achievements and challenges. *Norwegian Peacebuilding Resource Centre*. Récupéré de [http://www.peacebuilding.no/Regions/Africa/Mali/Publications/MINUSMA-first-steps-achievements-and-challenges/\(language\)/eng-US](http://www.peacebuilding.no/Regions/Africa/Mali/Publications/MINUSMA-first-steps-achievements-and-challenges/(language)/eng-US), p. 1.

<sup>265</sup> Conseil de sécurité. (25 avril 2013). *Op. cit.* p. 8-9.

<sup>266</sup> Bergamaschi, I. (2013). *Op. cit.* p. 1.



Casque bleu s'est avérée un processus lent et ardu. Par exemple, le contingent tchadien a échoué à remplir les standards des droits de l'homme par l'utilisation d'enfants soldats. Au-delà de complications techniques, la définition des stratégies des troupes n'a pas survécu à l'épreuve de la réalité du terrain. En effet, malgré que sur papier la division des tâches entre l'opération Serval et la MINUSMA en matière de stabilisation était clairement définie, la réalité est devenue rapidement plus complexe. La ligne est mince entre la responsabilité française d'opérer les actions de renforcement de la paix et la responsabilité onusienne d'empêcher le retour d'éléments armés dans les « zones libérées »<sup>267</sup>.

Ensuite, sous pression de la France, la MINUSMA a rapidement pris action afin de superviser les élections présidentielles du 28 juillet et du 11 août 2013<sup>268</sup>. Beaucoup de ces efforts concernaient un appui technique pour faciliter le processus électoral en fournissant certaines ressources matérielles nécessaires, telles des cartes de votes ou par le biais de formations aux personnels responsables des opérations<sup>269</sup>. Entre autre, durant les premières semaines, les patrouilles de la MINUSMA se sont affairées à surveiller les principaux axes de communications et les postes électoraux<sup>270</sup>. Ces élections occupaient une place significative dans la logique d'intervention de la MINUSMA. En effet,

The election outcome creates an enabling environment and more favourable context for the further deployment of MINUSMA activities. It apparently puts an end to the political vacuum triggered by the March 2012 coup: the newly elected authorities in Bamako should enjoy greater legitimacy and leverage to govern and negotiate with northern insurgents than the former transitional authorities<sup>271</sup>.

Plus globalement, pendant la première année de la MINUSMA, par l'ensemble de ces actions, cette mission est une tentative de stabilisation du territoire et du

<sup>267</sup> Bergamaschi, I. (2013). *Op. cit.* p. 1.

<sup>268</sup> International Crisis Group. (11 avril 2013). *Op. cit.* p. 42.

<sup>269</sup> *Ibid.* p. 1.

<sup>270</sup> International Crisis Group. (10 janvier 2014). *Mali : réformer ou rechuter*. Rapport Afrique, 210, p. 19.

<sup>271</sup> *Ibid.* p. 2.

rétablissement de l'autorité de l'État dans ce processus de retour à la paix<sup>272</sup>. Les actions entreprises par les membres de la mission de l'ONU comprennent une assistance à l'État et la défense de sa souveraineté territoriale avec l'aide de l'opération Serval. Cette obligation augmente la pression sur la MINUSMA et affecte la supposée séparation entre les deux entités. Par exemple, « en novembre 2013, la force Serval a organisé l'opération Hydre pour identifier et neutraliser des cellules djihadistes au nord de Gao. Selon des sources françaises, les forces maliennes et la MINUSMA ont été associées à l'opération. De son côté, la MINUSMA reconnaît avoir déplacé ses troupes, mais nie toute participation active à cette opération antiterroriste »<sup>273</sup>.

#### 2.4 En conclusion

La lenteur des négociations entre les différents acteurs impliqués pour une intervention au Mali a contribué à favoriser le déploiement rapide de la France sur ce territoire dans le cadre de l'opération Serval. La poussée des rebelles djihadistes au début de janvier 2013 a conforté la France et le Conseil de sécurité dans leur conception d'une crise concentrée autour d'enjeux de terrorisme.

Ainsi, la réponse française correspond à cette idée que des groupes islamistes menacent l'intégrité de l'appareil étatique et la survie de l'intégrité territoriale. Le premier pas d'une intervention internationale directe au Mali a été concentré autour d'une action militarisée pour rétablir le contrôle du territoire par les représentants de l'État et de repousser les rebelles djihadistes. Dans un contexte où les forces africaines éprouvaient des difficultés à lancer la MISMA et où l'ONU ne pouvait encore envisager un déploiement direct sur le terrain, la France se retrouvait avec un rôle de premier plan afin de stabiliser le nord du Mali.

---

<sup>272</sup> International Crisis Group. (10 janvier 2014). *Op. cit.* p. 18.

<sup>273</sup> *Ibid.* p. 19.

Lors de la formation de la MINUSMA par le biais de la résolution 2100, une répartition des tâches avec l'opération Serval se mettait en place. Ainsi, les premiers mois du déploiement de l'ONU sur le territoire malien a été concentré autour d'efforts de stabilisation. D'une part, une forme de coopération entre les deux intervenants par rapports aux patrouilles du nord a été mise de l'avant dès l'autorisation de la résolution 2100. D'autre part, la MINUSMA a concentré ses efforts pour une stabilisation politique du pays par sa participation à la tenue d'une élection présidentielle suite à des pressions françaises. D'ailleurs, la mission onusienne a éprouvé des difficultés à se distinguer clairement de l'opération Serval, sentiment entre autre causé par les actions de stabilisation du territoire par les Casques bleus. Sur le plan politique, le partenariat entre le gouvernement et cet intervenant étranger a compliqué les relations onusiennes avec les différents acteurs du conflit et son rôle de médiateur.

L'impact de la présence étrangère sur l'évolution du conflit malien se précise avec la prolongation de sa présence sur le terrain. La poursuite des activités de stabilisation du territoire par des militaires a contribué à maintenir certaines tensions entre les intervenants, les forces armées maliennes, les rebelles et les populations locales. De plus, les différentes relations entretenues par la France, la MINUSMA et les acteurs du conflit ont modifiés les rapports de force sur le terrain et ce qui a influencé l'évolution du conflit.

### CHAPITRE III

#### L'OPÉRATION SERVAL, BARKHANE ET LA MINUSMA : L'INFLUENCE DES INTERVENTIONS INTERNATIONALES SUR LE PROCESSUS DE PAIX MALIEN

### 3.1 Introduction

Avant la participation d'intervenants étrangers dans la crise malienne, il s'agissait de dynamiques complexes propices aux changements soudains. Du point de vue de la politique nationale, le renversement du gouvernement d'Amadou Toumani Touré par le chef de la junte militaire Amadou Haya Sanogo et son équipe en est un exemple flagrant<sup>274</sup>. Même au sein des groupes radicaux, les revirements d'allégeance subite restaient courants. Par exemple, des divergences dans le mouvement islamiste et des tensions entre émirs ont mené à la fin 2011 à la naissance du MUJAO à l'initiative du Mauritanien Hamada Ould Mohamed Kheira un ancien membre d'AQMI<sup>275</sup>. Dans des circonstances aussi mouvantes, l'incursion d'intervenants étrangers ne peut rester sans conséquence sur les bouleversements maliens et sur les possibilités de règlement du conflit. Dans le chapitre précédent, les priorités et les méthodes de déploiement de l'opération Serval et de la MINUSMA ont été mises de l'avant. Ainsi, il est maintenant plus aisé de comprendre les transformations apportées par celles-ci sur les dynamiques de la crise.

En effet, l'arrivée de la France dans le cadre de l'opération Serval avec un déploiement d'environ 4000 soldats a permis de repousser les forces djihadistes qui avaient pris le contrôle de la majorité du nord du pays. Sans pour autant éradiquer ces groupes, cette mission a contribué à les réorienter vers des repères plus éloignés ou vers des pays voisins tels la Libye, la Tunisie, l'Algérie ou le Niger<sup>276</sup>. Ainsi, le gouvernement transitoire de Dioncounda Traoré recouvrait momentanément une certaine autorité sur cette partie du territoire. Bien sûr, cette autorité était dépendante du soutien de la France, mais elle permettait un rétablissement temporaire de la souveraineté territoriale malienne. Le déploiement de la MINUSMA quelques mois

<sup>274</sup> International Crisis Group. (18 juillet 2012). *Op. cit.* p. 19.

<sup>275</sup> Grégoire, E. (3 juillet 2013). Islamistes et rebelles touaregs maliens : alliances, rivalités et ruptures. *ÉchoGéo*. Récupéré de : <http://echogeo.revues.org/13466>, p. 3.

<sup>276</sup> Gros, P. Patry, J-J et Vilboux, N. (juin 2013). Serval : bilan et perspectives. *Fondation pour la recherche stratégique*, 16(13), p. 10.

plus tard réorientait aussi les développements de la crise qui secoue le Mali. Le soutien offert par l'ONU pour s'assurer d'une élection présidentielle durant l'été 2013 contribuait à renforcer le rapport de force du gouvernement. Comme l'avance le Conseil de sécurité dans la résolution 2100, la première année des interventions internationales directes au Mali s'inscrit dans une logique de stabilisation par une tentative de recouvrement de la souveraineté de l'État<sup>277</sup>. Du même coup, cela permettait de légaliser l'intervention française et le déploiement de la MINUSMA.

Malgré les efforts nourris de la part des intervenants à stabiliser les structures étatiques et les transformations incontestables que ces actions ont apportées aux dynamiques du conflit, la présence étrangère sur le territoire se poursuit encore aujourd'hui, et ce sans règlement potentiel dans un avenir rapproché. Pourtant, durant les trois dernières années, les méthodes pour influencer les événements se sont multipliées et ont contribué à orienter et à limiter l'univers des possibles pour la paix au Mali. Les interventions internationales ne peuvent être considérées comme une tentative impartiale de retour au calme sur le territoire. En effet, cette présence oriente le processus de retour à la paix vers ce que ces acteurs considèrent comme le modèle idéal, c'est-à-dire un gouvernement considéré comme légitime est aux commandes d'un État capable d'imposer sa vision de la souveraineté sur l'ensemble du territoire. De plus, les actions de ces intervenants sur le terrain influencent et transforment l'évolution du conflit en modifiant les rapports de force entre les participants locaux et en créant de nouvelles opportunités pour certains. Il est même possible d'ajouter que la seule présence de Serval et de la MINUSMA sur le sol malien provoque des transformations dans les dynamiques conflictuelles. Ainsi, l'objectif principal de ce chapitre est de faire ressortir l'influence de ces deux missions sur l'évolution du conflit depuis leurs déploiements en 2013.

Malgré le fait que le processus de paix ait été amorcé avant le début de la mission de

---

<sup>277</sup> Conseil de sécurité. (25 avril 2013). *Résolution 2100*. S/RES/2100, p. 7.

l'ONU, les accords de Ouagadougou contiennent les traces de la participation de la MINUSMA<sup>278</sup>. Les efforts de négociations entamés tout d'abord sous la médiation du Burkina Faso et par la suite sous celle de l'Algérie ont offert un cadre de discussion entre les différents acteurs impliqués. Ainsi, il s'agit d'un lieu de délibération où il est possible d'observer l'impact de la présence étrangère sur les efforts de paix au Mali. Par exemple, les transformations apportées par des actions directes de la MINUSMA sur le processus de paix. Comme il est possible de le constater plus loin, les négociations d'Alger sont particulièrement représentatives de ce phénomène.

Ensuite, cette influence de l'intervention internationale directe dans le conflit malien est analysée par le biais du renforcement des capacités l'État, une série d'actions principalement posées par le personnel de la MINUSMA. Ce renforcement de l'État est entre autres abordé dans ce chapitre sous l'angle d'une collaboration entre l'ONU et le gouvernement national. En effet, au-delà des gestes posés sur le terrain pour tenter de consolider les institutions étatiques, une volonté affichée par la mission onusienne dès la résolution 2100 du printemps 2013 de « Stabilisation des principales agglomérations et contribution au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays » démontre une sensibilité de la MINUSMA pour le recouvrement de la souveraineté territoriale du Mali sous le contrôle des institutions étatiques<sup>279</sup>. Ainsi, le processus de renforcement de l'État s'inscrit autant dans les actions que dans le discours dominant lié aux interventions. Il s'agit d'un phénomène qui a des répercussions jusque dans le processus de négociation de paix.

Globalement, la présence de la France et de l'ONU sur le sol malien a orienté le développement du conflit et les tentatives de paix. À travers leurs actions, les deux acteurs internationaux ont contribué à renforcer la légitimité et le rapport de force des élites étatiques au détriment d'une réflexion sur d'éventuelles réformes en profondeur

---

<sup>278</sup> Sebastian, S. (2015). *Intervention and Peace Operations: Dilemmas of Internal Conflicts and Transnational Threats*. *The Hague Institute for Global Justice*, p. 8.

<sup>279</sup> *Ibid.*

des institutions du pays. Aussi, cette forme de collaboration a été utilisée par le gouvernement comme un outil pour imposer son agenda sur le processus de paix. Bien que le succès d'une telle tentative soit mitigé, les conséquences sur les possibilités de sortie de crise restent réelles. Les prochaines pages développent sur cette reconstruction des dynamiques conflictuelles à travers les actions de la MINUSMA et de l'opération Serval.

3.2 L'impact des interventions internationales sur les négociations de Ouagadougou  
Le déploiement de l'opération Serval le 11 janvier 2013 représente l'amorce d'une transformation des dynamiques conflictuelles qui évoluaient peu depuis la deuxième moitié de l'année 2012. Ainsi, la mission française a permis une stabilisation minimale du gouvernement transitoire malmené à l'époque par ses opposants politiques, une grogne populaire grandissante et une absence quasi complète de contrôle sur les régions administratives du nord du pays. Avec le début de l'intervention internationale directe au Mali correspond une évolution des rapports politiques et conflictuels sur le terrain. Par contre, il ne faut pas confondre cette évolution avec le début du règlement du conflit, il s'agit plutôt d'une modification des dynamiques qui avaient court jusqu'au début de l'année 2013.

Tout d'abord, la présence française au Mali a contribué à modifier le paysage des groupes opposés à l'État dans le nord du pays. En effet, le MNLA a profité de l'intervention de ce nouvel acteur pour redorer son blason en collaborant avec la France pour certaines opérations plus au nord du pays en plus de se déclarer ouvert à négocier avec les autorités. Cette attitude de la part des membres de ce groupe dénotait avec les discours mis de l'avant en décembre 2012, alors que le MNLA



annonçait ne faire aucun compromis sur l'autodétermination de l'Azawad<sup>280</sup>. De plus, le début des activités de Serval contribua rapidement à une scission au sein de Ansar Eddine, ce qui permit l'émergence d'une frange plus modérée de cette entité. En effet,

[l]e 24 janvier 2013, des membres d'Ansar Eddine entrèrent en dissidence et créèrent le Mouvement islamique de l'Azawad (MIA), dirigé par Alghabass ag Intalla, fils de l'aménokal des Ifoghas et probable successeur de son père le jour venu, mais aussi négociateur d'Ansar Eddine lors des pourparlers de Ouagadougou (fin 2012). Cette personnalité respectée constituait son aile modérée, tandis que Iyad ag Ghaly en était l'aile radicale<sup>281</sup>.

Le MIA s'affichait rapidement comme ouvert à la solution politique et il se portait volontaire pour combattre les autres groupes « terroristes ». Il s'agit d'une période qui démontre la fragilité des relations au sein des différentes entités au nord du Mali. Aussi, cette nouvelle volonté des membres les plus modérés facilite le travail de la France qui obtient une assistance technique sur le terrain qui facilite le rétablissement de l'autorité de l'État. Dans la foulée de cette montée des branches modérées et conscientes de la fragilité de l'option militaire, des chefs de factions et des notables touarègues forment le HCUA (Haut conseil pour l'unité de l'Azawad) à l'issue d'une assemblée générale à Kidal le 5 mai 2013<sup>282</sup>.

Ces transformations ont facilité le dialogue entre les représentants des groupes touaregs et le gouvernement malien sous la supervision de l'UA, de la MINUSMA, de OCI (Organisation de la coopération islamique) et de l'UE<sup>283</sup>. Même si la France ne fait pas partie de la liste des témoins signataires de l'accord, elle a joué tout de même un rôle significatif de facilitateur. Au début du mois de juin 2013 s'amorçait une négociation entre les différents partis qui a duré une quinzaine de jours. Durant cette période, une grande pression a été faite par les témoins afin que les différents

<sup>280</sup> Grégoire, E. (3 juillet 2013). Islamistes et rebelles touaregs maliens : alliances, rivalités et ruptures. *ÉchoGéo*. Récupéré de : <http://echogeo.revues.org/13466>, p. 8.

<sup>281</sup> *Ibid.*

<sup>282</sup> *Ibid.*

<sup>283</sup> International Crisis Group. (11 avril 2013). *Op. cit.* p. 3.

participants en arrivent à une entente. « Un accord est en effet nécessaire pour que l'élection présidentielle prévue fin juillet se tienne sur l'ensemble du territoire malien, y compris à Kidal, région occupée par des groupes armés. L'objectif est de clore la parenthèse du gouvernement de transition dont tout le monde s'accorde à dire qu'il n'a pas l'autorité suffisante pour conduire une véritable sortie de crise »<sup>284</sup>. Le 18 juin 2013, un accord de paix préliminaire a été signé par l'ensemble des protagonistes sous la supervision internationale. Cet accord a ouvert la voie à l'organisation d'une élection présidentielle sur l'ensemble du territoire malien. Les signataires reconnaissaient l'intégrité territoriale, la forme républicaine et laïque de l'État en plus de s'engager à combattre les groupes terroristes. Un cessez-le-feu était instauré ainsi, qu'un processus de cantonnement des groupes armés. De plus, les participants s'engageaient à faciliter le retour de l'administration malienne sur l'ensemble du territoire et l'organisation d'une élection présidentielle à la fin du mois de juillet 2013. À la suite de cette élection, le nouveau dirigeant devait ouvrir un processus de négociation de paix inclusive dans les 60 jours<sup>285</sup>.

Le contenu de l'accord de Ouagadougou est représentatif de la perception des intervenants étrangers sur ce que doit être la paix au Mali<sup>286</sup>. Tout d'abord, les acteurs impliqués dans les négociations ont adopté, dans le discours du moins, une ouverture au retour de l'autorité de l'État et un rejet de toute tentative d'autodétermination. Pourtant, le MNLA avançait toujours cette possibilité en novembre 2012, mais le groupe a gagné une nouvelle légitimité seulement lors de l'abandon de cette demande<sup>287</sup>. Le contenu de l'accord est particulièrement éclairant sur l'importance du retour d'une légitimité gouvernementale comme base pour le développement de la paix. Comme il est possible de le constater plus loin, à cette étape le processus de

---

<sup>284</sup> International Crisis Group. (11 avril 2013). *Op. cit.* p. 3.

<sup>285</sup> *Ibid.*

<sup>286</sup> Pour consulter l'entièreté du contenu de l'accord voir : [a. n. d.]. (13 juin 2013). Accord de Ouagadougou : texte intégral. Récupéré de <http://maliactu.net/accords-de-ouagadougou-texte-integral/>.

<sup>287</sup> Grégoire, E. (3 juillet 2013). *Op. Cit.*, p. 8.

négociation en était qu'à ses balbutiements, il n'est d'ailleurs pas encore terminé aujourd'hui, pourtant, il était déjà possible de constater qu'une structure étatique libérale est synonyme de paix. Dans ce désir se cache une part importante de l'influence des interventions internationales sur les possibilités pour un règlement de la crise. Alors que la dimension nationale du conflit est animée par des questions de gestion du territoire, de distribution des ressources et de structure de pouvoir, la concentration de la solution autour du pouvoir du gouvernement central écarte toutes possibilités alternatives. Une problématique importante de cette influence prend tout son sens en prenant en considération les enjeux nationaux de la crise. Déjà à l'époque des accords de Ouagadougou, la question du terrorisme occupait une place importante dans les préoccupations de la France et de l'ONU à propos des bouleversements du Mali. Ainsi, le contrôle du territoire et la sécurité sont au cœur des solutions envisagées au détriment des développements politiques nationaux exigés par certains participants du conflit. Cette vision du futur pour ce pays d'Afrique de l'Ouest se déploie principalement sur deux volets. Premièrement sur la croissance d'une sensibilité grandissante sur le besoin d'une force régionale pour faire face à la menace terroriste, dont l'opération Barkhane est la représentation la plus claire. Deuxièmement, un effort quasi constant de reconstruction de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire depuis le début des interventions en 2013 et ce, au détriment de la réconciliation nationale.

La stagnation des négociations de Ouagadougou à partir de l'élection d'IBK démontre la priorité de l'autorité du gouvernement pour les intervenants internationaux. En effet, comme il a été mentionné plus haut, au-delà des discours, le nouveau président légitime a peu fait pour l'ouverture d'un dialogue avec les différents protagonistes du conflit. Ainsi, le délai des 60 jours après la victoire d'IBK passe sans le début d'une négociation. La réaction de la MINUSMA en partie responsable des structures de médiations a été l'abandon des réunions devant ce

silence gouvernemental et il a fallu attendre près d'un an avant de voir resurgir une nouvelle tentative de dialogue.

### 3.2.1 Une nouvelle table de négociation sous la supervision algérienne

Un renouveau dans le dialogue entre les différents protagonistes du conflit a tardé à se mettre en place durant l'année 2014. Pourtant, un lent processus sous l'initiative de l'Algérie émergeait durant cette année. Dès janvier, Alger organisait des discussions exploratoires avec les mouvements du Nord et il obtenait une « plateforme de coopération pour une solution définitive au conflit »<sup>288</sup>. Au départ, cette tentative algérienne de s'imposer comme le principal médiateur retrouvait peu d'écho chez les protagonistes du conflit. En effet, « Une partie des mouvements armés et les autres acteurs de la médiation se méfient de l'unilatéralisme prêté à la diplomatie algérienne »<sup>289</sup>.

En mai 2014, la réélection du président algérien Abdelaziz Bouteflika et surtout la déroute de l'armée malienne redonnaient un nouveau souffle à la médiation. En effet, le 17 mai 2014, la visite d'une délégation du premier ministre Moussa Mara à Kidal dégénérait rapidement dans un affrontement entre le FAMA et le MNLA<sup>290</sup>.

La délégation gouvernementale abandonne alors le gouvernorat dans le désordre. Plusieurs fonctionnaires locaux restés dans le bâtiment sont assassinés. Le bilan est lourd, entre le 17 et le 21 mai, il y a une cinquantaine de morts dans les rangs de l'armée malienne et une quarantaine de blessés<sup>291</sup>.

En conséquence de ces actions, le 21 mai les FAMA passaient à l'action de manière unilatérale sans avertir la MINUSMA ou Serval. La justification invoquée pour justifier ce silence était apparemment pour éviter toute fuite quant à l'intervention des

<sup>288</sup> International Crisis Group. (18 novembre 2014). *Mali : dernière chance à Alger*. Rapport Afrique 104, p. 6.

<sup>289</sup> *Ibid.*

<sup>290</sup> Touchard, L. (27 mai 2014). Armée malienne : les affrontements de Kidal, chronique d'une déroute annoncée. *Jeune Afrique*. Récupéré de <http://www.jeuneafrique.com/53207/politique/arm-e-malienne-les-affrontements-de-kidal-chronique-d-une-d-route-annonc-e/>.

<sup>291</sup> *Ibid.*

forces armées. Selon Laurent Touchard, il s'agirait plutôt de démontrer les nouvelles capacités militaires du gouvernement malien. Peu importe les raisons qui ont poussé à cette action, le résultat a été désastreux. En effet, le manque de coordination entre les soldats a provoqué une déroute rapide du FAMA qui se réfugiait en partie dans des camps de la MINUSMA<sup>292</sup>. Ces événements ont eu un impact conséquent sur le rapport de force du gouvernement. La déroute de l'armée a eu l'effet contraire des objectifs initiaux de cette action en démontrant l'incapacité des élites de Bamako à contrôler le nord du pays. Ainsi, IBK a adopté une posture plus ouverte quant à une éventuelle négociation avec les mouvements touaregs. Durant l'été se construisaient les bases de la future négociation, tout d'abord, par la signature de deux plateformes, pour ensuite faire signer une feuille de route pour la paix. En septembre 2014, un nouveau dialogue voyait le jour, mais l'optimisme entourant la formation de ce nouvel outil de négociation s'essouffait rapidement après les premières rencontres<sup>293</sup>.

En effet, les participants ont éprouvé de la difficulté à s'entendre, autant sur le fond que sur la forme d'un éventuel accord de paix. Le premier problème réside dans le fait que deux plateformes aient été signées durant l'été de la même année. Malgré le fait qu'elles soient pratiquement identiques, elles diffèrent sur un point important, les partis appelés à participer aux négociations débutant en septembre ne sont pas les mêmes. Le problème entourant les participants éventuels aux discussions est contourné plutôt que de l'affronter. Le deuxième problème sur la forme concerne les thèmes qui devraient être abordés. Alors que les questions politico-institutionnelles étaient censées être débattues lors d'un atelier séparé du reste des négociations, la CMFPR (Coordination des mouvements et forces patriotiques de résistance) insiste pour qu'elles soient incluses dans les discussions en avançant que tous les autres sujets abordés dépendent du statut politico-institutionnel accordé au Nord<sup>294</sup>. Sur le

---

<sup>292</sup> Touchard, L. (27 mai 2014). *Op. cit.*

<sup>293</sup> International Crisis Group. (18 novembre 2014). *Op. cit.* p. 10.

<sup>294</sup> *Ibid.*

fond, les dissensions abondent également et c'est sur ce plan que les problèmes dans les négociations prennent tout leur sens. En effet, tout questionnement politique est éludé afin de faciliter le processus :

Comment rétablir le rôle régulateur de l'autorité centrale face à un mode de gestion du Nord qui a longtemps privilégié le clientélisme et l'utilisation des communautés les unes contre les autres ? Comment établir des équilibres politiques dans une société où les fractures sont aussi importantes que le sentiment d'appartenance collective ? Quelle place accorder aux communautés et groupes d'intérêts qui ont choisi de se ranger aux côtés de l'État ? Dans quelle mesure peut-on accepter à la table des négociations les représentants des grands trafiquants qui financent ou emploient une part non négligeable des combattants armés sur le terrain<sup>295</sup> ?

Éviter les réflexions sur l'avenir des structures politiques du pays risque de compromettre une éventuelle paix au Mali. Comme il a été possible de le constater dans le premier chapitre, la routine politique et les lacunes dans les infrastructures et les services disponibles pour les populations du nord du pays ont été des enjeux importants dans les rébellions du passé. De plus, l'absence d'action concrète concernant ces problèmes a contribué à entretenir les frustrations des populations locales par rapport aux élites de Bamako. Au-delà des dissensions autour de la table des négociations, des bouleversements sur le terrain ont ralenti le processus de paix.

Alors que l'objectif d'Alger était d'arriver à une entente en novembre 2014 au plus tard, des affrontements vont contribuer à stopper momentanément le processus. En effet, des échanges violents entre des groupes armés et des milices progouvernement résultant de la mort de 6 personnes durant la troisième ronde de négociations ont alimenté les tensions et ont miné les chances d'un accord de paix<sup>296</sup>. D'ailleurs, les processus cessaient complètement durant le mois de novembre alors que les forces rebelles demandaient une plus grande autonomie que le gouvernement n'était prêt à leur accorder. Malgré une stagnation durant les derniers mois de l'année 2014, les négociations d'Alger n'ont pas connu le même sort que celles de Ouagadougou.

Avec l'arrivée de 2015, il a été possible d'assister à un retour des discussions afin

<sup>295</sup> International Crisis Group. (18 novembre 2014). *Op. cit.* p. 10.

<sup>296</sup> Sebastian, S. (2015). *Op. cit.* p. 10.

d'atteindre un éventuel accord de paix entre les participants. En effet, durant le mois de février le dialogue était rétabli lors d'une cinquième table ronde<sup>297</sup>. De plus, à partir de ce moment, il était possible d'observer un changement de ton de la part des médiateurs. Jusqu'au début de l'année 2015, les intervenants internationaux ont eu plutôt tendance à rester en retrait du processus de paix. Il semblerait qu'à partir du retour d'un gouvernement légitime à la tête du pays, le Mali devenait le garant de sa propre transformation politique. Ainsi, le manque de volonté d'IBK et son équipe pour ce qui a trait aux négociations de paix n'ont eu que peu d'impact sur ses relations avec la MINUSMA et la France. D'un autre côté, ces mêmes intervenants n'ont pas utilisé leurs poids de médiateurs pour influencer les opposants du gouvernement malien à signer un quelconque accord, du moins, jusqu'en février 2015.

En effet, le 25 février 2015, la médiation internationale, d'un commun accord avec l'Algérie demandait aux participants de parafer sans modification la troisième version de l'accord de paix qu'elle leur soumettait<sup>298</sup>. Ce changement de cap était d'autant plus surprenant puisque la majorité des participants se présentaient à Alger avec l'intention de proposer des amendements. « Beaucoup estiment que la médiation forçait la main des acteurs présents pour faire avancer un processus qui piétinait. Le 1<sup>er</sup> mars, la médiation, le gouvernement malien et la Plateforme paraaient le texte<sup>299</sup>. La France, restée jusqu'alors discrète, apportait son soutien en paraissant le texte en tant qu'observateur »<sup>300</sup>. Malgré ce tour de force de l'Algérie, du gouvernement malien et de la médiation, la CMA refusait de signer et demandait à consulter sa

<sup>297</sup> Sebastian, S. (2015). *Op. cit.* p. 10.

<sup>298</sup> International Crisis Group. (22 mai 2015). La paix à marche forcée. Rapport Afrique 226, p. 1.

<sup>299</sup> « [L]a Plateforme représente des intérêts et des groupes opposés au projet d'un Nord Mali indépendant. Elle comprend le Groupe d'autodéfense touareg Imrad et alliés (Gatia), la principale fraction de la Coordination des mouvements et forces patriotiques de résistance (CMFPR-1) et une autre fraction du MAA (MAA-Plateforme) ». Dans : International Crisis Group. (14 décembre 2015). *Mali : la paix venue d'en bas*. Rapport Afrique 115, p. 3.

<sup>300</sup> International Crisis Group. (22 mai 2015). *Op. cit.* p. 1.

base<sup>301</sup>. À la suite d'une longue tergiversation durant les semaines suivantes, l'accord a été signé sans la participation de la CMA ce qui a contribué à faire de l'accord d'Alger une entente vide de sens et cela poussait à nouveau les négociations de paix dans l'impasse.

Cet empressement de la médiation et du gouvernement à forcer un accord peut être expliqué par le contexte dans lequel le conflit s'enlisait à cette époque. Tout d'abord, le gouvernement d'IBK avait un intérêt évident à voir une entente avec les différents protagonistes du conflit voir le jour ; particulièrement quand une large part de cet accord concerne l'amélioration des capacités sécuritaires de l'État. En effet, les mois précédents la signature n'ont pas été de tout de repos pour le régime de Bamako. L'échec des affrontements de Kidal en mai 2014 n'étant qu'un exemple des difficiles combats qu'a dû mener la FAMA<sup>302</sup>. Cette faiblesse dans le rapport de force du gouvernement a été un incitatif significatif pour calmer le jeu sur le plan politique tout en renforçant ses capacités militaires. Pour le chef de file de la médiation, la décision de faire pression pour la signature de l'accord n'était pas désintéressée. La chute du régime de Kadhafi a permis au régime algérien de se retrouver comme un acteur dominant dans la région. Aussi, l'Algérie est un acteur dominant des négociations de retour à la paix au Mali par sa position régionale<sup>303</sup>. Ainsi, le règlement de la crise par l'Algérie lui permettrait de se tailler une place significative dans les rapports de pouvoir régionaux en plus de stabiliser les dynamiques conflictuelles maliennes qui ont des sources partiellement algériennes<sup>304</sup>. Quant à la

---

<sup>301</sup> « La CMA comprend les principaux groupes en rébellion armée contre l'Etat malien : le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le Haut Conseil de l'unité de l'Azawad (HCUA) et une branche du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA-CMA) ». Dans : International Crisis Group. (14 décembre 2015). *Op. cit.* p. 3.

<sup>302</sup> Sebastian, S. (2015). *Op. cit.* p. 10.

<sup>303</sup> Giraud, G. (2013). Cinquante ans de tensions dans la zone sahélo-saharienne. Dans Galy, M. (dir.), *La guerre au Mali*. Paris : Éditions la découverte, p. 35.

<sup>304</sup> Au delà des origines algériennes d'AQMI, « selon plusieurs observateurs, une des raisons ayant poussé l'AQMI à se joindre à l'offensive avec Ansar Eddine aurait été les rumeurs de rapprochement entre le MNLA et le gouvernement algérien. En effet, dans le but de faire avaliser ses revendications



France, un acteur plutôt discret dans les négociations entourant les accords d'Alger jusqu'en février 2015 a aussi eu des intérêts particuliers à accélérer le processus d'amélioration du contrôle du territoire par le gouvernement malien. Tout d'abord, le gouvernement français accumulait des frustrations dans ses relations avec la FAMA depuis les débuts de l'opération Serval<sup>305</sup>. Surtout, l'incompétence dont a fait preuve l'armée malienne en plus de la corruption endémique qui l'habitait a causé une consternation grandissante de la part de la France.<sup>306</sup> Les objectifs de l'accord d'Alger concentrés sur les capacités militaires du gouvernement permettaient d'insuffler des habitudes républicaines chez les soldats, d'assainir le partenariat franco-malien, en plus de faciliter les relations entre les élites étatiques et les groupes rebelles, ce qui faciliterait les actions prioritaires françaises, c'est-à-dire les opérations de contre-terrorisme sur le territoire du G5 dans le cadre de Barkhane<sup>307</sup>. Pour ce qui est de la MINUSMA, au-delà de certaines préoccupations partagées avec la France, la question du contrôle du territoire était particulièrement préoccupante. En effet, depuis le début de son déploiement au Mali, la mission a éprouvé des difficultés à implanter le personnel civil dans le Nord qui reste majoritairement occupé par les militaires onusiens. Encore en mars 2015, près de deux ans après le début des opérations, seulement 10 % des civils étaient basés à l'extérieur de Bamako. En comparaison, 90 % des militaires étaient déployés dans le nord du pays<sup>308</sup>. Ainsi, l'accord d'Alger semblait une opportunité intéressante pour la MINUSMA de déléguer la tâche de patrouille du territoire à l'armée malienne et de réduire les tensions dans le nord afin

---

territoriales, le MNLA aurait été tenté, en décembre 2011, d'utiliser, auprès d'Alger, la carte d'opposant à l'AQMI, afin d'en obtenir le soutien » dans, Lounnas, D. (2012). Al-Qaïda au Maghreb islamique et la crise malienne. *Sécurité globale*, été, p. 53.

<sup>305</sup> Certains soldats maliens auraient commis des actes de vengeance sur des prisonniers du MUJAO durant des missions en partenariat avec Serval, minant la confiance de la France et limitant par le fait même une coopération plus poussée dans les missions plus au nord du Mali. Harmon, S. (2015). Securitization Initiatives in the Sahara-Sahel Region in the Twenty-First Century. *African Security*, 8(4), p. 236.

<sup>306</sup> Harmon, S. (2015). *Op. cit.* p. 236.

<sup>307</sup> Le G5 sont les pays cinq pays membres d'un partenariat sécuritaire avec la France : Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Niger, Tchad.

<sup>308</sup> Sebastian, S. (2015). *Op. cit.* p. 9.

de faciliter son travail. D'ailleurs, le contenu de l'accord d'Alger permet de faire ressortir les différentes sensibilités qui motivaient la médiation à faire pression sur les participants pour une signature rapide.

### 3.2.2 L'accord d'Alger

Selon *International Crisis Group* :

L'accord [d'Alger] actuel repose pour l'essentiel sur le même type de solutions que par le passé, notamment la décentralisation poussée et la création de postes politico-administratifs pour les « originaires du Nord ». Loin d'apporter une réponse satisfaisante à la crise malienne, cet accord reproduit des institutions politiques qui n'ont pas fonctionné jusqu'ici sans se donner les moyens de les améliorer<sup>309</sup>.

Bien que cette citation ne souligne pas la proportion importante de la question sécuritaire dans le contenu de l'accord, elle met de l'avant un point important qui mérite d'être développé plus amplement. En effet, la dimension politique est la grande oubliée dans ce document, malgré le fait qu'elle soit abordée dans plusieurs segments. Les recommandations à ce sujet faites dans le document sont pour la plupart vagues et peu élaborées. En général, le document demande aux participants de s'engager à respecter la constitution et les structures étatiques en place avant le conflit. Pourtant, ces mêmes structures issues du Pacte nationale ont démontré leurs limites durant les décennies 1990 et 2000. Aucune transformation dans l'organisation de la répartition des pouvoirs et des compétences n'est proposée. Plus spécifiquement, les chapitres 3 à 6 sont une proposition pour un cadre de base sur les questions politiques et institutionnelles. Pourtant, il s'agit de chapitres sommaires qui restent en surface et ne propose aucune transformation en profondeur pour ce qui a trait au partage des pouvoirs entre le gouvernement central et les régions administratives. Principalement, on y rappelle certains points de la constitution en matière de partage des compétences et propose une meilleure représentation populaire sans fournir de moyen concret et sans jamais souligner les problèmes des institutions

---

<sup>309</sup> International Crisis Group. (22 mai 2015). *Op. cit.* p. 4.

politiques déjà existantes. Les mesures proposées restent en surface puisqu'elles concernent pour la plupart, l'utilisation de structures qui ont montré leurs limites par le passé. Ces lieux de pouvoirs locaux sont le résultat des politiques de décentralisation des années 1990. Ces politiques de décentralisation sont restées en surface et sont loin d'avoir obtenu l'unanimité<sup>310</sup>. Ainsi, il ressort qu'une tentative d'évitement a été utilisée dans la construction des accords pour tenter d'atteindre une certaine entente entre les partis. Alors que la construction institutionnelle du nord était un sujet de discordes entre les groupes rebelles (particulièrement la CMA) et le gouvernement, la question n'a pas été prise de front et a plutôt été éludée dans un discours vague et modeste. La vigueur soudaine avec laquelle la médiation internationale a défendu cet accord démontre leur faible intérêt pour les réformes politiques en profondeur comme moteur de paix au Mali. Par contre, sur le plan sécuritaire, le document est plus précis.

Alors que la section sur les institutions et les mesures politiques reste vague, les chapitres 7 à 11 sur la défense et la sécurité sont plus détaillés et descriptifs<sup>311</sup>. D'entrée de jeu, le désir de remettre le gouvernement malien aux commandes du contrôle du nord du pays est palpable :

Les forces armées et de sécurité reconstituée se redéploieront, de manière progressive à compter de la signature de l'Accord, sur l'ensemble des régions du nord. Ce redéploiement s'effectue sous la conduite du Mécanisme opérationnel de coordination (MOC), avec l'appui de la MINUSMA<sup>312</sup>.

Un ensemble de mesures accompagne ce mécanisme de retour graduel de la FAMA. Un retour qui se fait toujours attendre après les deux années d'efforts des intervenants internationaux pour le faciliter. Malgré une pression significative des médiateurs pour

---

<sup>310</sup> [a. n. d.]. (25 février 2015). Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issue du processus d'Alger. Récupéré de [http://malijet.com/actualite\\_dans\\_les\\_regions\\_du\\_mali/rebellion\\_au\\_nord\\_du\\_mali/124338-document-du-projet-d-accord-d-alger-pour-la-paix-et-la-reconcili.html](http://malijet.com/actualite_dans_les_regions_du_mali/rebellion_au_nord_du_mali/124338-document-du-projet-d-accord-d-alger-pour-la-paix-et-la-reconcili.html), p. 5-8.

<sup>311</sup> *Ibid.* p. 8-9.

<sup>312</sup> *Ibid.* p. 8.

aller de l'avant à tout prix avec les objectifs de défense de l'accord d'Alger, une certaine prudence est perceptible dans les chapitres sur le sujet. L'exemple le plus marquant est le programme DDR (Cantonnement, intégration et désarmement, démobilisation, et réinsertion) qui a pour objectif de faciliter l'intégration d'anciens combattants rebelles soit dans les forces armées légitimes de l'État, soit dans la vie civile<sup>313</sup>. Au-delà du doute sur l'efficacité d'une telle mesure pour faciliter l'intégration du FAMA à Kidal, Tombouctou et Gao, particulièrement en tenant compte de la montée des tensions et des affrontements ponctuels entre les groupes rebelles et les militaires maliens depuis le printemps 2014, le programme DDR rappelle une tentative similaire proposée dans le Pacte national 20 ans plus tôt. Pourtant, comme il a été démontré dans le premier chapitre, les efforts mis de l'avant dans le règlement de la crise des années 1990 ont connu un succès mitigé dans le meilleur des cas. En d'autres mots, « la médiation internationale privilégie la restauration de l'ordre et la stabilité dans une situation marquée au contraire par l'aspiration des populations du nord au changement »<sup>314</sup>.

### 3.3 L'influence de la participation internationale

Depuis le déclenchement du conflit en janvier 2012, les régimes qui se sont succédé à Bamako ont démontré à plusieurs reprises que leurs intérêts occupaient une place significative de leurs priorités. Les derniers moments du régime d'ATT ont été occupés par une vaine tentative à renforcer le rapport de force de son parti à la veille d'une élection présidentielle. Pendant ce temps, les populations du nord étaient laissées à eux-mêmes dans une rébellion de plus en plus violente et où les groupes

---

<sup>313</sup> [a. n. d.]. (25 février 2015). Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issue du processus d'Alger. Récupéré de [http://malijet.com/actualite\\_dans\\_les\\_regions\\_du\\_mali/rebellion\\_au\\_nord\\_du\\_mali/124338-document-du-projet-d-accord-d-alger-pour-la-paix-et-la-reconcili.html](http://malijet.com/actualite_dans_les_regions_du_mali/rebellion_au_nord_du_mali/124338-document-du-projet-d-accord-d-alger-pour-la-paix-et-la-reconcili.html), p. 8.

<sup>314</sup> International Crisis Group. (22 mai 2015), *Op. cit.* p. 4.

djihadistes occupaient une place grandissante<sup>315</sup>. La chute du gouvernement d'ATT et la prise de contrôle des institutions politiques par Dioncounda Traoré et son équipe ont apporté peu de changement. Bien que l'aspect transitoire de sa situation puisse expliquer partiellement le manque de vigueur avec laquelle la crise a été gérée, une large part des actions du président Traoré ont été concentrées sur une lutte de pouvoirs entre élites à Bamako pour le contrôle des institutions. D'ailleurs, une conséquence collatérale de cette dynamique a été la stagnation des négociations pour une sortie de crise<sup>316</sup>. Le retour d'un régime légitime sous la présidence d'IBK n'a jusqu'à maintenant pas démontré un changement de paradigme dans les habitudes politiques gouvernementales. En effet, dès l'accord de Ouagadougou, le président a fait la preuve de sa motivation à renforcer le rapport de force du gouvernement au détriment du dialogue et d'une réforme en profondeur des institutions maliennes. Comme il a été mentionné plus haut, la nouvelle ouverture d'IBK aux négociations à partir de 2014 a été stimulée par la démonstration de la faiblesse de l'armée du pays plutôt que par une volonté de dialogue.

Pour ce qui a trait aux groupes indépendantistes, il a été rapidement possible de constater la multiplicité des visions et la volatilité de l'appartenance des membres pour chacun des groupes. Dès les premiers coups de feu en janvier 2012, la laïcité du MNLA s'opposait à la conception islamiste d'Ansar Eddine et ce sans compter la participation grandissante des entités régionales telles AQMI dans le conflit. La mort et la création de nouveaux groupes durant les années suivantes n'ont fait que confirmer ce fait. La formation du MIA par des dissidents modérés d'Ansar Eddine, et celle du HCUA par des notables touaregs ouverts à la solution politique à la veille des négociations de Ouagadougou, ne sont que quelques exemples de ce trait des groupes indépendantistes et autonomistes du nord du Mali. Cette volatilité dans la formation de ces entités complique le dialogue. En effet, les leaders de ces groupes

---

<sup>315</sup> Pour plus de détails, voir pages 59-60.

<sup>316</sup> Lecocq, B., Mann, G., Whitehouse, B., Badi, D., Pelckmans, L., Belalimat, N., Hall, B. et Lacher, W. (2013). *Op. cit.* p. 348.

ont une propension plus faible à s'engager dans une négociation sérieuse et à faire des compromis si cela peut risquer leur statut de chef soit par les propres membres du groupe ou ceux d'un autre groupe. De plus, les engagements de tels leaders sont faibles et risquent de ne pas avoir d'impact sur le terrain, par exemple, pour un accord de cessez-le-feu<sup>317</sup>. Il est aussi important de considérer que les entités touaregs opposées au gouvernement ont aussi une forte tendance à prioriser le renforcement de leur rapport de force au détriment de la négociation pour une paix éventuelle<sup>318</sup>.

L'ajout de groupes islamistes complexifie les possibilités de négociations pour une paix éventuelle au Mali. Tout comme les entités rebelles touarègues, les regroupements djihadistes ont connu des mutations à travers les années de conflits. Par exemple, le MUJAO est né suite à des conflits internes d'anciens membres d'AQMI<sup>319</sup>. D'ailleurs à peine quelques mois plus tard, ce même MUJAO fusionne avec les Signataires pour le sang et devient Al Mourabitoune sous l'impulsion de Mokhtar Belmokhtar<sup>320</sup>. Une conséquence de l'enracinement croissant de ces entités au Sahel est la régionalisation du conflit. En effet, les intérêts de ces élites concernent peu la vie politique malienne, il profite plutôt de la difficulté du contrôle dans le

---

<sup>317</sup> Sebastian, S. (2015). *Op. cit.* p. 11-12.

<sup>318</sup> International Crisis Group. (22 mai 2015). *Op. cit.* p. 4.

<sup>319</sup> « Fin 2011, ces dissensions donnèrent naissance au Mouvement pour l'unité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), à la suite de l'enlèvement en Algérie de trois Européens (octobre 2011) à l'initiative du Mauritanien Hamada Ould Mohamed Kheira. Lorsque celui-ci et son second, Abou Ali, un Algérien d'origine malienne, présentèrent les trois otages aux émirs installés dans les montagnes de Tigharghar (massif des Ifoghas) une violente dispute éclata : inquiets que des éléments d'AQMI soient intervenus en Algérie, Abou Zeid et Yahia Djouadi désapprouvèrent l'opération et donnèrent l'ordre à leurs auteurs de rapatrier les otages de l'autre côté de la frontière. Ces derniers refusèrent, accusant les deux émirs d'être de faux jihadistes, de s'enrichir sur le dos de leurs combattants à travers les rançons et les trafics et d'investir uniquement en Algérie. Pour Ould Mohammed Kheira et Abou Ali, ceux qui ne sont pas Algériens ne profitent pas de ces « business ». C'est ainsi qu'ils partirent s'installer avec leurs partisans et leurs otages dans les régions de Gao, devenue leur fief et de Ménaka. La rupture était consommée. Rejoints par des arabes maliens, le MUJAO agissait désormais pour son propre compte (rapt d'Occidentaux, trafic d'armes et de drogue, etc.) et procéda à de nombreux recrutements, notamment parmi les Peuls de la vallée du Niger (et parmi eux des Nigériens) sur une base à la fois islamiste et anti-touareg ou anti-MNLA, celui-ci ayant commis de nombreuses exactions dans la Vallée » Dans, Grégoire, E. (3 juillet 2013). *Op. cit.* p. 3.

<sup>320</sup> Harmon, S. (2015). *Op. cit.* p. 239.

Sahel pour mener à bien des activités commerciales comme le trafic en tout genre et le kidnapping. De plus, l'absence de distinction claire entre les différents groupes autant djihadistes que nationalistes rend difficiles les efforts de paix. Certains ont proposé une négociation potentielle avec les groupes les moins radicaux afin de leur offrir une porte de sortie vers des activités légales<sup>321</sup>. Au-delà du problème d'identification des acteurs invités à la table de négociation, cette solution évite un problème important du trafic illicite au Mali. En effet, cette méthode de financement n'est pas l'apanage des djihadistes et elle est aussi répandue chez les nationalistes, mais aussi, au sein du gouvernement<sup>322</sup>. Dans un tel contexte, les différents acteurs impliqués dans les négociations sont peu motivés à apporter des changements significatifs afin de lutter contre le trafic.

La complexité de la scène conflictuelle malienne est un élément central dans l'explication de l'influence des intervenants internationaux sur les possibilités pour la paix au Mali, surtout en prenant en considération que jusqu'à maintenant, les acteurs impliqués ont principalement agi en fonction de leurs intérêts. Depuis le début de l'intervention internationale directe sur le terrain, leurs efforts ont été concentrés sur le contrôle du territoire et le rétablissement de l'autorité étatique. Il a été démontré précédemment que durant l'année 2013, la France et la MINUSMA ont fortement contribué à la stabilisation physique des régions administratives Gao, Tombouctou et Kidal en plus de renforcer la légitimité et les capacités du gouvernement central. Par ces actions ils ont prouvé une préférence au rétablissement de l'autorité de l'État comme solution pour une sortie de crise. Même si l'implication de la MINUSMA et de la France est restée discrète dans le processus de négociation jusqu'en 2015, leur appui au gouvernement et leurs efforts de reconstruction de ses capacités ont contribué à renforcer le rapport de force d'IBK dans le processus de paix. Ainsi, cette force renouvelée a permis au gouvernement de maintenir une ligne dure et d'imposer

---

<sup>321</sup> Sebastian, S. (2015). *Op. cit.* p. 15.

<sup>322</sup> Karlsrud, J. (2015). *Op. cit.* p.46.

leur vision pour le futur du pays, plongeant les discussions dans un cul-de-sac. Ainsi, les interventions de la France et de la MINUSMA sont le reflet d'une vision du système international où un État fort possède les capacités nécessaires pour contrôler son territoire et imposer sa vision de la société. Pour ce faire, le travail sur les institutions étatiques et le contrôle du territoire au profit du gouvernement provoque une imposition de son autorité, plutôt qu'une acceptation généralisée de sa légitimité par la majorité de la population. D'ailleurs, la difficulté avec laquelle les négociations pour la paix sont menées est le reflet de cette situation. À la lumière, de ces réflexions il est valable de se questionner sur l'efficacité de cette technique. En effet, même dans le cas où l'autorité de l'État était rétablie sur la totalité du Mali, l'absence de projet de société inclusif et porteur risque de provoquer une paix de courte durée. Cette tendance à éviter d'aborder les questions politiques de la part des intervenants internationaux pour se concentrer sur la stabilisation du territoire a permis au gouvernement et à ses opposants à ce cantonné dans leurs positions respectives. Cela a contribué à complexifier les tentatives de discussions et à favoriser un maintien des tensions sur le terrain, le plus souvent exprimé par des échanges violents. Cette survie de la violence va à l'encontre des tentatives des deux intervenants et elle a compliqué par le fait même leurs actions dans le Nord-Mali. Cette augmentation de la charge de travail, pour ce qui a trait au contrôle du territoire, a incité graduellement la MINUSMA et la France à modifier leurs approches en matière de questions sécuritaires. Le dénouement des négociations d'Alger et la formation de l'opération Barkhane en sont des exemples représentatifs.

### 3.3.1 Les déploiements internationaux et les transformations conflictuelles

L'opération Serval a duré plus d'un an de 2013 à 2014 avant de devenir Barkhane le 1<sup>er</sup> août, alors que la MINUSMA se poursuit encore aujourd'hui avec un renouvellement de la mission par la résolution 2227 en juin 2015.

Dès les premiers instants du déploiement de la France en janvier 2013, la présence étrangère a réussi son objectif de déstabiliser les rapports de force sur le terrain par



une action militaire d'une importance rarement observée depuis la guerre froide<sup>323</sup>. Cette participation française au conflit malien dans le but de faire face à la menace djihadiste a renversé les dynamiques du conflit qui se mettait en place depuis le début de l'année 2012. Malgré le fait que l'opération se déployait dans un cadre d'objectifs limités, concentrés autour d'une reconquête du territoire malien, l'influence de Serval sur la politique du pays est significative. De plus, le déploiement de la MINUSMA quelques mois plus tard ne reste pas sans conséquence sur les transformations conflictuelles

À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013, la mission de l'ONU est devenue un acteur significatif du conflit malien, et ce sous plusieurs aspects. Cette intervention a eu des conséquences sur les transformations conflictuelles et politiques, au-delà des objectifs de stabilisation escomptés initialement. Premièrement, dès la résolution 2100, le Conseil de sécurité adopte un double discours pour ce qui a trait aux relations avec les protagonistes de la crise. D'un côté, comme il a été énoncé plus haut, le Conseil de sécurité affirme le principe fondamental de l'impartialité pour la MINUSMA<sup>324</sup>. De l'autre côté, il est clairement stipulé dans les mandats de la mission qu'elle doit contribuer au rétablissement de l'autorité de l'État. De cette relation ressort un moteur d'influence important de la MINUSMA sur les dynamiques politiques du Mali. Deuxièmement, les ambitions et les perceptions des membres de la mission onusienne sur ce que devrait être la paix pour ce pays ouest-africain influencent le déroulement des négociations de paix à Ouagadougou tout d'abord, pour ensuite renaître à Alger. Ainsi, il s'opère des transformations dans le conflit et des limitations dans le processus de paix. En premier lieu, en fonction de ce que les membres de la MINUSMA désirent obtenir comme forme de paix et par les moyens utilisés pour l'atteindre. Ensuite, une mutation des dynamiques conflictuelles est provoquée par la présence de la mission sur le sol malien.

---

<sup>323</sup> Goya, M. (2013). La guerre de 3 mois : l'intervention française au Mali mise en perspective. *Politique étrangère*, 2, p. 159.

<sup>324</sup> *Ibid.*

Ainsi, dès les premiers jours de la présence française en janvier 2013, la crise malienne a connu des transformations provoquées par l'apparition d'un nouvel acteur. D'ailleurs, ce phénomène d'influence par la présence étrangère se poursuit encore aujourd'hui.

### 3.3.2 L'opération Serval : la modification des rapports de force sur le terrain

L'opération Serval a été la première action militaire internationale directe pour un rétablissement de l'autorité de l'État au Mali. Ce déploiement de 4000 soldats français a eu pour effet rapide de repousser les forces djihadistes qui avançaient sur la ville de Konna, une position géographique plus au sud que les attaques de l'année précédente et qui laissait présager selon certains, une avancée potentielle vers la capitale<sup>325</sup>.

La « libération » du nord du pays s'est déroulée rapidement et pratiquement sans anicroche. D'ailleurs, pour le gouvernement français, cette période de l'opération Serval est considérée comme un succès. Durant les premiers trois mois de l'intervention, l'armée française et ses partenaires africains ont traqué les insurgés et ont engagé des combats rapprochés. Ultimement, environ un tiers des 2000 combattants djihadistes estimés à parcourir la région ont été tués et 430 ont été fait prisonnier, alors que les autres ont fui vers le Niger, la Libye ou se sont dissous dans

---

<sup>325</sup> « Les événements se sont accélérés pendant les premiers jours de l'année. Il est difficile de reconstituer précisément et avec certitude les mouvements des groupes armés islamistes et ceux des forces maliennes dans la zone tampon au nord de la ville de Sévaré, où était concentré le dispositif militaire gouvernemental. Les éléments d'Ançar Eddine, du MUJAO et d'AQMI se sont regroupés et ont mobilisé plusieurs dizaines de pick-up armés avant d'avancer en direction de la bourgade de Konna, à 70 kilomètres de Mopti, attaquée le 9 janvier. Le rôle primordial joué par le chef d'Ançar Eddine, Iyad Ag Ghali, et les responsables d'AQMI dans l'offensive semble aussi établi. Même si beaucoup, y compris les responsables français justifiant l'intervention militaire, ont évoqué le risque imminent d'une descente des djihadistes pour « prendre » Bamako, il est bien plus vraisemblable que l'offensive visait l'aéroport et les bases militaires de Sévaré, avec l'intention d'empêcher le renforcement du dispositif militaire malien par les forces étrangères ». Dans : International Crisis Group. (11 avril 2013). *Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur*. Rapport Afrique 201, p. 7.

la population locale malienne<sup>326</sup>. Ainsi, cette opération a été considérée comme un succès puisqu'elle a permis la stabilisation du nord du pays, précédemment sous le contrôle des combattants djihadistes. Par cette action, la France a contribué à modifier les dynamiques conflictuelles de maintes façons.

La première et la plus évidente des transformations est la modification des capacités militaire du gouvernement. Une des raisons du manque de légitimité des élites gouvernementales, autant le régime d'Amadou Toumani Touré que celui de Dioncounda Traoré, a été la faiblesse avec laquelle ils ont fait face aux attaques armées au nord du pays. L'apport français a ainsi permis de sécuriser des zones stratégiques<sup>327</sup>. Cette victoire à court terme a eu deux conséquences sur le développement futur des événements. Tout d'abord, cette réussite s'est faite à un coût pour la France qui est devenu en quelque sorte copropriétaire d'un problème complexe de sécurité et de gouvernance au Mali<sup>328</sup>. En effet, à cette époque le gouvernement transitoire peinait jusqu'à ce moment à garder le contrôle des institutions, non pas contre une menace djihadiste, mais plutôt face à des compétiteurs politiques légitimes et une population en grogne peu ouverte à accorder sa confiance à l'équipe de transition<sup>329</sup>. Ensuite, une influence rapide de cette mission sur la politique malienne est la sauvegarde d'un État qui faisait face à un problème flagrant de confiance populaire. Bien sûr, il est possible d'affirmer qu'il était nécessaire d'agir de la sorte dans un contexte aussi instable que celui du Mali en janvier 2013. Par contre, alors que le déploiement de Serval s'inscrit dans un discours de sauvegarde de la démocratie de ce pays, la mission française a plutôt court-circuité les objections des partis d'opposition et la frustration de l'électorat en légitimant un

---

<sup>326</sup> Boeke, S. et Schuurman, B. (2015). Operation Serval : A Strategic Analysis of the French Intervent in Mali, 2013-2014. *Journal of Strategic Studies*, 38(6), p. 801-802.

<sup>327</sup> *Ibid.* p. 802.

<sup>328</sup> *Ibid.*

<sup>329</sup> International Crisis Group. (11 avril 2013). *Op. cit.* p. 5.

gouvernement transitoire en perte d'appui<sup>330</sup>.

La scène politique nationale n'a pas été la seule à subir l'influence du déploiement de l'opération Serval. Malgré un désir de la part de la France de ne pas intervenir sur la question des relations entre les Touaregs et les populations du sud, ses actions dans le nord du pays les ont contraints à prendre part au débat. En effet, il était clair pour les représentants de Serval que le contentieux entre les populations du Nord et du Sud ne pouvait se régler par la force. La solution à ce problème ne pouvait que relever d'un dialogue entre les partis concernés. Ainsi, sur le terrain, les membres de l'opération avaient pour ordre de respecter une attitude de ni ami ni ennemi face aux regroupements touarègue<sup>331</sup>. Cette attitude n'a pu rester la norme indéfiniment et rapidement, une forme de relation s'est développée entre Serval et le MNLA. En effet, pour éviter qu'un retour précipité de soldats maliens issus du sud se déploient au nord du pays aboutisse à la résurgence des actes de répressions, il a été convenu de limiter les forces militaires maliennes sur cette partie du territoire. En contrepartie, Serval a accepté l'assistance du MNLA qui s'est retourné contre les djihadistes suite au détournement de leur rébellion<sup>332</sup>. Cette décision a contribué à bouleverser les dynamiques sociales, particulièrement sur deux plans. Tout d'abord, ce refus de considérer les mouvements nordistes comme un ennemi potentiel et leurs inclusions à la table de négociation n'a pas été bien reçu par les populations du sud. Cette décision a entre autres été considérée comme une prime à la rébellion en plus de reprocher à Serval de ne pas avoir combattu le MNLA comme le MUJAO et AQMI, alors que les

---

<sup>330</sup> « Bamako connaissait de vives tensions le 9 janvier. La veille, des mouvements politiques dont la majorité avait émergé à la suite du coup d'Etat de mars 2012, qu'ils avaient soutenu, avaient annoncé la constitution d'une « plateforme de la coalition pour les concertations nationales immédiates souveraines et pour le changement au Mali ». Les signataires réclamaient « la tenue sans délai des concertations nationales souveraines » et ce « sans condition du 10 au 15 janvier 2013 ». Ils se sont dit également « déterminés à s'opposer par tous les moyens légaux, à toute tentative de faire adopter tout projet de loi par une Assemblée nationale ne détenant plus le suffrage du peuple ». Cette coalition annonçait des manifestations et des marches à compter du 9 janvier ». International Crisis Group. (11 avril 2013). *Op. cit.* p. 5.

<sup>331</sup> D'Evry, A. (juillet 2015). *Op. cit.* p. 33.

<sup>332</sup> Boeke, S. et Schuurman, B. (2015). *Op. cit.* p. 820.

Touarègues s'étaient associées à ces groupes précédemment pour rétablir leur rapport de force<sup>333</sup>. Ensuite, au niveau gouvernemental, cette coopération entre Serval et le MNLA n'a pas été vu sous un bon œil. Selon les perceptions de Bamako, ce groupe touareg était le responsable du déclenchement de la rébellion. Ainsi, cette coopération a contribué à compliquer les négociations pour la paix<sup>334</sup>. En effet, ce brusque revirement d'allégeance par le MNLA a déstabilisé les relations dans le groupe. Certains membres ont quitté refroidis par les nouvelles positions modérées de l'entité touarègue et d'autres le joignant en espérant obtenir un accès à la table de négociation<sup>335</sup>. Aussi, la légitimation du MNLA par la France a été accueillie avec scepticisme par le gouvernement, considérant ce revirement comme un acte opportuniste<sup>336</sup>. Malgré tout, les différents acteurs arrivaient à une entente et signaient les accords de Ouagadougou le 18 juin 2013<sup>337</sup>. Plus de détails sur le déroulement de ces négociations sont présentés et analysés plus loin dans ce chapitre.

Une influence significative de Serval sur la situation malienne a été de prévenir une expansion potentielle des groupes islamistes au pays, et de stabiliser par sa présence militaire l'intégrité territoriale sous une autorité relative du gouvernement central. De prime abord, il s'agit d'un effort défini par des objectifs limités et aux conséquences politiques restreintes. La réalité s'est avérée plus complexe et les transformations apportées par la mission ont dépassé le seul cadre stratégique. À partir du milieu de l'année 2013, la France croyait voir sa responsabilité diminuer par l'arrivée d'un nouveau joueur sur le terrain. En effet, l'opération Serval a facilité le déploiement de la MINUSMA à partir du mois de juillet 2013 alors que la mission française continuait son travail de patrouille du territoire durant l'année suivante, ce qui a

---

<sup>333</sup> D'Evry, A. (juillet 2015). *Op. cit.* p. 34.

<sup>334</sup> Boeke, S. et Schuurman, B. (2015). *Op. cit.* p. 820.

<sup>335</sup> Grégoire, E. (2013). *Op. cit.* p. 8.

<sup>336</sup> *Ibid.*

<sup>337</sup> Boutellis, A. (2015). Can the UN Stabilize Mali ? Towards a UN Stabilization Doctrine. *Stability: International Journal of Security & Development*, 4(1) : 33, p. 4.

permis une forme de répartition des tâches où la France s'occupait du contre-terrorisme et où l'ONU s'affairait à patrouiller les zones stabilisées par Serval et à la stabilisation politique du pays. Alors que cette proposition semblait logique et aller de soi dans la théorie, cette division du travail s'est avérée plus complexe et elle a contribué à la modification de la stratégie française dans la région.

### 3.3.3 Barkhane : la régionalisation du contre-terrorisme français au Sahel

L'opération Serval a été présentée par le gouvernement français comme une réponse spontanée à une croissance rapide de la menace terroriste au Mali<sup>338</sup>. L'efficacité avec laquelle la France a repoussé les groupes djihadistes durant les premières semaines de l'intervention a contribué à entourer la mission d'une aura de succès<sup>339</sup>. Suite à cette lune de miel, certaines tensions sont nées entre l'intervenant, le gouvernement malien et son armée. L'assistance du MNLA dans certaines activités de Serval a été un moment clé de la formation des frustrations de la part des deux côtés. En effet, il devenait évident que les objectifs français et du gouvernement malien n'étaient pas les mêmes. Pour l'intervenant, sa présence sur le terrain était motivée par le désir de stopper les forces d'AQMI et d'appuyer ses partenaires sur le terrain. Pour le gouvernement d'IBK, les objectifs concernaient aussi l'arrêt des activités des islamistes, en plus de neutraliser le MNLA<sup>340</sup>. Cette divergence dans les buts à atteindre pour ce qui a trait aux opérations dans le nord du pays a été un des incitatifs de la France à amorcer la prochaine étape de son initiative de sécurisation du Sahel, c'est-à-dire, Barkhane annoncée le 19 juillet 2014 à la base militaire de Niamey<sup>341</sup>.

Sur un autre plan, la répartition des tâches entre les intervenants internationaux amenait son lot de frustrations parmi les populations maliennes. Entre autres, la participation du MNLA aux activités de Serval n'a pas choqué que l'armée malienne,

<sup>338</sup> D'Evry, A. (juillet 2015). *Op. cit.* p. 21.

<sup>339</sup> *Ibid.*

<sup>340</sup> Harmon, S. (2015). *Op. cit.* p. 236.

<sup>341</sup> *Ibid.*

cette décision a aussi contribué à miner la confiance des citoyens du nord par rapport à la présence française. Aussi, le sentiment de sécurité des Maliens apportés par la présence de la France et de l'ONU s'effritait graduellement. En avril 2014, des jeunes de Gao se plaignaient de lacunes dans le périmètre de sécurité autour de la ville. De plus, ils accusaient les forces de la MINUSMA et de Serval d'être plus concernées par leur propre sécurité que de celle des locaux<sup>342</sup>. Dans un tel contexte, l'arrivée à terme de l'engagement pour l'opération Serval a créé une opportunité pour la France de se retirer du débat concernant le futur du nord du Mali tout en continuant ses activités de contre-terrorisme dans un cadre régional par le biais de Barkhane<sup>343</sup>.

Au-delà des pressions contextuelles qui ont mené à la transformation des opérations français au Sahel, les avantages techniques liés à cette évolution ont aussi été un moteur de changement. Ainsi, la conception grandissante de l'importance à faire face au problème terroriste par une concertation régionale et les intérêts français dans l'ensemble du Sahel ont influencé la mise en place de Barkhane et du G5. En effet, ce nouvel effort comprend la participation de cinq pays d'Afrique de l'Ouest : Le Niger, le Tchad, la Mauritanie, le Burkina Faso et le Mali. Cette nouvelle forme de coopération a plusieurs avantages par rapport à une opération ciblée seulement sur le Mali. Tout d'abord, elle permet une répartition des tâches, ce qui contribue à alléger la charge de travail de la France. Le meilleur exemple est le Tchad qui a démontré sa capacité à fournir des troupes disciplinées et entraînées pour faire face aux difficultés liées aux actions dans le désert. Les soldats tchadiens ont aussi prouvé leur efficacité dans des conditions difficiles par les combats contre Ansar Eddine et AQMI dans l'Adrar des Ifoghas, où ils ont gardé une attitude professionnelle malgré les pertes humaines<sup>344</sup>. Sur le terrain, cette division du travail est aussi perceptible. Ainsi, l'opération Barkhane inclut l'établissement d'une base à Gao où 1000 soldats français

---

<sup>342</sup> Wing, S. (2016). French Intervention in Mali : strategic alliance, long-term regional presence. *Small War and insurgencies*, 27(1), p. 66.

<sup>343</sup> *Ibid.*

<sup>344</sup> Harmon, S. (2015). *Op. cit.* p. 237.

sont restés sur place. Le centre de commandement central se trouve à Ndjamena au Tchad. Pour ce qui a trait à l'intelligence, le centre de commandement est situé au Niger. De plus, les forces spéciales sont établies au Burkina Faso<sup>345</sup>.

La transformation de la présence française au Mali a eu un impact significatif sur la MINUSMA. En effet, cela a contribué à augmenter la charge de la mission onusienne et de la FAMA pour sécuriser le nord malien et par le fait même à en faire des cibles idéales pour les groupes antagonistes à l'État. Même si certaines attaques ont été dirigées contre eux auparavant, à partir de ce moment, le nombre de tentatives a augmenté en plus de se produire à des endroits considérés comme sécuritaires précédemment. Les exemples abondent, le 7 août 2015, 123 personnes sont tuées dans une attaque dans un hôtel de Sévaré, et plus récemment, 21 personnes sont mortes à l'hôtel Radisson à Bamako<sup>346</sup>. Au-delà d'attaque de civiles, la MINUSMA a aussi été la cible de frappes. Ainsi, le 2 juillet 2015, une embuscade provoque la mort de 6 Casques bleus, seulement deux semaines après la signature d'un accord de paix<sup>347</sup>.

Ainsi, en transformant leur approche du contre-terrorisme dans la région sahélienne, la France a augmenté la pression sur la MINUSMA pour ce qui a trait à la sécurisation du territoire malien. Cette nouvelle donne a compliqué le rôle de l'ONU qui éprouvait déjà des difficultés à se positionner dans le conflit en jouant sur différents tableaux parfois contradictoires. D'un côté, la mission onusienne se devait de jouer un rôle central dans la patrouille du nord du pays à mesure que le nombre de troupes françaises diminuait sur le territoire. Alors que certains groupes nordistes armés utilisaient la menace comme moyen de pression pour négocier les termes du

---

<sup>345</sup> Wing, S. (2016). *Op. cit.* p. 69.

<sup>346</sup> *Ibid.*, p. 67.

<sup>347</sup> *Ibid.*



programme de DDR<sup>348</sup>. De l'autre côté, le rôle central de la MINUSMA dans la médiation pour la négociation d'un retour à la paix est affecté par ses activités de gendarmes grandissantes. Dans un contexte où les discussions pour le futur du Mali sont déjà tendues, cette nouvelle pression a graduellement contribué à modifier l'attitude de l'ONU pour ce qui a trait à son rôle de médiation au début de l'année 2015. Pourtant, avant même la formation de Barkhane, l'appui de la MINUSMA pour le gouvernement malien était déjà perceptible.

### 3.4 La MINUSMA et l'État malien

Dès la première résolution qui autorisait le déploiement de la MINUSMA sur le sol malien, le Conseil de sécurité affirmait que :

Les principes fondamentaux du maintien de la paix, y compris ceux du consentement des parties, d'impartialité et de non-recours à la force sauf le cas de légitime défense ou de défense de mandat, et considérant que le mandat de chaque mission de maintien de la paix doit être adapté aux besoins et à la situation du pays concerné<sup>349</sup>.

Dans le contexte malien, l'impartialité et surtout le consentement des partis impliqués sont des objectifs difficiles à réaliser.

Tout d'abord, le MUJAO, AQMI et Ansar Eddine, les différents groupes djihadistes impliqués dans le conflit sont exclus de toutes négociations de paix potentielle. Il n'est pas question dans ce mémoire de proposer une légitimation des entités islamiques radicales. Malgré tout, cette attention sur l'ennemi islamiste ne reste pas sans conséquence sur l'évolution du conflit et la poursuite des violences au nord du pays. Depuis le début de la crise en 2012, la question du terrorisme a pris une place grandissante dans les préoccupations des intervenants internationaux et influencé leurs perceptions pour ce qui a trait aux moyens à employer pour rétablir la paix sur le territoire. Cette exacerbation du rôle du terrorisme dans la crise au Mali a contribué à faire de la sécurité un enjeu important dans la réflexion du retour à la paix. Ainsi,

<sup>348</sup> Wing, S. (2016). *Op. cit.* p. 67.

<sup>349</sup> Conseil de sécurité. (25 avril 2013). *Résolution 2100*. S/RES/2100, p.1.

comme il a été possible de le constater précédemment, l'opération Serval était une réponse considérée comme technique et temporaire aux troubles islamistes du pays. Par contre, il était dès le départ inconcevable pour l'intervenant français de contrôler durablement le territoire du Mali, où la superficie de la partie du pays dépasse celle de la France au complet. En conséquence, une stratégie des intervenants internationaux a été de favoriser le développement des capacités étatiques pour le contrôle de son territoire. Alors que l'opération Serval s'occupe de contre-terrorisme, la MINUSMA contribue entre autres au rétablissement de l'autorité de l'État, avec un succès mitigé<sup>350</sup>. Cette forme de collaboration entre la mission onusienne et les représentants étatiques est énoncée directement dans les mandats de la mission par la : « Stabilisation des principales agglomérations et contribution au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays »<sup>351</sup>. Malgré le fait que le renouvellement de la mission par les résolutions 2164 et 2227 ait apporté certaines modifications, l'assistance au rétablissement de l'autorité de l'État reste centrale dans la logique de l'intervention onusienne avec toutes les conséquences que cela implique<sup>352</sup>.

Un autre aspect du conflit malien qui rend complexe toute forme d'impartialité pour les intervenants internationaux est la difficulté à identifier clairement la multitude d'acteurs qui participent activement à cette crise. En effet, les « opposants » aux élites gouvernementales sont loin de représenter un bloc uni, ils tissent plutôt un ensemble de réseaux complexes en mouvance perpétuelle et où s'exprime une diversité de positions, d'objectifs et d'intérêts. Ainsi, dans ces réseaux se côtoient des demandes de partenariats avec le gouvernement, de décentralisation des structures de pouvoir, d'indépendance du nord du pays, de projet laïque, de projet islamiste, etc. En plus de

---

<sup>350</sup> Malgré une certaine stabilisation du territoire au nord du pays, les violences se poursuivent encore aujourd'hui. Quant au rétablissement de l'autorité de l'État, suite à une élection réussie en 2013, le président élu IBK a démontré une faible ambition à s'impliquer dans un processus de négociation de paix.

<sup>351</sup> Conseil de sécurité. (25 avril 2013). *Op. cit.* p. 7.

<sup>352</sup> Conseil de sécurité. (25 juin 2014). *Résolution 2164*. S/RES/2164, p. 6 ; Conseil de sécurité. (29 juin 2015). *Résolution 2227*. S/RES/2227, p. 6.

cette diversité des exigences, les membres de chaque groupe ont une tendance à changer de filiation en fonction des rapports de force et de l'évolution du conflit. Aussi, la durée de vie de ces groupes fluctue en fonction des luttes internes et de la transformation des intérêts de chaque entité. Il devient ardu pour les représentants de la MINUSMA de développer des relations à long terme avec ces groupes.

Un autre frein à l'impartialité de la MINUSMA provient des objectifs mêmes de la mission. En effet, une lecture de la résolution 2100 fait ressortir le fait qu'avant même son déploiement, les ambitions de la MINUSMA dépassent le simple retour de la paix sur le sol malien. La paix au Mali peut avoir plusieurs significations tout dépendamment de l'interlocuteur, ce qui influence les objectifs et les moyens utilisés pour mettre fin au conflit. Dans le cas de la mission onusienne, la paix consiste à un retour de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire malien :

Mettant l'accent sur la nécessité d'œuvrer rapidement à rétablir la gouvernance démocratique et l'ordre constitutionnel, notamment en tenant des élections présidentielles et législatives libres, régulières, transparentes et ouvertes à tous, et soulignant qu'il importe que les autorités de transition maliennes engagent promptement un dialogue ouvert et une véritable concertation avec les groupes politiques maliens, y compris ceux qui ont précédemment prôné l'indépendance, sont prêts à mettre fin aux hostilités, ont rompu tous liens avec des organisations terroristes et reconnaissent sans condition l'unité et l'intégrité territoriale de l'État malien<sup>353</sup>.

Malgré l'accent mis sur la tenue d'un dialogue entre les partis impliqués, la négociation a pour objectif un retour de l'unité territoriale et rejette toute ouverture à une potentielle indépendance du nord. Ainsi, pour la MINUSMA, la question de la paix au Mali consiste à la survie et au développement d'un système étatique où le gouvernement central possède l'autorité nécessaire au contrôle de l'ensemble de son territoire.

---

<sup>353</sup> Conseil de sécurité. (25 avril 2013). *Op. cit.* p. 1-2.

### 3.4.1 Le gouvernement malien et la MINUSMA : les conséquences du renforcement des capacités de l'État

Le mandat de la MINUSMA énonce clairement ses objectifs de rétablir l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire malien. Il s'agit d'une conception de la paix pour le Mali qui ne reste pas sans conséquence, autant par des actions directes, que par des retombées indirectes.

Tout d'abord, la seule présence de la mission sur le territoire contribue de multiples façons à influencer les acteurs actifs du conflit, mais aussi à modifier la perception des populations. Pour ce qui est des groupes opposés au gouvernement, le partenariat de la MINUSMA et du gouvernement central a eu une tendance à influencer leurs stratégies. Autant cette relation que la division du travail avec Serval et éventuellement Barkhane a contribué à faire des installations et des troupes onusiennes une cible de choix pour les groupes islamistes, mais aussi pour les entités indépendantistes les plus radicales. Par exemple, le 5 février 2016 :

deux véhicules ont pris d'assaut l'hôtel La Palmeraie, à Tombouctou, où le contingent nigérian de police de la MINUSMA, la mission des Nations unies au Mali, avait installé son QG. Le premier véhicule, une « voiture bélier bourré d'explosifs » selon une source sécuritaire malienne, a enfoncé le barrage du camp onusien. Le second, qui transportait une « demi-douzaine » d'hommes armés, suivait juste derrière. [...] Trois soldats maliens et un policier de la MINUSMA ont été blessés<sup>354</sup>.

L'attaque a été revendiquée quelques jours plus tard par AQMI<sup>355</sup>. Une série d'affrontements similaires ont eue lieu depuis le début de la mission à l'été 2013, faisant de la MINUSMA une des plus dangereuses missions pour les Casques bleus<sup>356</sup>.

---

<sup>354</sup> Roger, B. (5 février 2016). Mali : un militaire malien tué dans l'attaque d'un camp de la MINUSMA à Tombouctou. *Jeune Afrique*. Récupéré de <http://www.jeuneafrique.com/300090/politique/mali-militaire-malien-tue-lattaque-dun-camp-de-minusma-a-tombouctou/>.

<sup>355</sup> *Ibid.*

<sup>356</sup> [a.n.d.]. (25 août 2015). La MINUSMA, l'une des plus périlleuses missions pour les casques bleus. *RFI Afrique*. Récupéré de <http://www.rfi.fr/afrique/20150824-minusma-une-plus-perilleuses-missions-casques-bleus>.

D'ailleurs, la MINUSMA est dotée d'une capacité pour la tenue d'opération de contre-insurrection qui détone avec la réalité des précédentes missions des Nations unies<sup>357</sup>. L'ASIFU (*All Sources Information Fusion Unit*) est un exemple intéressant des capacités et des ambitions contre-insurrectionnelles de la mission onusienne.

[T]he ASIFU is the first attempt to incorporate a large- scale intelligence capability in UN peacekeeping. The ASIFU is staffed by troops from the Netherlands, Sweden and Norway. The Netherlands has sent 380 troops to Mali, including 70 commandos tasked with collecting, processing and analysing intelligence, supported by four Dutch Apache attack helicopters. Sweden will send a 200-strong reconnaissance force; Norway has deployed about 15 intelligence analysts<sup>358</sup>.

Comme le fait remarquer John Karlsrud, l'introduction de ces nouvelles capacités d'intelligences et contre-insurrectionnelles, risque au mieux de créer la controverse entre le personnel civil et celui militaire de la MINUSMA<sup>359</sup>. Déjà en 2013, l'équipe humanitaire de l'ONU pour le Mali émettait de sérieuses réserves face à la décision de leur fournir des escortes armées afin d'assurer leur sécurité<sup>360</sup>. Malgré ces réserves, l'ONU est tout de même allée de l'avant avec cette décision dont les impacts dépassent le cadre onusien. En effet, le développement de ces nouvelles capacités provoque une confusion entre les différents intervenants internationaux sur le terrain, même si sur papier on tente une division des tâches clairement définie, la réalité est tout autre. Dès la formation de la mission, la résolution 2100 mettait de l'avant une série de demandes qui laissait présager une coopération étroite entre les différentes forces armées présentes sur le territoire, c'est-à-dire, Serval, les forces onusiennes et l'armée malienne<sup>361</sup>. Malgré le développement de capacités contre-insurrectionnelles, les forces de la MINUSMA adoptent principalement une posture de défense. Pourtant, la collaboration étroite avec l'armée malienne et française complique les négociations avec les participants locaux du conflit et contribue à faire

---

<sup>357</sup> Karlsrud, J. (2015). The UN at war: examining the consequences of peace- enforcement mandates for the UN peacekeeping operations in the CAR, the DRC and Mali. *Third World Quarterly*, 36(1), p. 46.

<sup>358</sup> *Ibid.*

<sup>359</sup> *Ibid.*

<sup>360</sup> *Ibid.*

<sup>361</sup> Conseil de sécurité. (25 avril 2013). *Op. cit.* p. 9.

des installations et du personnel de la MINUSMA une cible pour les éléments les plus radicaux. Le 16 mai 2014, un échange violent s'est déroulé entre les FAMA et des éléments du MNLA lors de la visite du premier ministre Moussa Mara à Gao. Cet affrontement s'est conclu par la mort de certains officiels du gouvernement, ainsi que des membres du MNLA et du FAMA, ainsi que 19 officiers de police de l'ONU ont été blessés dans l'incident<sup>362</sup>. Cet exemple fait ressortir les conséquences d'une affiliation trop directe avec ces partenaires étatiques et français. Au-delà de la question militaire et des risques physiques engendrés par les mandats de la MINUSMA, les retombées politiques sont aussi significatives.

Dans le texte *Faire la guerre pour un Mali démocratique : l'intervention militaire française et la gestion des possibilités politiques contestées*, Bruno Charbonneau et Jonathan Sears souligne un point pertinent sur la question de la reconstruction de l'État. En effet, il est souligné que malgré le fait que la plupart des Maliens expriment le désir du rétablissement d'un État fort, ils ne parlent pas nécessairement du même État que les acteurs internationaux<sup>363</sup>. Cette confusion dans l'élaboration d'un objectif que l'on imagine commun complique le processus de négociation autant entre les acteurs locaux qu'entre les intervenants internationaux. « La « force » de l'État est vécue différemment par les communautés des différentes régions du Mali, ce qui peut entraîner des dynamiques opposées aux objectifs de « réconciliation »<sup>364</sup>. Le gouvernement malien a contribué à complexifier les actions onusiennes sur le terrain par sa gestion de la crise. En effet, la résolution 2100 était claire sur la question de la tenue d'élection au Mali dès l'été 2013, afin de mettre fin au caractère transitionnel du gouvernement<sup>365</sup>. Pourtant, la tenue d'élection, même dans les règles de l'art, est

<sup>362</sup> Karlsrud, J. (2015). *Op. cit.* p. 46.

<sup>363</sup> Charbonneau, B. et Sears, J. (septembre 2014). *Faire la guerre pour un Mali démocratique : l'intervention militaire française et la gestion des possibilités politiques contestées. Revue canadienne de science politique*, 47(3), p. 613

<sup>364</sup> *Ibid.*

<sup>365</sup> Conseil de sécurité. (25 avril 2013). *Op. cit.* p. 1.

insuffisante pour provoquer une transformation politique en profondeur<sup>366</sup>. D'ailleurs, le cas du Mali n'a pas fait exception et malgré une période d'enthousiasme suite à la victoire légitime d'IBK en août 2013, peu d'efforts ont été mis en branle pour réformer en profondeur le pays. Le cas de l'accord de Ouagadougou est particulièrement parlant dans ce domaine et mérite que l'on s'y attarde. Cet accord est signé le 18 juin 2013 par le gouvernement intérim, le MNLA, le HCUA, le MAA et le CMFPR, ce qui facilite la tenue des élections durant l'été<sup>367</sup>. Alors que l'accord stipulait que le nouvel élu devait amorcer des négociations menant à une entente de paix finale dans les 60 jours après son arrivée au pouvoir, peu a été fait dans la réalité et aucune discussion n'a été mise de l'avant par IBK. De plus, les membres du Comité de suivi et du Comité technique mixte de sécurité, deux organes de médiation dans les négociations présidés par la MINUSMA, cessent tout simplement de se réunir en octobre 2013 dus au manque de volonté politique des partis impliqués<sup>368</sup>. Il ressort de cette situation la difficulté de la mission onusienne à conjuguer ses rôles « de contribution à la mise en œuvre de la feuille de route pour la transition, y compris le dialogue national » et de « contribution au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays »<sup>369</sup>. De ce paradoxe dans les deux rôles de la mission attribué par le Conseil de sécurité ressort la confusion de ce qu'est la reconstruction de l'État pour chacun des acteurs impliqués dans le conflit et de ses conséquences sur le processus de retour à la paix. Pour le gouvernement malien, le rôle de reconstruction de l'État de la MINUSMA devrait être concentré sur le rétablissement de l'autorité de l'État par le retour des FAMA et de l'administration gouvernementale dans le nord du pays<sup>370</sup>. Les responsables de la mission onusienne ne remettent pas en cause les demandes des élites étatiques, mais ils considèrent que la construction d'un dialogue vers une unité nationale doit faire partie du processus de paix. Cette confusion dans

---

<sup>366</sup> Wing, S. (2013). *Op. cit.* p. 36.

<sup>367</sup> Boutellis, A. (2015). *Op. cit.* p. 4.

<sup>368</sup> *Ibid.*

<sup>369</sup> Conseil de sécurité. (25 avril 2013). *Op. cit.* p. 7-8.

<sup>370</sup> Boutellis, A. (2015). *Op. cit.* p. 4-5.

les objectifs de règlement du conflit ne fait pas que ralentir le processus de négociation de la paix.

En effet, la collaboration du gouvernement malien et de la MINUSMA limite les possibilités d'action du personnel onusien sur le terrain. Au-delà du processus de médiation, jusqu'à maintenant peu de pressions ont été faites sur le gouvernement afin que des réformes en profondeurs soient faites pour améliorer le tissu social du pays. En effet, l'anémie des infrastructures publiques dans le nord du pays est un enjeu qui dépasse largement cette crise et elle a été au cœur des différentes rébellions qui ont éclaté depuis la formation du pays<sup>371</sup>. D'ailleurs, Boutellis souligne l'impact que pourrait avoir le développement de services publics de base dans le nord afin d'augmenter la tolérance des populations à une présence de l'État accrue dans cette région du Mali<sup>372</sup>. En contrepartie de cette lenteur à voir surgir des transformations institutionnelles notables au Mali, la MINUSMA s'avance peu sur le sujet, la dimension politique du conflit étant largement laissé entre les mains du gouvernement central. Pourtant, bien qu'il ne soit pas question de mettre en doute l'enjeu de la sécurité et du terrorisme transnational dans le conflit malien, l'importance de la construction politique locale du nord du pays a déjà été soulignée précédemment.

En profondeur, l'unité du pays reste à faire, pas seulement dans le Nord, alors que la guerre et la partition ont tendu comme jamais les relations interethniques. Le territoire (plus de deux fois la France) est trop vaste pour envisager d'y faire régner durablement un quelconque ordre sécuritaire, ne reposant que sur la force et la coercition, surtout avec les très faibles ressources de l'État malien, inférieures à celles d'un département français<sup>373</sup>.

Ainsi, la construction d'une unité nationale doit occuper une place significative dans le projet de retour à la paix au Mali. Il est impensable d'atteindre un contrôle physique du territoire malien sans une atteinte d'une forme de consensus social entre

<sup>371</sup> Boas, M. et Torheim, L. E. (2013). The Trouble in Mali—corruption, collusion, resistance. *Third World Quarterly*, 34(7), p. 1280.

<sup>372</sup> Boutellis, A. (2015). *Op. cit.* p. 5.

<sup>373</sup> Gaulme, F. (2013). Intervenir au Mali : le retour du politique. *Études*, 5(148), p. 592.



les différentes populations du pays. Pour ce faire, il est préférable que la reconstruction de l'État dépasse la question sécuritaire, alors que le politique est laissé entre les mains du gouvernement central en fonction de ses intérêts. Le projet de retour à la paix se doit d'être inclusif et inclure la question politique pour espérer durer. Malgré une légitimité réelle apportée par les élections de 2013, plusieurs membres de ce gouvernement font partie de l'ancienne garde politique du pays. Les années qui passent depuis leurs élections semblent confirmer leurs désintérêts pour une réforme en profondeur des institutions du Mali. Ainsi, la tendance de la MINUSMA à évacuer ces préoccupations de ses priorités tout en travaillant à rétablir l'autorité de l'État contribue à renforcer le rapport de force d'une élite gouvernementale qui perpétue une routine politique qui a montré ses faiblesses. En conséquence, le projet de paix risque d'être concentré autour des intérêts du gouvernement au détriment d'une vision inclusive. Alors que la dimension transnationale du conflit prend une part grandissante des efforts internationaux, il serait judicieux de ne pas complètement évacuer les problématiques locales de la crise malienne.

### 3.5 En conclusion

Le déploiement de l'opération Serval et de la MINUSMA a contribué à modifier les dynamiques conflictuelles du Mali qui avait court depuis le début de l'année 2012. Dès les premières semaines, la participation française a provoqué une transformation des rapports de force entre les participants de la crise. Ce nouvel appui militaire aux forces du gouvernement malien a favorisé une stabilisation de l'autorité de l'État, ce qui a permis la tenue d'élection, en plus de faciliter l'arrivée de la MINUSMA. Paradoxalement, cette assistance au retour de la démocratie au pays, supposer permettre le début d'une discussion pour un retour à la paix, a plutôt donner un rapport de force suffisant au nouveau président IBK et son équipe pour se fermer à tout dialogue avec ses opposants.

Malgré cette attitude réfractaire face aux réformes politiques en profondeur de la part d'IBK, les intervenants internationaux ont perpétué leurs actions de renforcement des capacités étatiques. Cette collaboration a eu pour conséquences d'attiser les tensions entre la France, l'ONU et les opposants au gouvernement sur le territoire et par le fait même, à rendre le dialogue difficile entre ces différents acteurs. Dans certains cas, ces tensions ont provoqué des échanges violents ce qui a favorisé à travers les dernières années les activités de patrouilles et de contre-terrorisme dans le nord du pays. En contrepartie, les effectifs civils sont confinés à Bamako loin de la réalité du conflit donnant une image militarisée à l'intervention de l'ONU tout faisant émerger des frustrations chez les populations maliennes quant aux activités de la MINUSMA. Il est aussi possible de noter une confusion de ce qu'est la reconstruction de l'État pour chacun des acteurs impliqués dans le conflit. Les frustrations qu'elle provoque contribuent à compliquer le dialogue.

Le parti pris des intervenants internationaux pour une solution axée sur le rétablissement des capacités de l'État et du contre-terrorisme a eu des conséquences régulières sur les négociations pour un retour à la paix. L'échec des accords de Ouagadougou est en partie le résultat d'un manque de volonté du président malien et de la décision de la MINUSMA de laisser tomber les négociations plutôt que de confronter le nouveau gouvernement. Le retour d'un processus de paix sous l'impulsion d'Alger a été influencé par les actions internationales sur le sol malien. En effet, la diminution du rapport de force du gouvernement suite à un échec cuisant d'une action militaire à Kidal à la fin du mois de mai 2014 a contribué à rendre IBK plus ouvert aux négociations, mais aussi à augmenter les actes violents dans le nord du pays. Cette transformation du conflit s'opérait au même moment où la France diminuait sa présence sur le terrain en fermant le chapitre Serval et amorçait l'opération Barkhane. Cette nouvelle pression sur l'importance de la MINUSMA comme gendarme de Kidal, Gao et Tombouctou a favorisé l'adoption d'une attitude plus pressante de la part des intervenants internationaux afin d'arriver rapidement à la

signature de l'accord d'Alger. Cet accord qui contenait de nombreuses faiblesses principalement pour sa prédominance du thème de la sécurité au détriment du volet politique n'a pas permis le retour du calme au Mali.

En effet, la signature de l'accord en juin 2015 n'a pas permis d'assister à la fin des échanges armés dans le nord du pays. La persévérance de la MINUSMA et de la France à renforcer l'autorité de l'État pour lui permettre de recouvrer la souveraineté sur l'ensemble de son territoire tarde à faire émerger un processus de paix, autant pour l'imposition d'un cessez-le-feu, que pour la tenue d'une négociation efficace entre les participants du conflit.

## CONCLUSION

Depuis le début du conflit malien, les négociations entourant le futur de l'architecture institutionnelle du nord du pays ont été source de tensions. Alors qu'il semble y avoir une majorité de partisans du développement des structures étatiques dans les régions administratives de Gao, Kidal et Tombouctou, il y a une absence de consensus sur le type d'État que l'on désire. En effet, le déploiement de l'opération Serval et de la MINUSMA s'immisce dans un débat sur les structures de gouvernances dans le nord du Mali avec ses propres visions. Cette multiplicité d'ambitions pour le futur politique du pays a complexifié les négociations pour un retour à la paix en plus de négliger les désirs de transformation des populations du nord du pays. Cette confusion autour de ce que l'on considère comme les structures étatiques idéales à mettre en place pour envisager un futur retour à la paix complique les négociations entre le gouvernement, la médiation internationale et les élites du nord du Mali. Jusqu'à maintenant, les tentatives de discussions n'ont pas réussi à mener à la construction d'un consensus autour d'un modèle idéal d'État. Pourtant, la discorde autour de ce que devrait être l'État malien dans le nord du pays est au cœur de la survie de tensions entre les gouvernements et les populations de Gao, Kidal et Tombouctou depuis la formation du Mali. Cette difficulté à développer une architecture institutionnelle consensuelle a contribué à nourrir des tensions autant entre les élites du Nord qu'avec leurs relations avec les gouvernements maliens.

Sur le plan local, les idéaux pour ce qui a trait à l'avenir des structures de pouvoir a contribué à miner les relations entre les *big men* du nord du Mali. La rébellion touareg du début des années 1990 a été un point de départ idéal pour démontrer la transformation des rapports de force et la montée de tensions entre différents groupes dans les régions administratives de Gao, Kidal et Tombouctou. En effet, cette rébellion qui a émergé tout d'abord grâce à un front relativement uni a rapidement éclaté en plusieurs sous groupes aux revendications diverses et aux méthodes de contestations multiples. Une caractéristique particulière de ce morcellement a été une dissidence certaine entre les éléments les plus jeunes du mouvement, avide d'une

démocratisation des rapports de pouvoir, et les dirigeants traditionnels qui s'appuyaient sur un respect des hiérarchies séculaires. Le règlement graduel du conflit par le Pacte national de 1992 n'a pas réussi à renverser cette restructuration des rapports de force nourris par de nombreuses tensions. En effet, les faibles ressources disponibles dans cette région du pays, combinées à l'émergence d'aspirants *big men*, ont contribué à une montée de la discorde entre les acteurs dominants du Nord. Cette situation de rareté a été en partie le résultat d'un désintérêt des élites étatiques pour le développement de Gao, Kidal et Tombouctou.

La crise actuelle a aussi des causes issues de dynamiques au niveau national. Les tensions entre les gouvernements maliens et les élites du nord du pays concernent aussi les visions divergentes de ce que devraient être les structures étatiques à Gao, Kidal et Tombouctou. Encore une fois, la rébellion des années 1990 a été un moment charnière dans la construction des dynamiques conflictuelles qui ont éclaté au début de 2012. En effet, la chute du régime de Moussa Traoré et la mise en place d'un système démocratique multipartiste dans le cadre de la troisième constitution ont fait pousser un vent d'espoir sur la possibilité d'une meilleure intégration du nord du pays. La signature du Pacte national en 1992 sous la gouverne d'Alpha Oumar Konaré a laissé présager une concrétisation de ces espoirs. Pourtant, dans la réalité, peu de réformes en profondeur ont été appliquées durant les années suivantes afin de réaliser les promesses mises de l'avant lors du règlement du conflit. De plus, le projet de décentralisation, un pilier dans l'intégration politique de l'ensemble des régions administratives et d'un meilleur développement économique, n'a apporté que de timides transformations. Cet immobilisme a été combiné à des habitudes clientélistes dans les relations des élites politiques avec les dirigeants locaux. Ainsi, le peu de ressources disponibles a été concentré dans les mains d'une minorité où l'échange de bons services et le renforcement des rapports de forces avaient la priorité sur le développement local. En conséquence, les gouvernements de Bamako qui se sont succédé entre 1991 et 2012 ont favorisé le maintien d'une situation de rareté des

ressources et de marginalisation politique du nord du pays. Cette condition a été un cadre idéal pour la mise en place de réseaux de pouvoirs alternatifs et l'intégration de groupes radicaux aux ambitions dépassant le cadre du Mali.

Par contre, cette nouvelle rébellion débutant en 2012 ne peut être considérée comme une simple résurgence des conflits passés du Mali. Cette crise est la première où les dynamiques régionales subsahariennes occupent une place importante. Tout d'abord, la guerre civile algérienne s'étendant de 1992 à 1999 n'a pas été sans conséquence pour son voisin malien. En effet, à la fin de ce conflit, le GIA se transforme en GSPC sous la direction de Hassan Hattab et émigre au nord du Mali. La faible présence du gouvernement central dans cette partie du pays a favorisé l'intégration de ces nouveaux venus auprès des populations locales et la construction d'un réseau de pouvoir. Ce groupe qui est devenu AQMI en 2007 a alimenté les tensions locales dans les luttes de pouvoirs et il a donné une dimension régionale au conflit malien qui a éclaté en 2012. Aussi, la chute du régime de Kadhafi en Libye en 2011 a provoqué le retour de plusieurs combattants touaregs maliens dans leur pays natal. Ces nouveaux éléments possédant une formation militaire et des armes libyennes ont donné les moyens correspondants aux ambitions indépendantistes de certains groupes. L'intégration d'AQMI, du MUJAO et d'Ansar Eddine complique les possibilités pour la paix au Mali puisque les ambitions et les agissements de ces groupes dépassent le cadre malien.

L'ensemble de ces dynamiques s'étendant sur une période de plusieurs décennies et dépassant le seul cadre malien a créé les conditions idéales à l'émergence de la crise au Mali en 2012. La combinaison d'enjeux concernant la répartition des pouvoirs politiques, l'intégration d'entité islamiste sur le territoire, la faible légitimité d'un gouvernement à bout de souffle et d'une classe politique qui se renouvelle peu malgré le multipartisme font du conflit malien un objet complexe. Pourtant, les interventions internationales directes qui ont découlé de ces bouleversements ont privilégié des

objectifs concentrés sur le contrôle du territoire en plus de s'affairer au renforcement de capacités de l'État sans proposer de transformations en profondeur des structures étatiques. Pourtant, une part importante du conflit relève de tensions entourant l'architecture institutionnelle de Gao, Kidal et Tombouctou.

Face à ces frustrations liées aux structures étatiques, les interventions internationales ont plutôt concentré leurs efforts sur la stabilisation du nord du pays et la restauration par le haut de l'autorité de l'État. Les objectifs et le déploiement de l'opération Serval en janvier 2013 reflètent cette sensibilité axée sur l'autorité étatique comme méthode de sortie de crise. La France s'est rapidement déployée au Mali afin de combattre les terroristes et par le fait même, elle a renversé les rapports de force en redonnant une forme de légitimité au gouvernement transitoire de Dioncounda Traoré, en plus de permettre de stabiliser le Nord-Mali. Par contre, le contrecoup de ce succès militaire a été que cet intervenant héritait du problème de gouvernance et sécuritaire malien. Ainsi, une autre dimension de cette opération a consisté à alléger ce nouveau fardeau. Tout d'abord, le gouvernement français a fait pression pour que soit tenue le plus rapidement possible une élection présidentielle au Mali afin de mettre le gouvernement entre les mains d'un représentant légitime. Ensuite, Serval a préparé le terrain au déploiement de la MINUSMA.

Cette mission débutant en juillet 2013 s'est déployée sur deux axes. Tout d'abord, ces objectifs se sont matérialisés par le développement de patrouilles de Casques bleus dans le nord afin de s'assurer de rétablir l'autorité gouvernementale dans les principales agglomérations. Cette dimension de la MINUSMA s'inscrit dans un effort de répartition des tâches avec l'opération Serval. Alors que la France s'affaire à reconquérir les zones sous contrôle djihadiste, l'ONU devait défendre les territoires stabilisés. Cette ambition s'est entre autres concrétisée par une présence principalement militaire dans le nord du pays, faisant de la MINUSMA une mission particulièrement meurtrière dans l'histoire de l'ONU. Ensuite, elle a offert son appui



pour s'assurer du bon fonctionnement du processus électoral durant l'été 2013, en plus de participer comme médiateur aux négociations de Ouagadougou.

L'évolution des bouleversements depuis 2013 a démontré une certaine inefficacité pour ce qui a trait à une stabilisation du nord du Mali, au renforcement des capacités de l'État et aux négociations pour la paix. Sur le plan des discussions pour une sortie de crise, la première mouture sous la négociation de Ouagadougou a tout simplement été abandonnée seulement quelques semaines après la victoire d'IBK. En effet, malgré que l'accord stipule qu'à l'issue des élections, des négociations de paix inclusives devaient commencer au plus tard 60 jours après la formation du gouvernement, à la date butoir, rien n'avait encore été fait<sup>374</sup>. La réaction onusienne à cette absence d'implication gouvernementale a été de tout simplement abandonner les réunions. Il a fallu attendre l'année 2014 pour voir émerger une nouvelle table de discussion sous la médiation d'Alger. Ce nouveau processus s'est déroulé lentement sans que cessent les violences sur le terrain. Une opération militaire manquée de la part de la FAMA a été un stimulant à une plus grande ouverture du gouvernement dans ces négociations. Par contre, cette faiblesse de l'armée malienne démontrait son incapacité à contrôler son territoire malgré les mois d'efforts des intervenants internationaux. De plus, ce bouleversement se produisait à un moment inopportun pour l'ONU et la France. En effet, Serval s'apprêtait à se retirer pour se redéployer dans le cadre d'une opération régionale nommée Barkhane. Cela avait pour effet de réduire le nombre de soldats sur le terrain et par le fait même augmenter la pression sur la MINUSMA pour ce qui a trait à la stabilisation du territoire. Suite à une deuxième moitié d'année 2014 sous le signe de la violence et d'une stagnation du dialogue, au début de l'année 2015, les négociations reprennent sous une supervision plus dirigiste. En effet, au mois de février, la médiation internationale et l'Algérie pressaient les participants de signer

---

<sup>374</sup> International Crisis Group. (10 janvier 2014). *Op. cit.* p. 3.

l'accord sans parapher le texte, et ce, malgré le fait que la majorité des adhérents désiraient y apporter des modifications. Le contenu de cette entente était représentatif des préoccupations de la MINUSMA et de la France. Effectivement, les questions politiques étaient pour la plupart mises de côté pour éviter le débat et pour forcer un arrangement. Par contre, les mesures pour faciliter une reprise de contrôle du territoire par la FAMA étaient plus explicites.

Ce nouvel empressement des intervenants internationaux peut être en partie expliqué par le manque de volonté et de capacité du gouvernement malien à prendre le relais dans la gestion de la crise. Dès les premiers mois de sa victoire, IBK a démontré une faible ambition à s'impliquer dans un processus de négociation avec ses opposants pour un retour à la paix, en ignorant les mesures mises de l'avant dans les accords de Ouagadougou. Ainsi, les faits sous-entendent un manque de volonté gouvernementale de prendre de front une négociation de paix. Pour ce qui a trait au contrôle du territoire, les forces armées maliennes ont montré leur incapacité à prendre le relais dans ce dossier. Depuis le début des interventions internationales, malgré quelques périodes d'accalmies, les violences n'ont jamais cessé dans le Nord-Mali. D'ailleurs, les différentes attaques qui ont lieu dans les dernières années ne sont pas que le fruit d'entités djihadistes. La survie des tensions entre les acteurs du conflit, en partie causé par la stagnation des négociations de paix, a favorisé des escarmouches entre les différents groupes rebelles. Ainsi, il n'a pas encore été possible de déléguer les efforts de contrôle du territoire à la FAMA. Dans un contexte où la transformation de Serval en Barkhane a augmenté la pression sur la MINUSMA en matière de patrouille dans le nord du Mali, les discussions d'Alger présentent un certain essoufflement de l'ONU à gérer la violence de cette région du pays. Cette faiblesse capacitaire a poussé les intervenants internationaux à prioriser des mesures sur le contrôle du territoire ce qui a eu tendance à provoquer une imposition de l'autorité étatique plutôt que le développement d'un projet rassembleur pour les différents protagonistes du conflit.

La signature de l'accord d'Alger par la CMA le 20 juin 2015 qui avait semblé ouvrir une nouvelle étape dans le processus vers la paix au Mali n'a pas eu le résultat escompté. Alors que les accrochages entre les groupes armés se poursuivaient depuis le début des négociations en septembre 2014, leurs résolutions n'ont pas eu un effet pacificateur<sup>375</sup>. Ainsi, malgré une période d'accalmie de quelques jours, suite à la signature de l'accord, les attaques ont repris dès la première semaine de juillet. D'ailleurs, cette violence renouvelée entre la CMA et la Plateforme a risqué de faire éclater l'accord<sup>376</sup>. De plus, au-delà de ces escarmouches entre les groupes rebelles, l'armée malienne et les Casques bleus se retrouvent aussi parmi les victimes<sup>377</sup>. Il est aussi intéressant de souligner que malgré ces altercations, certaines négociations de cessez-le-feu ont eu lieu au niveau local. Par contre, ces ententes se sont déroulées majoritairement en dehors du cadre de la Commission technique mixte de sécurité qui est pourtant chargée de superviser les accords de cessez-le-feu et la cessation des hostilités<sup>378</sup>. Ainsi, les mécanismes issus de l'accord d'Alger ne semblaient pas posséder la légitimité nécessaire pour encadrer les différentes négociations entre les groupes rebelles. De plus, les différentes tentatives de négociations depuis le début du conflit ont éclipsé un élément central dans la construction des bouleversements, les structures étatiques.

Les aspirations politiques des populations au nord du pays sont complexes et parfois contradictoires. Alors que le MNLA prône un modèle politique construit autour de la

<sup>375</sup> International Crisis Group. (14 décembre 2015). Mali : la paix venue d'en bas. Rapport Afrique 115, p. 2.

<sup>376</sup> *Ibid.*

<sup>377</sup> Les exemples sont légions, le 2 juillet 2015, une attaque revendiquée par AQMI contre un camp de l'ONU fait 6 victimes chez les casques bleus. Le 1<sup>er</sup> août 2015, deux soldats maliens sont tués dans une embuscade à Nampala. Le 3 août 2015 une attaque armée dans une garnison de Gourma-Rharous fait 11 victimes chez les soldats maliens. Dans : [a. n. d.]. (3 août 2015). Nord du Mali : onze soldats tués dans l'attaque d'un camp militaire dans la région de Tombouctou. *Jeune Afrique*. Récupéré de <http://www.jeuneafrique.com/253280/politique/onze-soldats-tues-attaque-nord-mali/>.

<sup>378</sup> [a. n. d.]. (6 août 2015). La Commission Technique Mixte de Sécurité se réunit à Bamako. Minusma, Organisation des Nations Unies, récupéré de <http://minusma.unmissions.org/la-commission-technique-mixte-de-securite-se-reunit-a-bamako>.

notion du nationalisme laïque, cette revendication obtient des appuis qui varient considérablement chez les populations du Nord<sup>379</sup>. De plus, plusieurs divergences subsistent entre les partisans de l'indépendance et de l'autonomisme. Malgré la croissance d'un appui à l'autonomisme au détriment de l'indépendance, cette entente reste fragile auprès des populations de la région. Sans la proposition d'un modèle consensuel pour l'avenir du pays, il serait improbable de la survie de ce soutien.

Quant au gouvernement d'IBK, les énergies sont concentrées sur la restauration de son autorité dans les régions administratives de Gao, Kidal et Tombouctou. Aucune réforme en profondeur n'est proposée au-delà du projet de décentralisation amorcé dans les années 1990, projet qui avait montré peu de résultats. Ainsi, les actions du gouvernement pour ce qui concerne le règlement de la crise font ressortir ses ambitions concernant l'avenir étatique du Mali. On souligne l'importance du renforcement des structures en place dans la troisième république. Le futur étatique passe par l'autorité du gouvernement central dans le nord du pays. Cette vision d'un pouvoir unitaire entre en contradiction avec les attentes des élites et des populations nordistes qui désirent une plus grande répartition du pouvoir entre les paliers de gouvernement.

Ainsi, les interventions de l'opération Serval et de la MINUSMA se déroulent dans un contexte de confusion pour ce qui concerne les visions des structures étatiques. Pourtant, les intervenants ont eux tendance à mettre de côté les questions entourant la restructuration des institutions au nord du Mali. La priorité donnée à la question terroriste par les acteurs internationaux influence leurs ambitions pour l'avenir du pays. La stabilisation du territoire occupe une place prépondérante dans leurs actions, ce qui tend à favoriser le renforcement du gouvernement central. En effet, malgré la présence militaire française et onusienne au Nord, les violences se poursuivent dans

---

<sup>379</sup> a. n. d.]. (6 août 2015). *Op. cit.*

cette région avec des conséquences humaines et matérielles coûteuses. Le retour des forces maliennes à Gao, Kidal et Tombouctou permettrait d'alléger ce fardeau. Ainsi, le renforcement de l'autorité s'avère être un objectif important dans la gestion du conflit. Sur un autre plan, il ressort un désir de laisser le gouvernement aux commandes des réformes de l'État. Bien qu'il soit louable de laisser les Maliens décider de l'avenir de leur pays, jusqu'à maintenant, la conséquence a plutôt été une mise de côté de la problématique<sup>380</sup>.

On peut conclure que les interventions internationales au Mali négligent l'importance d'une réforme en profondeur des structures étatique dans le nord du pays. Cette négligence s'aligne avec les ambitions du gouvernement qui montre une fermeture à cette possibilité. Cela a pour conséquence d'alimenter les frustrations des rebelles et des populations de Gao, Kidal et Tombouctou, ce qui laisse présager peu d'espoir pour une paix durable au pays. La complexité d'une crise où se côtoient des groupes djihadistes aux visées régionales et des rebelles maliens aux aspirations locales a rendu la possibilité d'une intervention englobant l'ensemble des problématiques difficile.

Comme le souligne Pierre Boilley : « ce fut ainsi dans la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle que la situation touareg perdit définitivement son caractère local pour s'intégrer dans les soubresauts du monde »<sup>381</sup>. Ainsi, le conflit malien débutant en 2012 s'inscrit dans des dynamiques régionales qui dépassent la question de l'avenir étatique du pays. D'ailleurs, jusqu'à quel point les transformations régionales subsahariennes influencent l'évolution de la crise au Mali?

---

<sup>380</sup> Il n'est pas question ici de proposer que la médiation internationale impose un modèle d'État au malien, il s'agit plutôt de souligner la négligence du problème dans les différentes négociations.

<sup>381</sup> Boilley, P. (2011). *Op. cit.* p. 159.

## APPENDICE A

Le Mali et ses régions administratives<sup>382</sup>

<sup>382</sup> Organisation des Nations Unies. Département de l'appui aux missions – section cartographique. (2016). *Carte du Mali*. [Carte]. Récupéré de <https://minusma.unmissions.org/carte-du-mali>.

## BIBLIOGRAPHIE

## Monographie

- Battistella, D. (2006). Théorie des relations internationales. Dans *La Guerre et la Paix* (3<sup>e</sup> édition) (495-529). Paris : Presses des Sciences Po.
- Barnett, M et Zürcher, C. (2009). The Peacebuilder's Contract: How External Statebuilding Reinforces Weak Statehood. Dans R. Paris et T. D. Sisk (dir.), *The Dilemmas of Statebuilding : Confronting the Contradictions of Postwar Peace operations*. (23-52). Londres : Routledge.
- Bayart, J.-F. (1989). *L'État en Afrique : la politique du ventre*. Paris : Fayard.
- Bellamy, A. J. et Williams, P. (2010). *Understanding peacekeeping*. Cambridge : Polity.
- Boilley, P. (2012). *Les Touaregs Kel Adagh, : Dépendances et révoltes du Soudan français au Mali contemporain*. Paris : Éditions Karthala.
- Boyce, K. J. et O'Donnell, M. (2007). *Peace and the Public Purse: Economic Policies for Postwar Statebuilding*. Rienner : Boulder.
- Chandler, D. (2006). *Empire in Denial : The Politics of State-Building*. Londres : Pluto Press.
- Checkel, J. T. (2013). *Transnational Dynamic of Civil War*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Claudot-Hawad, H. (2013). La question touarègue : quels enjeux. Dans Galy, M. (dir.), *La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara : enjeux et zones d'ombre*. (125-147). Paris : La découverte.
- Compagnon, D. (2012). The Model of the Political Entrepreneur. Dans Bach, D. et Gazibo, M. (dir). *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*. (46-57). Londres : Routledge.
- Edelstein, D. M. (2009). Foreign militaries, sustainable institutions, and postwar statebuilding. Dans Paris, R. et Sisk, T. D. (dir.), *The Dilemmas of Statebuilding: Confronting the Contradictions of Postwar Peace Operations*. (81-103). [s. l.] : Routledge.
- Fortier, P. (2002). L'évolution du maintien de la paix. Dans McRae, R. et Hubert, D. (dir.), *Sécurité humaine et nouvelle diplomatie*. (44-60). Montréal : Presse universitaire de McGill.
- Gazibo, Mamoudou. (2012). Introduction. Dans Bach, D. et Gazibo, M. (dir.). *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*. (1-6). Londres : Routledge.
- Giraud, G. (2013). Cinquante ans de tensions dans la zone sahélo-saharienne. Dans Galy, M. (dir.), *La guerre au Mali*. (27-57). Paris : Éditions la découverte
- Hameiri, S. (2010). *Regulating Statehood : State Building and the Transformation of the Global Order*. Londres : Palgrave Macmillan.

- Keohane, R. O. (2005). *After hegemony: Cooperation and discord in the world political economy*. Princeton : Princeton University Press.
- Macleod, A. et O'Meara, D. (2010). *Théories des relations internationales, contestations et résistances* (2<sup>e</sup> édition). Montréal : Éditions Athéna.
- Ould Mohamedou, M-M. (2013). Le nouveau « grand jeu » des puissances occidentales au Sahel. Dans Galy, M. (dir.), *La guerre au Mali*. (58-75). Paris : Éditions la découverte
- Paris, R. et Sisk, T. D. (2009). *The Dilemmas of Statebuilding: Confronting the Contradictions of Postwar Peace Operations*. Londres : Routledge.
- Rotberg, R. I. (2004). The Failure and Collapse of Nation-States: Breakdown, Prevention, and Repair. Dans Rotberg R. I. (dir.), *When States Fail : Causes and Consequences* (1-51). New-Jersey : Princeton University Press.
- Sisk, T. D. (2009). Pathways of the political : electoral processes after civil war. Dans Paris, R. et Sisk, T. D. (dir.), *The Dilemmas of Statebuilding: Confronting the Contradictions of Postwar Peace Operations*. (196-224). Londres : Routledge.
- Tremblay, J-M. (1991). La domination légale à direction administrative bureaucratique. Dans Roger Tessier et Yvan Tellier *Théories de l'organisation. Personnes, groupes, systèmes et environnement* (23-32). Québec : Les presses de l'université du Québec.
- Utas, Mats. (2012). Introduction : Bigmanity and Network Governance in African Conflicts. Dans Utas, M. (dir). *African conflicts and Informal Power: Big Men and Networks*. Londres : Zed Books
- Wing, S. (2013). *Démocratie malienne et dialogue constitutionnel (1991-2007)*. Paris : Karthala.
- Zartman, I. W. (2005). *Cowardly Lion : Missed Opportunities to Prevent Deadly Conflict and State Collapse*. Portland : Lynne Reinner Publisher.

#### Articles scientifiques

- Amselle, J.-L. (1992). La corruption et le clientélisme au Mali et en Europe de l'Est : quelques points de comparaison. *Cahiers d'Études Africaines*, 32(128), 629-642.
- Andersson, R. et Weigand, F. (2015). Intervention at Risk : The Vicious Cycle of Distance and Danger in Mali and Afghanistan. *Journal of Intervention and Statebuilding*, 9(4), 519-541.
- Antil, A. et Touati, S. (Printemps 2011). Mali et Mauritanie : pays sahéliens fragiles et États résilients. *Politique étrangère*, 1, 59-69.



- Bank, A. et Van Heur, B. (2007). Transnational conflicts and the politics of scalar networks: evidence from Northern Africa. *Third World Quarterly*, 28(3), 593-612.
- Bannelier, K. et Christakis, T. (2013). Under the UN Security Council's Watchful Eyes : Military Intervention by Invitation in the Malian Conflict. *Leiden Journal of International Law*, 26, 855-874.
- Barnett, M., Hun Jon, K., O'Donnell, M. et Sitea, L. (2007). Peacebuilding : What is in a Name. *Global Governance*, 13, 35-58.
- Bayart, J-F. (1999). L'Afrique dans le monde: une histoire d'extraversion. *Critique internationale*, 5(5), 97-120.
- Bergamaschi, I. (2011). Appropriation et lutte contre la pauvreté au Mali interprétations, pratiques et discours concurrents. *Revue Tiers Monde*, 1(205), 135-150.
- Bergamaschi, I. (2013). French Military Intervention in Mali: Inevitable, Consensual yet Insufficient. *Stability: International Journal of Security and Development*, 2(2), 1-11.
- Bernault, F. (avril-juin 2001). L'Afrique et la modernité des sciences sociales. *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 70, 127-138.
- Boas, M. et Torheim, L. E. (2013). The Trouble in Mali—corruption, collusion, resistance. *Third World Quarterly*, 34(7), 1279-1292.
- Boas, M. et Jennings, K. M. (Septembre 2005). Insecurity and Development : The Rhetoric of the Failed State. *The European Journal of Development Research*, 17(3), 385-395.
- Boege, V., Brown, A., Clements K. P. et Dolan, A. (2009). Building Peace and Political Community in Hybrid Political Order. *International Peacekeeping*, 16(5), 599-615.
- Boege, V., Brown, A., Clements K. P. et Dolan, A. (avril 2009). On Hybrid Political Order and Emerging States : What is Failing – States on the Global South or Research and Politics in the West? *Berghof Research Center for Constructive and Conflict Management*, 15-35.
- Boeke, S. et Schuurman, B. (2015). Operation Serval : A Strategic Analysis of the French Intervention in Mali, 2013-2014. *Journal of Strategic Studies*, 38(6), 801-825.
- Boilley, P. (2011). Géopolitique africaine et rébellions touarègues. Approches locales, approches globales (1960-2011). *L'année du Maghreb*, VII, 151-162.
- Bouju, J. (2000). Clientélisme, corruption et gouvernance locale à Mopti (Mali). *Autrepart*, 14, 143-163.
- Boutellis, A. (2015). Can the UN Stabilize Mali ? Towards a UN Stabilization Doctrine? *International Journal of Security & Development*, 4(1) : 33, 1-16.

- Bratton, M., Coulibaly, M. et Machado, F. (2002). Popular View of the Legitimacy of the State in Mali. *Revue Canadienne des Études Africaines*, 36(2), 197-238.
- Carmody, P. (automne 2005). Transforming Globalization and Security : Africa and America post 9/11. *Africa Today*, 52(1), 97-120.
- Carnahan, M., Gilmore, S. et Durch, W. (2007). New Data on the Economic Impact of UN Peacekeeping. *International Peacekeeping*, 14(3), 384-402.
- Chandler, D. (2010). The Uncritical critique of liberal peace. *Review of International Studies*, 36, 137-155.
- Charbonneau, B. et Sears, J. (septembre 2014). Faire la guerre pour un Mali démocratique : l'intervention militaire française et la gestion des possibilités politiques contestées. *Revue canadienne de science politique*, 47(3), 597-619.
- Chena, S. et Tisseron, A. (2013). Rupture d'équilibres au Mali. *Afrique contemporaine*, 245, 71-84.
- Clements, K. P., Boedge, V., Brown, A., Foley, W. et Dolan, A. (juin 2007). State Building Reconsidered : The Role of Hybridity in the Formation of Political Order. *Political Science*, 59(1), 45-56.
- Cristiani, D. et Fabiani, R. (Mars 2013). From Disfunctionality to Disaggregation and Back ? The Malian Crisis, Local Players and European Interests. *IAI Working Papers*, 13(8), 2-19.
- De Jorio, R. (2003). Narratives of the Nation and Democracy in Mali: A view from Modibo Keita's Memorial. *Cahiers d'Études Africaines*, 43(172), 827-855.
- D'Evry, A. (juillet 2015). L'opération Serval à l'épreuve du doute: vrais succès et fausses leçons. *Laboratoire de recherche sur la défense*, Focus stratégique 59, 1-57.
- Englebert, P. et Tull, D. M. (printemps 2008). Postconflict Reconstruction in Africa: Flawed Ideas about Failed States. *International Security*, 32(4), 106-139.
- Fay, C. (1995). La démocratie au Mali, ou le pouvoir en pâture. *Cahiers d'Études Africaines*, 35(137), 19-53.
- Florquin, N. et Pézard, S. (2005). Insurgencies, Disarmament, and Insecurity in Northern Mali, 1990-2004. Dans Florquin, N. et Berman, E. G. (dir.), *Arm and Aimless : Armed Groups, Guns, and Human Security in the Ecowas Region*. Genève : Small Arms Survey, 46-77.
- Fukuyama, F. (avril 2004). The Imperative of State-Building. *Journal of Democracy*, 15(2), 17-31.
- Gareyane, M. (2011). La sédentarisation des nomades dans la région de Gao. Révélateur et déterminant d'une crise multidimensionnelle au Nord-Mali. (Thèse de doctorat). Université Lyon 3. Récupéré de la banque de donnée SUDOC <http://www.sudoc.fr/152892788>.

- Gaulme, F. (printemps 2011). États faillis, États fragiles: concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale. *Politique étrangère*, 1, 17-29.
- Gaulme, F. (2013). Intervenir au Mali : le retour du politique. *Études*, 5(148), 583-594.
- Goya, M. (2013). La guerre de 3 mois : l'intervention française au Mali mise en perspective. *Politique étrangère*, 2, 157-168.
- Gros, P. Patry, J-J et Vilboux, N. (juin 2013). Serval : bilan et perspectives. *Fondation pour la recherche stratégique*, 16(13), 28 p.
- Hameiri, S. (2009). Capacity and its fallacies: international state building as state transformation. *Millennium-Journal of International Studies*, 38(1), 55-81.
- Harmon, S. (2015). Securization Initiatives in the Sahara-Sahel Region in the Twenty-First Century. *African Security*, 8:4, 227-248
- Jonckers, D. (2011). Associations islamiques et démocratie participative au Mali. Dans Bozzo, A. et Luizard J.-P. (dir.), *Les sociétés civiles dans le monde musulman*. Paris : La Découverte, 227-248.
- Karlsrud, J. (2015). The UN at war: examining the consequences of peace-enforcement mandates for the UN peacekeeping operations in the CAR, the DRC and Mali. *Third World Quarterly*, 36:1, 40-54.
- Karlsrud, J. et Smith, A. C. (février 2015). European Military Participation in MINUSMA Experiences and Lessons-Learned. *International Peace Institute*.
- Kassibo, B. (1997). La décentralisation au Mali : État des lieux. *Bulletin de l'APAD*, 14, 1-17.
- Keïta, M. (juillet 2002). La résolution du conflit touareg au Mali et au Niger. [Note de recherche du GRIPCI]. *Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques*, 10, 31.
- Keïta, N. (2005). De l'identitaire au problème de la territorialité. L'OCRS et les sociétés Kel Tamacheq du Mali. GEMDEV et Université du Mali (éds.), *Mali - France. Regards sur une histoire partagée*, Bamako/Paris : Donniya et Karthala, 91-121.
- Klute, G. (1995). Hostilités et alliances. Archéologie de la dissidence des Touaregs au Mali. *Cahiers d'Études Africaines*, 35(137), 55-71.
- Kühn, F. P. The Peace Prefix : Ambiguities of the Word Peace. *International Peacekeeping*, 19(4), 396-409.
- Lange, M-F. (1999). Insoumission civile et défaillance étatique : les contradictions du processus démocratique malien. *Autrepart* (10), 117-134.
- Languille, S. (2010). Mali : la politique de décentralisation à l'heure de l'agenda de Paris pour l'efficacité de l'aide. *Politique africaine*, 4(120), 129-152.

- Lègaré, K. et Garon, R. (2001). Introduction. La diversification des pratiques internationales et l'évolution des opérations de paix dans l'après-guerre froide. *Études internationales*, 42(3), 271-288.
- Lecocq, B., Mann, G., Whitehouse, B., Badi, D., Pelckmans, L., Belalimat, N., Hall, B. et Lacher, W. (2013) One hippopotamus and eight blind analysts: a multivocal analysis of the 2012 political crisis in the divided Republic of Mali. *Review of African Political Economy*, 40(137), 343-357.
- Lounnas, D. (été 2012). Al-Qaïda au Maghreb islamique et la crise malienne. *Sécurité globale*, 41-56.
- MacLeod, A. (2004). Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique. *Cultures et conflits*, 54, 1-25.
- Médard, J-F. (1976) Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique. *Revue française de science politique*, 26(1), 103-131.
- Médard, J-F. (2006). Le modèle unique d'État en question. *Revue internationale de politique comparée*, 4(13), 681-696
- Nye, J. S. et Keohane, R. O. (Été 1971) Transnational Relations and World Politics : An Introduction. *International Organization*, 25(3), 329-349.
- Ottaway, M. (Août 2003). Promoting Democracy after Conflict : The Difficult choices. *International Studies Perspectives*, 4(3), 314-322.
- Peterson, D. et Clark, A. F. (Summer 2006). Mali's Recipe for Democracy. *The Wilson Quarterly*, 30(3), 6-10.
- Porteous, T. (2003). L'évolution des conflits en Afrique subsaharienne. *Politique étrangère*, 2(68), 307-320.
- Pringle, R. (Printemps 2006). Mali's Unlikely Democracy. *The Wilson Quarterly*, 30(2), 31-39.
- Roy, A. (2005). La société civile dans le débat politique au Mali. *Cahiers d'Études Africaines*, 45(178), 573-584.
- Salehyan, I. (Janvier 2008). No Shelter Here : Rebel Sanctuaries and International Conflict. *The Journal of Politics*, 70(1), 54-66.
- Sears, J. M. (2007). *Deepening Democracy and Cultural Context in the Republic of Mali, 1992-2002*. (Thèse de doctorat), Queen's University, Récupéré de l'archive collection Canada  
<http://www.collectionscanada.gc.ca/obj/s4/f2/dsk3/OKQ/TC-OKQ-862.pdf>
- Sears, J. M. (2013). Seeking sustainable legitimacy: Existential challenges for Mali. *International Journal*. 68(444), Winnipeg, 444-453.
- Sebastian, S. (2015). Intervention and Peace Operations: Dilemmas of Internal Conflicts and Transnational Threats. *The Hague Institute for Global Justice*, 1-23.

- Seely, J. C. (Septembre 2001). A Political Analysis of Decentralisation: Coopting the Tuareg Threat in Mali. *The Journal of Modern African Studies*, 39(3), 499-524.
- Wing, S. (2016). French Intervention in Mali : strategic alliance, long-term regional presence. *Small War and insurgencies*, 27(1), 59-80.
- Tisseron, A. (2011). Enchevêtrement géopolitique autour de la lutte contre le terrorisme au Sahara. *Hérotode*, 3(142), 98-107.
- Tramond, O. et Seigneur, P. (novembre-décembre 2014). Opération Serval Another Beau Geste of France in Sub-Saharan Africa. *Military Review*, 76-86.
- Tshiyembe, M. (1998). La science politique africaniste et le statut théorique de l'Etat africain: un bilan négatif. *Politique africaine*, 71, 109-132.
- Weis, T. G. et Welz, M. (2014). The UN and the African Union in Mali and Beyond : a Shotgun Wedding. *International Affairs*, 90(4), 889-905.
- Wing, S. (2016). French Intervention in Mali : strategic alliance, long-term regional presence. *Small War and insurgencies*, 27(1), 59-80.
- Ze Belinga, M. (2008). Afrique et mondialisation prédatrice. *Présence Africaine*, 177(2), 364-382.

#### Rapports

- Conseil de sécurité. (28 novembre 2012). *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali*. S/2012/894.
- Conseil de sécurité. (10 juin 2013). *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali*. S/2013/338.
- Conseil de sécurité. (2 janvier 2014). *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali*. S/2014/1.
- Conseil de sécurité. (22 septembre 2014). *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali*. S/2014/692.
- Conseil de sécurité. (11 juin 2015). *Rapport du secrétaire général sur la situation au Mali*. S/2015/426.
- Conseil de sécurité. (20 décembre 2012). *Résolution 2085*. S/RES/2085.
- Conseil de sécurité. (25 avril 2013). *Résolution 2100*. S/RES/2100.
- Conseil de sécurité. (25 juin 2014). *Résolution 2164*. S/RES/2164.
- Conseil de sécurité. (29 juin 2015). *Résolution 2227*. S/RES/2227.
- Conseil de sécurité. (6 juin 2014). *Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel*. S/2014/397.
- Fédération internationale de la ligue des droits de l'Homme. (juillet 2012). *Crimes de guerre au Nord-Mali*. Paris.
- Guilloteau, C. et Nauche, P. (18 juillet 2013). *Rapport d'information sur l'opération Serval au Mali*. Assemblée nationale, Paris : 1288.

- International Crisis Group. (2012). *Mali : The Need for Determined and Coordinated International Action*. Africa Briefing, 90.
- International Crisis Group. (18 juillet 2012). *Mali: éviter l'escalade*. Rapport Afrique 189.
- International Crisis Group. (11 avril 2013). *Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur*. Rapport Afrique 201.
- International Crisis Group. (10 janvier 2014). *Mali : réformer ou rechuter*. Rapport Afrique, 210.
- International Crisis Group. (18 novembre 2014). *Mali : dernière chance à Alger*. Rapport Afrique 104.
- International Crisis Group. (22 mai 2015). *La paix à marche forcée*. Rapport Afrique 226.
- International Crisis Group. (14 décembre 2015). *Mali : la paix venue d'en bas*. Rapport Afrique 115.

#### Sources internet

- [a. n. d.]. [s. d.]. *Historique : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali*. Récupéré dans <https://minusma.unmissions.org/historique>.
- [a. n. d.]. (13 juin 2013). *Accord de Ouagadougou : texte intégral*. Récupéré de <http://maliactu.net/accords-de-ouagadougou-texte-integral/>.
- [a.n.d.]. (septembre 2014). *Un an de présidence IBK : une année de normalisation et de stabilisation*. Ministère de l'économie numérique, de l'information et de la communication. Récupéré de <http://news.abamako.com/documents/docs/unanp.pdf>.
- [a. n. d.]. (25 février 2015). *Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issue du processus d'Alger*. Récupéré de [http://malijet.com/actualite\\_dans\\_les\\_regions\\_du\\_mali/rebellion\\_au\\_nord\\_du\\_mali/124338-document-du-projet-d-accord-d-alger-pour-la-paix-et-la-reconcili.html](http://malijet.com/actualite_dans_les_regions_du_mali/rebellion_au_nord_du_mali/124338-document-du-projet-d-accord-d-alger-pour-la-paix-et-la-reconcili.html).
- [a. n. d.]. (3 août 2015). Nord du Mali : onze soldats tués dans l'attaque d'un camp militaire dans la région de Tombouctou. *Jeune Afrique*. Récupéré de <http://www.jeuneafrique.com/253280/politique/onze-soldats-tues-attaque-nord-mali/>.
- [a. n. d.]. (6 août 2015). *La Commission Technique Mixte de Sécurité se réunit à Bamako*. Minusma, Organisation des Nations Unies, récupéré de <http://minusma.unmissions.org/la-commission-technique-mixte-de-securite-se-reunit-a-bamako>.
- [a.n.d.]. (25 août 2015). La MINUSMA, l'une des plus périlleuses missions pour les casques bleus. *RFI Afrique*, récupéré de

- <http://www.rfi.fr/afrique/20150824-minusma-une-plus-perilleuses-missions-casques-bleus>.
- a. n. d.]. (2016). *Mali : people living on less than 1,90\$ a day*. Banque Mondiale. Récupéré de <http://povertydata.worldbank.org/poverty/country/MLI>.
  - [a.n.d]. (19 avril 2016). Mali : deux morts à Kidal. *Bbc Afrique*, récupéré de [http://www.bbc.com/afrique/region/2016/04/160419\\_mali\\_kidal\\_demo](http://www.bbc.com/afrique/region/2016/04/160419_mali_kidal_demo).
  - [a. n. d.]. (21 mai 2016). Mali : marche de l'opposition à Bamako contre « la mauvaise gouvernance ». *Jeune Afrique*. Récupéré de <http://www.jeuneafrique.com/327531/politique/mali-marche-de-lopposition-a-bamako-contre-mauvaise-gouvernance/>.
  - Ahmed, B. (19 octobre 2015). Nord du Mali : paix tribale à Anefis. *Jeune Afrique*. Récupéré de <http://www.jeuneafrique.com/272752/politique/nord-du-mali-paix-tribale-a-anefis/>.
  - Bergamaschi, I. (2013). MINUSMA : initials steps, achievements and challenges. *Norwegian Peacebuilding Resource Centre*. Récupéré de [http://www.peacebuilding.no/Regions/Africa/Mali/Publications/MINUSMA-first-steps-achievements-and-challenges/\(language\)/eng-US](http://www.peacebuilding.no/Regions/Africa/Mali/Publications/MINUSMA-first-steps-achievements-and-challenges/(language)/eng-US).
  - Bruneau, M. (2011). Phénomène diasporique, transnationalisme, lieux et territoires. *CERISCOPE Frontières*. Récupéré de <http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part4/phenomene-diasporique-transnationalisme-lieux-et-territoires>.
  - Carayol, R. (16 mars 2016). Mali : quatre ans après le début du conflit, la menace continue de planer. *Jeune Afrique*. Récupéré de <http://www.jeuneafrique.com/mag/307645/politique/mali-quatre-ans-apres-debut-conflit-menace-fantome-continue-de-planer/>.
  - Coll, J. (26 janvier 2007). Des Dynamiques Villageoises au Service d'une "Démocratie Décentralisée". Le Cas de Mali-Sud. *Bulletin de l'APAD*. Récupéré de <http://apad.revues.org/583>.
  - Conseil de sécurité. (20 décembre 2012). *Résolution 2085, le Conseil de sécurité autorise le déploiement d'une force internationale au Mali*. New-York : Département de l'information, Service des informations et des accréditations. Récupéré de <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2012/CS10870.doc.htm>.
  - Coulibaly, H. et Lima, S. (2013). Crise de l'État et territoires de la crise au Mali. *EchoGéo*. Récupéré de <http://echogeo.revues.org/13374>.
  - Fund for Peace. (2014). *The Failed States Index 2014*. Récupéré de <http://ffp.statesindex.org/2014-mali>.



- Fund for Peace. (2015). *Failed States Index 2015*. Récupéré de <http://global.fundforpeace.org>.
- Grégoire, E. (3 juillet 2013). Islamistes et rebelles touaregs maliens : alliances, rivalités et ruptures. *ÉchoGéo*. Récupéré de <http://echogeo.revues.org/13466>.
- Gourdin, P. (23 septembre 2012). Géopolitique du Mali : un État failli? *Diploweb*. Récupéré de <http://hgferney.fr/pro/ap/gal/mali2.pdf>.
- Ibrahima, P. et Sidibé, B. H. (2006). La démocratie au secours de la sécurité : l'expérience malienne de la gestion du problème touareg est-elle transposable à d'autres crises africaines. *Centro Argentino de Estudios Internacionales/Programa Africa*. Récupéré de <http://www.caei.com.ar/sites/default/files/africa02.pdf>.
- Institut national de la statistique. (18 novembre 2013). *4<sup>e</sup> recensement général de la population et de l'habitat et du Mali 2009*. Bureau central du recensement. Récupéré de <http://essonnesahel.org/spip/IMG/pdf/mali.pdf>
- Keïta, N. (19 juin 2012). *Quelles constructions politiques au Nord Mali face aux crises dans le Sahel*. Mali : colloque à l'ULSH de Bamako (Mali). Récupéré de <http://www.gabrielperi.fr/2-2-Du-pouvoir-ethnique-Touareg-a>.
- Ministère de la Défense. (11 mars 2013). *L'opération Serval en quelques mots*. République française. Récupéré de <http://www.defense.gouv.fr/jeunes/opex/mali/l-operation-serval-en-quelques-mots>.
- Ministère de la défense français. (25 novembre 2013). *Présentation de l'opération*. Récupéré de <http://www.defense.gouv.fr/operations/autres-operations/operations-achevees/operation-serval-2013-2014/dossier/presentation-de-l-operation>.
- Ministère de la défense français. (13 janvier 2014). *Opération Serval retour sur 1 an d'opération*. Récupéré de <http://www.defense.gouv.fr/operations/actualites/operation-serval-retour-sur-un-an-d-operation>.
- Ministère de la défense français. (6 août 2015). *Opération Barkhane*. Récupéré de <http://www.defense.gouv.fr/operations/sahel/dossier-de-presentation-de-l-operation-barkhane/operation-barkhane>.
- Ministère du plan et de la prospective. (décembre 2013). *Annuaire statistique du Mali 2012*. Institut national de la statistique. Récupéré de [http://www.instat-mali.org/contenu/pub/anuaire12\\_pub.pdf](http://www.instat-mali.org/contenu/pub/anuaire12_pub.pdf).
- Organisation des Nations Unies. (2 mars 2015). *Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali*. Récupéré de <http://minusma.unmissions.org/effectifs>.
- Organisation des Nation Unies. Département de l'appui aux missions – section cartographique. (2016). *Carte du Mali*. [Carte]. Récupéré de



<https://minusma.unmissions.org/carte-du-mali>.

- Patry, J. J. (2007). *Nation-Unies et la stabilité : transformer les conflits armés*. Fondation pour la recherche stratégique. Récupéré de <https://www.frstrategie.org/publications/notes/web/documents/2007/20070916.pdf>
- Roger, B. (5 février 2016). Mali : un militaire malien tué dans l'attaque d'un camp de la MINUSMA à Tombouctou. *Jeune Afrique*. Récupéré de <http://www.jeuneafrique.com/300090/politique/mali-militaire-malien-tue-lattaque-dun-camp-de-minusma-a-tombouctou/>.
- Siméant, J. et Traoré, L. (2012). Mali : Le putsch et le Nord vu de Bamako. SciencesPo. Récupéré de <http://www.sciencespo.fr/ceri/>.
- Touchard, L. (27 mai 2014). Armée malienne : les affrontements de Kidal, chronique d'une déroute annoncée. *Jeune Afrique*, Récupéré de <http://www.jeuneafrique.com/53207/politique/arm-e-malienne-les-affrontements-de-kidal-chronique-d-une-d-route-annonc-e/>.